Maître d'Ouvrage

SAÔNE DOUBS BRESSE
Communauté de communes

16 rue de la République
71350 Verdun-sur-le-Doubs

Maître d'œuvre Mandataire

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

111 rue du 1er Mars 1943
69 100 VILLEURBANNE













Elaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI)

Phase 9
Révision des Zonages d'Assainissement

MAD'EO
Intégrateur environnemental
1 place du 8 mai 1945
38110 LA TOUR DU PIN
Tel : 04.74.27.16.81
email : madeo@madeo-be.com

D1018-Ind 1
Octobre 2024

SOMMAIRE

1 OBJET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT 1

1.1 PRESENTATION DE L'ETUDE 1

1.2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE ET PROCEDURE 2

1.3 RAPPEL DU PORTER A CONNAISSANCE 4

1.4 REMARQUE SUR LES SCHEMAS DIRECTEURS D'ASSAINISSEMENT 5

1.5 ETAT D'AVANCEMENT DES ZONAGES D'ASSAINISSEMENT 7

2 PRESENTATION ET CONTEXTE 9

2.1 SITUATION GEOGRAPHIQUE & POPULATION 9

2.1 CAPTAGES AEP 11

3 ASSAINISSEMENT COLLECTIF 13

3.1 PREAMBULE - DISTINCTION COLLECTIF / NON COLLECTIF 13

3.2 DESCRIPTION GENERALE DE L'ASSAINISSEMENT 14

3.3 DESCRIPTION DES STATIONS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES 16

3.3.1 Remarques sur l'estimation des Equivalents Habitants 16

3.3.2 Dysfonctionnements 17

3.3.3 Unité de traitement en zone inondable 23

3.3.4 Remarque sur la nature des milieux récepteurs 24

3.3.5 Non-conformité (Equipement et Performance – Réseau collecte) 25

3.3.6 Travaux envisagés sur les stations de traitement des eaux usées 28

3.3.7 Abonnés « assimilés domestiques » et « autres que domestiques » 29

3.4 RESEAU DE COLLECTE DES EAUX 31

3.5 CAS PARTICULIER DE LA CHARGE HYDRAULIQUE 34

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 36

4.1 COMPETENCES DES SPANC 36

4.2 ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 39

4.3 GENERALITES SUR LES FILIERES DE TRAITEMENT 40

4.3.1 Fosses toutes eaux 42

4.3.2 Ventilation 43

4.3.3 Epandage dans le sol naturel en place 44

4.3.4 Epandage dans le sol reconstitué 45

4.3.5 Filières alternatives 48

4.4 CONFORMITE DES INSTALLATIONS EXISTANTES 51

4.4.1 Données SICED Bresse Nord 51

4.4.1 Données SIRTOM de la Région de Chagny 53

4.5 USAGERS DU SPANC – DROITS ET OBLIGATIONS 56

5 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES 59

5.1 RAPPEL DES ZONAGES EXISTANTS 59

5.2 REMARQUES SUR LES CARTES D'APTITUDES DES SOLS 60

5.3 REMARQUES SUR LA GESTION DES EAUX PLUVIALES 61

5.3.1 Cadre Général *61*
5.3.2 Avancement actuel des réflexions sur le territoire *61*
5.3.3 Principes de gestion des eaux pluviales *63*
5.3.4 Quelques exemples d'ouvrages de gestion des eaux pluviales *65*
5.4 RAPPEL DU PORTER A CONNAISSANCE ET MISE A JOUR 67
5.5 RAPPEL DES PERSPECTIVES D'URBANISATION 69
5.6 ADAPTATIONS DES ZONAGES EXISTANTS 70
6 GLOSSAIRE ASSAINISSEMENT **73**

Ind.	Date	Modifications	Créé par	Vérifié par
0	22/09/2022	Edition originale	PJS	CPE
1	25/10/2024	Modification suite mise à jour données 2023	PJS	CPE

FIGURES

Figure 1 – Etat d'avancement des Schémas Directeurs d'assainissement 6
Figure 2 – Localisation des communes du Territoire 10
Figure 3 – Captages AEP de Sassenay-Crissey et Chatenoy en Bresse (Allériot) 11
Figure 4 – Captages AEP de Saunières / Sermesse 12
Figure 5 – Type d'assainissement communal 15
Figure 6 – SPANC du territoire Saône Doubs Bresse 39
Figure 7 – Assainissement Non Collectif – Schéma général 40
Figure 8 – Assainissement Non Collectif – Schéma général bis 41
***Figure 9** – Assainissement Non Collectif – Schéma fosse toutes eaux (Source Fournisseurs)* 42
Figure 10 – Assainissement Non Collectif – Schéma fosse toutes eaux (Source Fournisseurs) 43
Figure 11 – Assainissement Non Collectif – Schéma ventilation (Source Fournisseurs) 43
Figure 12 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical drainé (Source fournisseurs) 44
Figure 13 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical drainé (Source fournisseurs) 45
Figure 14 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical non drainé (Source fournisseurs) 46
Figure 15 – Assainissement Non Collectif – Schéma Tertre (Source fournisseurs) 47
Figure 16 – Filières alternatives, exemple de filtres compacts (Source Fournisseurs) 48
Figure 17 – Filières alternatives, exemple de filtres plantés (Source Fournisseurs) 49
Figure 18 – Filières alternatives, micro-stations à cultures fixées immergées (Fournisseurs) 50
Figure 19 – Filières alternatives, micro-stations à cultures libre (Source Fournisseurs) 50
Figure 20 – Commune de Bey – Zonage EP existant (doc 2009, cabinet Charpentier) 62
Figure 21 – Exemple de gestion des EP – Noue infiltration 65
Figure 22 – Exemple de gestion des EP – Revêtements perméables 66
Figure 23 – Exemple de gestion des EP – Puits d'infiltration 66
Figure 24 – Bilan des Non Conformités des stations de 2021 à 2023 68
Figure 25 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Charnay-les-Chalon 70
Figure 26 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Ciel (Chapot) 70
Figure 27 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Ciel (Saugy) 71
Figure 28 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Damerey 71
Figure 29 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Pontoux 72
Figure 30 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de St Martin-en-Bresse 72

TABLEAUX

Tableau 1 : Etat d'avancement des zonages d'assainissement 8
Tableau 2 : Liste des Communes et Population 9
Tableau 3 : Bilan de fonctionnement des Stations de Traitement des Eaux Usées (1/2) 21
Tableau 4 : Bilan de fonctionnement des Stations de Traitement des Eaux Usées (2/2) 22
Tableau 5 : Bilan des Conformités des stations de 2021 à 2023 27
Tableau 6 : Liste des travaux envisagés sur les stations de traitement 28
Tableau 7 : Liste des charges « autres que domestiques » 29
Tableau 8 : Liste des autorisations de rejets « autres que domestiques » 29
Tableau 9 : Liste des autorisations de rejets « assimilés domestiques » 30
Tableau 10 : Caractéristiques générales des réseaux de collecte 31
Tableau 11 : Anomalies relevées sur les réseaux de collecte 32
Tableau 12 : Problèmes d'eaux claires parasites et charge hydraulique 34
Tableau 13 : SICED – Bilan Contrôles et Diagnostiques ANC 51
Tableau 14 : SICED – Bilan Conformité ANC années 2019 à 2022 51
Tableau 15 : SICED – Bilan par communes des installations d'ANC conformes 52
Tableau 16 : SIRTOM – Bilan Contrôles et Diagnostiques ANC 53
Tableau 17 : SIRTOM – Bilan Conformité ANC années 2019 à 2020 53
Tableau 18 : Classement des installations d'ANC par priorités (rappel réglementation) 54
Tableau 19 : SIRTOM – Bilan communes des installations ANC selon priorités (données 2023) 55
Tableau 20 : SIRTOM communes de la CC SDB – Bilan des installations d'ANC (données 2023) 55
Tableau 21 : Avancement des zonages d'assainissement sur les communes 59

1 OBJET DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

1.1 Présentation de l'étude

Le présent document expose le nouveau zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales des 27 communes situées sur le territoire de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse.

Les communes délimitent, conformément à la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 complétée par l'article L 2224.10 du Code des Collectivités Territoriales, après enquête publique :

- ***Les zones d'assainissement collectif*** *où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,*
- ***Les zones relevant de l'assainissement non collectif*** *où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif.*

Mais également si nécessaire :

- ***Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation*** *des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,*
- ***Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage*** *éventuel et, en tant que de besoin,* ***le traitement des eaux pluviales*** *et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

Ainsi les deux premiers éléments sont relatifs à la gestion des eaux usées, les deux derniers à la gestion des eaux pluviales. On rappelle à titre d'information qu'en termes d'eaux pluviales, toutes les dispositions notamment du Code Civil et du Code Rural s'appliquent. Elles déterminent notamment les servitudes dites d'écoulement entre deux propriétés, ou entre une propriété et une voirie publique (voir chapitre spécifique).

Nous rappelons que le risque d'inondation par débordement des cours d'eau (Doubs et Saône) ne fait pas partie des problématiques traitées dans le cadre d'un zonage d'assainissement. Le zonage d'assainissement pluvial tient compte uniquement du risque inondation par ruissellement et par surcharge des réseaux pluviaux.

Ainsi, conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de l'élaboration du PLUi Saône Doubs Bresse, la tranche optionnelle 1 (phase 9 du PLUi) de révision du zonage d'assainissement comprend les missions suivantes :

- Etat des lieux de l'existant : réseau de collecte et système de traitement des eaux usées,
- Diagnostic des ouvrages de stations d'épuration,
- Cartographie du Zonage d'assainissement avec report de l'architecture des réseaux.

1.2 Contexte réglementaire et procédure

Les communes ont l'obligation de délimiter sur leur territoire les zones relevant de «l'assainissement collectif» et les zones relevant de « l'assainissement non collectif » en application de l'Article L2224-10 du Code général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) modifié par la Loi N° 2010-788 du 12 Juillet 2010

Ces zones sont délimitées après Enquête Publique, selon les dispositions des Articles R 2224-6 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales.

D'un point de vue technique, les prescriptions applicables à la conception, l'exploitation, la surveillance et l'évaluation de la conformité des **systèmes d'assainissement collectifs de plus de 20 EH** apparaissent dans l'arrêté du 21 Juillet 2015.

Les éléments caractéristiques de ce document apparaissent ci-dessous. Les éléments principaux sont relevés en gras :

- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

  Il comprend :

  - Chapitre I : Règles d'implantation et de conception du système d'assainissement,
  - Chapitre II : Règles d'exploitation et d'entretien des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées,
  - Chapitre III : Surveillance des systèmes d'assainissement,
  - Chapitre IV : Evaluation de la conformité des systèmes d'assainissement et contrôles.

- Règles spécifiques applicables au système de collecte : le système de collecte est conçu, réalisé, réhabilité, exploité et entretenu, sans entraîner de coût excessif, de manière à :

  - **Eviter tout rejet direct ou déversement d'eaux usées de temps sec**, hors situation inhabituelles (opération de maintenance, circonstance exceptionnelles),
  - **Eviter les fuites et les apports d'eaux claires parasites risquant d'occasionner le non-respect des exigences** du présent arrêté ou un dysfonctionnement des ouvrages,
  - **Ne pas provoquer**, dans le cas d'une collecte en tout ou partie unitaire, **de rejets d'eaux usées au milieu récepteur, hors situation inhabituelle de fortes pluies.**

- Règles d'implantation des stations de traitement des eaux usées (Art 6) : **les stations de traitement des eaux usées ne sont pas implantées dans des zones inondables et sur des zones humides**. En cas d'impossibilité technique avérée ou de coûts excessifs et en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation, le préfet peut déroger à cette disposition en veillant notamment à :

  - Maintenir la station hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour 5 ans,
  - Maintenir les installations électriques hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour 100 ans,
  - Permettre son fonctionnement normal le plus rapidement possible après la décrue.

  Ces dispositions ne s'appliquent pas aux dossiers déposés avant la date à l'arrêté du 24 août 2017.

- Règles spécifiques applicables à la station de traitement des eaux usées (Art 7) : les stations sont dimensionnées de façon à respecter :
  - les performances minimales de traitement mentionnées à l'annexe 3, hors situations inhabituelles,
  - les niveaux de rejet prévus à l'annexe 3, pour un volume journalier d'eaux usées reçues inférieur ou égal au débit de référence.

  Annexe 3 – Performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES. La valeur de la concentration maximale à respecter ou le rendement minimum sont les suivants :

PARAMÈTRE	CHARGE BRUTE de pollution organique produite par l'agglomération d'assainissement en kg/ j de DBO5	CONCENTRATION maximale à respecter, moyenne journalière	RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne journalière	CONCENTRATION rédhibitoire, moyenne journalière
DBO5	< 120 ≥ 120	35 mg (O2)/l 25 mg (O2)/l	60 % 80 %	70 mg (O2)/l 50 mg (O2)/l
DCO	< 120 ≥ 120	200 mg (O2)/l 125 mg (O2)/l	60 % 75 %	400 mg (O2)/l 250 mg (O2)/l
MES (*)	< 120 ≥ 120	/ 35 mg/l	50 % 90 %	85 mg/l 85 mg/l

Le respect du niveau de rejet pour le paramètre MES est facultatif dans le jugement de la conformité en performance.
(*) Les valeurs des différents tableaux se réfèrent aux méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté. Toutefois, les analyses effectuées en sortie des installations de lagunage sont effectuées sur des échantillons filtrés, sauf pour l'analyse des MES. La concentration rédhibitoire des MES dans les échantillons d'eau non filtrée est alors de 150 mg/l en moyenne journalière, quelle que soit la CBPO traitée.

- **Diagnostic périodique du système d'assainissement** (Art 12) : le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une **fréquence n'excédant pas dix ans**. Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 120 kg/ j de DBO5 (2000 EH), ce diagnostic est **établi au plus tard le 31 décembre 2025.** Ce diagnostic vise notamment à :
  - 1° Identifier et localiser l'ensemble des points de rejets au milieu récepteur, notamment les déversoirs d'orage,
  - 2° Connaître la fréquence et la durée annuelle des déversements, quantifier les flux polluants rejetés et évaluer la quantité de déchets solides illégalement ou accidentellement introduits dans le réseau de collecte et déversés au milieu naturel,
  - 3° Identifier les principaux secteurs concernés par des anomalies de raccordement au système de collecte,
  - 4° Estimer les quantités d'eaux claires parasites présentes dans le système de collecte et identifier leur origine,
  - 5° Identifier et localiser les principales anomalies structurelles et fonctionnelles du système d'assainissement,
  - 6° Recenser les ouvrages de gestion des eaux pluviales permettant de limiter les volumes d'eaux pluviales dans le système de collecte.

1.3 Rappel du Porter à Connaissance

La Communauté de Communes Saône Doubs Bresse a prescrit le 14 novembre 2017 l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal y compris la révision du zonage d'assainissement (phase 9).

Suite à cette décision les services de l'Etat (DDT, Direction Départementale des Territoires) ont rédigé un porter à connaissance (janvier 2019) qui identifie les points essentiels sur lesquels les services de l'Etat porteront une attention particulière ainsi que les objectifs spécifiques à atteindre.

En matière d'assainissement les éléments identifiés sont les suivants :

- La Saône et Loire est intégralement considérée comme zone sensible à l'eutrophisation liée aux eaux résiduaires ou aux eaux usées industrielles.
- Gestion adéquate des eaux pluviales :
  - l'urbanisation ne devra pas conduire à un risque d'inondation des fonds inférieurs où à une surcharge du réseau,
  - la récupération des eaux de pluie devra respecter les prescriptions de l'arrêté du 21 aout 2008.
- Aucun nouveau secteur ne pourra être ouvert à l'urbanisation en l'absence de mise en conformité des dispositifs de collecte et de traitement des eaux ou engagé dans une opération de mise en conformité avec existence d'un projet faisable techniquement et un délai réduit.
- Dans le Porter à Connaissances les communes où des problèmes spécifiques d'assainissement sont identifiés sont les suivants :
  - Urbanisation à limiter pour 4 communes : Ecuelles (réseau unitaire ancien), Montcoy Le Carcabot (station vétuste et forte surcharge), Montcoy Lotissement (simple pré-traitement), Saint Martin en Bresse (capacité atteinte et réseau défaillant), Sermesse (réseau défaillant),
  - Stations d'épurations en limite de capacité pour 6 autres communes (dont 1 identifiée plus haut) : Allériot, Ciel (Le Chapot), Damerey, Mont les Seure, Saint Martin en Bresse, Verdun sur le Doubs,
  - Stations avec de faibles performances ou présentant des rejets impactants : Bragny sur Saône, Charnay lès Chalon (la Croix Ponay), Les Bordes, Montcoy (Le Carcabot et Lotissement) et Pontoux.

  Ce diagnostique établi en 2019 a été mis à jour à la lumière des bilans de fonctionnement de ces dernières années (2022 et 2023).

1.4 Remarque sur les Schémas Directeurs d'Assainissement

Certaines communes ont engagées ou disposent d'un schéma directeur d'assainissement.

La réflexion engagée dans le cadre de l'élaboration d'un schéma directeur d'assainissement est plus complète que celle nécessaire au zonage d'assainissement, elle intègre une dimension prospective de planification de travaux et s'appuie sur un diagnostique complet des réseaux et ouvrages d'assainissement.

Les Schémas Directeurs d'Assainissement (SDA) comportent 4 phases :

- Phase 1 : Etat des lieux et Pré-diagnostic des réseaux de collecte et des systèmes de traitement
- Phase 2 : Campagne des mesures (débits et charge polluantes)
- Phase 3 : Localisation précise des anomalies et dysfonctionnements
- Phase 4 : Elaboration du schéma directeur d'assainissement, définition d'un programme de travaux.

Les communes concernées par un schéma directeur d'assainissement sur le territoire de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse sont les suivantes :

- Schéma directeur adopté : Allériot (2021), Bey (2011), Bragny sur Saône (2018), Ciel (2013), Damerey (2019), Montcoy (2019), Saint Martin en Bresse (2017)
- Elaboration en cours : Verdun sur le Doubs (phase 4 présentée en 2022)
- Révision en cours : Bey et Ciel.
- Consultation en cours afin d'établir un Schéma Directeur pour certaines communes qui n'en disposent pas à l'état actuel : Ecuelles, Les Bordes, Navilly, Sermesse, Pontoux et Verjux.

Seule la commune d'Alleriot dispose d'un schéma directeur des Eaux Pluviales (2018).

Rappel règlementaire : l'arrêté du 21 juillet 2015 impose, pour les communes dont les systèmes d'assainissement gèrent moins de 2000 EH, la réalisation d'un schéma directeur d'assainissement tous les 10 ans, avec une première réalisation au plus tard en 2025.

Ainsi les communes de Bey et Ciel ont engagé la mise à jour de leurs schémas directeurs « anciens ».

De même 6 des 8 communes où de telles réflexions n'existent pas à ce jour ont lancé une consultation.

Charnay lès Chalon et Mont lès Seurre doivent enclencher ce type de réflexion.

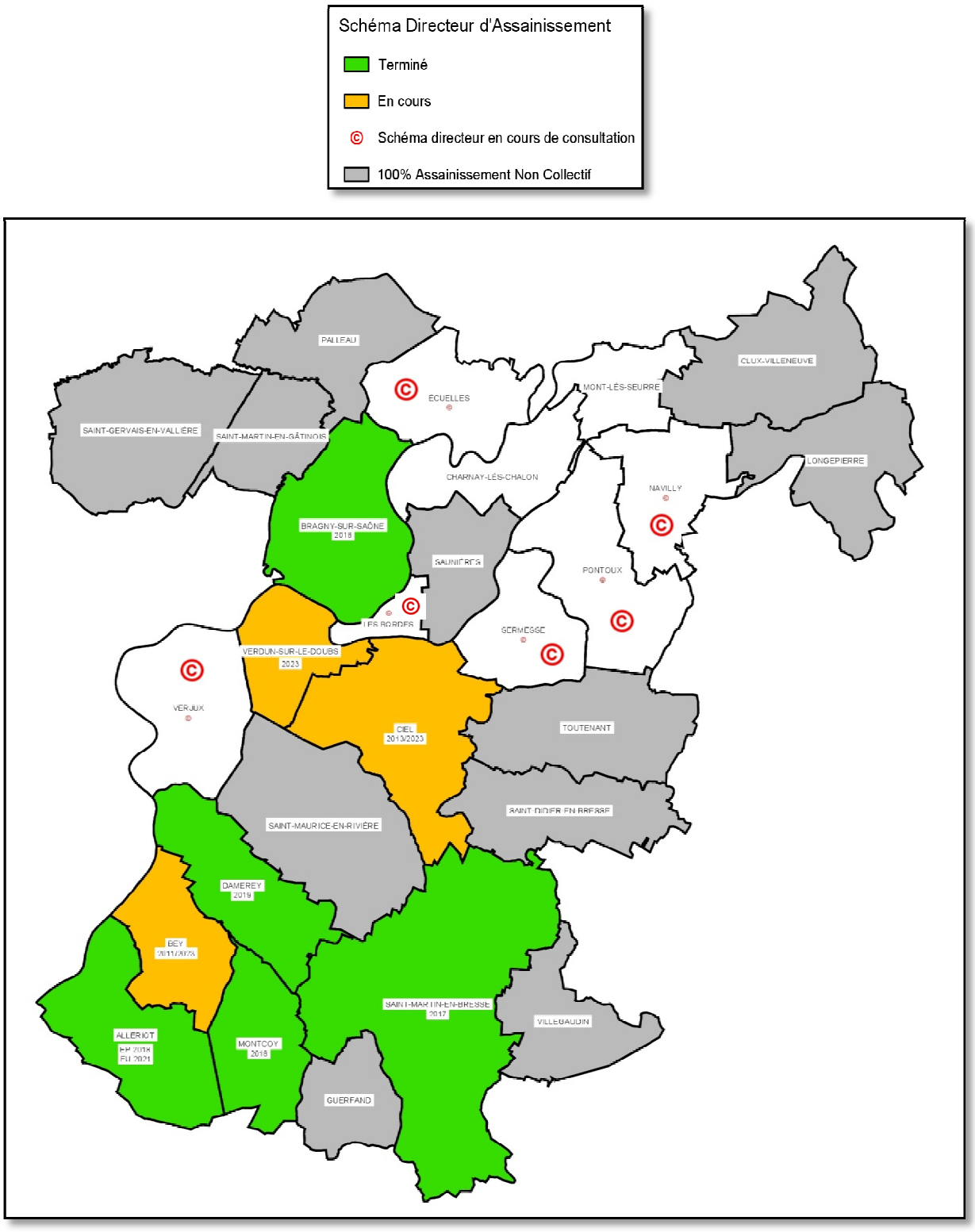


Figure 1 – Etat d'avancement des Schémas Directeurs d'assainissement

1.5 Etat d'avancement des zonages d'assainissement

L'objectif de la présente étude est d'établir pour chacune des 27 communes du territoire un zonage d'assainissement et d'homogénéiser les données et la connaissance de la gestion des eaux usées et des eaux pluviales.

Le zonage d'assainissement se traduit in fine par un rapport de zonage et une carte de zonage. Les données actuellement disponibles au sein des 27 communes du territoire sont très hétérogènes :

- Les 11 communes 100 % ANC ne disposent pas de plan de zonage,
- Sur les 16 communes disposant d'un système d'assainissement collectif :
  - 12 communes disposent d'un plan de zonage d'assainissement (et 4 n'ont rien),
  - 8 communes disposent d'un rapport de présentation.
  - 9 de ces zonages sont anciens (2003 ou 2004) et ont donc connu des modifications d'urbanisation notables.
- Sur ces 12 plans de zonage, seuls 4 d'entre eux présentent l'ossature du réseau de collecte.
- Cinq communes (Allériot, Charnay lès Chalon, Damerey, Montcoy, Pontoux) distinguent les zones d'assainissement collectif actuel des zones d'assainissement collectif futur.
- La commune d'Allériot dispose d'un zonage spécifique relatif aux eaux pluviales.

  Le zonage d'assainissement de la commune de Bey (2009) fait apparaître un volet eaux pluviales.

AVANCEMENT & CONTENU DES ZONAGES					
Commune	Nb habitants (population totale[1])	Zonage d'assainissement			
		Rapport	Plan zonage	Avec indication de réseau	Indication spécifique
Alléritot	1 189	pdf (02/2018)	EP pdf (02/2017) EU pdf (10/2017)	EU	Zone future d'urbanisation
Bey	880	papier (date????) extrait - pdf 20 page (date ????)	pdf (2009)	/	Zone limitation de l'imperméabilisation. Emplacement réservé à la gestion des EP
Les Bordes	86	néant	papier (=carte SESAER aptitude des sols)	EU	
Bragny Sur Saône	698	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Charnay Lès Chalon	197	pdf (02/2004) SESAER	pdf (02/2004)	/	Zone d'assainissement collectif futur
Ciel	864	Consulté sur place	photo (2004) SESAER	/	
Clux-Villeneuve	324	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Damerey	572	pdf (2003) SESAER	pdf 2 scénario (SESAER)	/	Zone d'assainissement collectif futur
Ecuelles	267		pdf (09/2015) IRH	/	
Guerfand	210	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Longepierre	165	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Montcoy	256		papier (2003) SESAER	/	Zone d'assainissement collectif futur
Mont Lès Seurre	185		pdf (2004) SESAER	/	
Navilly	419	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Palleau	256	Sans objet, pas d'assainissement collectif (rapport zonage existant)			
Pontoux	287	photo pdg (2004) SESAER	photo (2004) SESAER		Zone future d'urbanisation
Saint Didier en Bresse	199	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Gervais en Vallière	438	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Martin en Bresse	1 979	Photo rapport Geotec oct 2004	Autocad - 3 Planches Geotec oct 2004	EU	
Saint Martin en Gatinois	122	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Maurice en Rivière	539	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saunières	82	Sans objet, pas d'assainissement collectif (rapport zonage existant)			
Sermesse	235	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Toutenant	199	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Verdun sur le Doubs	1 068	pdf sept 2004	Pdf	EU	
Verjux	530	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Villegaudin	223	Sans objet, pas d'assainissement collectif			

Tableau 1 : Etat d'avancement des zonages d'assainissement

2 PRESENTATION ET CONTEXTE

2.1 Situation géographique & population

La Communauté de Communes Saône-Doubs-Bresse est née le 1er janvier 2017 de la fusion de la communauté de communes des Trois Rivières du Verdunois et de la communauté de Saône et Bresse.

Elle se situe au Nord-Est du département de la Saône et Loire et du pays Chalonnais, en bordure immédiate avec le pays de la Bresse Bourguignonne et en limite des départements de la Côte d'or et du Jura. Elle fait partie du Pays du Chalonnais.

Les communes concernées sont les suivantes

Communes	Population[1]
Allériot	1 189
Bey	880
Les Bordes	86
Bragny sur Saône	698
Charnay Lès Chalon	197
Ciel	864
Clux-Villeneuve	324
Damerey	572
Ecuelles	267
Guerfand	210
Longepierre	165
Montcoy	256
Mont Lès Seurre	185
Navilly	419

Communes	Population
Palleau	256
Pontoux	287
Saint Didier en Bresse	199
Saint Gervais en Vallière	438
Saint Martin en Bresse	1 979
Saint Martin en Gatinois	122
Saint Maurice en Rivière	539
Saunières	82
Sermesse	235
Toutenant	199
Verdun sur le Doubs	1 068
Verjux	530
Villegaudin	223

Tableau 2 : Liste des Communes et Population

Ainsi la population totale est estimée à 12 469 habitants d'après le dernier recensement INSEE de 2022. La carte ci-après localise le territoire d'étude.

Dans le cadre du PLUI il est nécessaire de prendre en compte l'évolution démographique future notamment afin de vérifier la compatibilité des installations d'assainissement existantes (réseau de collecte et système de traitement).

Le Sud-Ouest du territoire, dans l'aire d'influence de Chalon-sur-Saône a vu sa population augmenter assez fortement ces dernières années alors que le Nord-Est du territoire connaît une croissance plus faible. Les évolutions très récentes suite à la crise du Covid bousculent cependant ces observations avec une très forte croissance des demandes de logement sur l'ensemble du territoire.

[1] Recensement INSEE 2022, population totale.

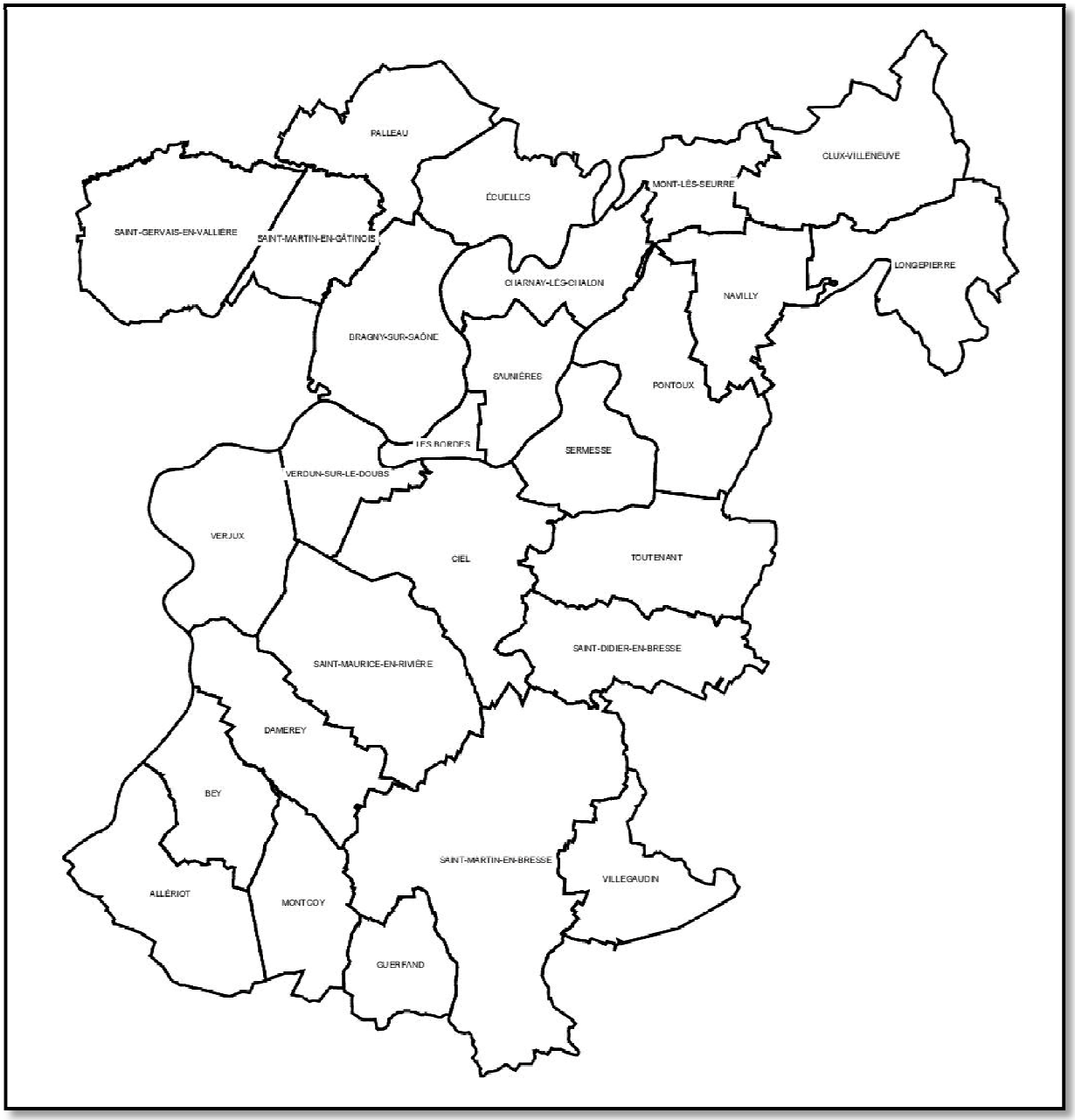


Figure 2 – Localisation des communes du Territoire

2.1 Captages AEP

Il existe uniquement 2 zones de captages pour l'Alimentation en Eau Potable sur le territoire de la communauté de communes Saône Doubs Bresse :

- **Alléria**t : Champs captant de Sassenay-Crissey (rive droite Saône) et de Chatenoy en Bresse (rive gauche). Le captage René Gibourg de Chatenoy en Bresse présente un périmètre de protection éloigné qui empiète sur l'extrémité Sud-Ouest de la commune d'Allériot.
  Sur cette zone, l'assainissement de la commune d'Allériot est de l'assainissement autonome.

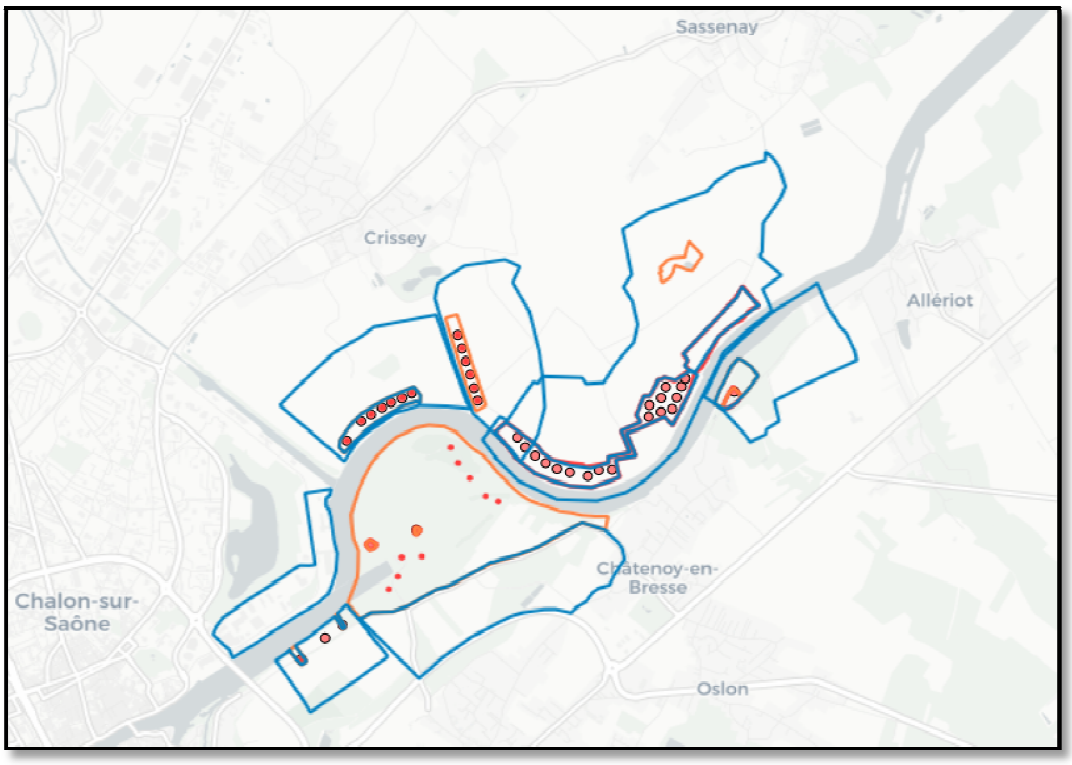
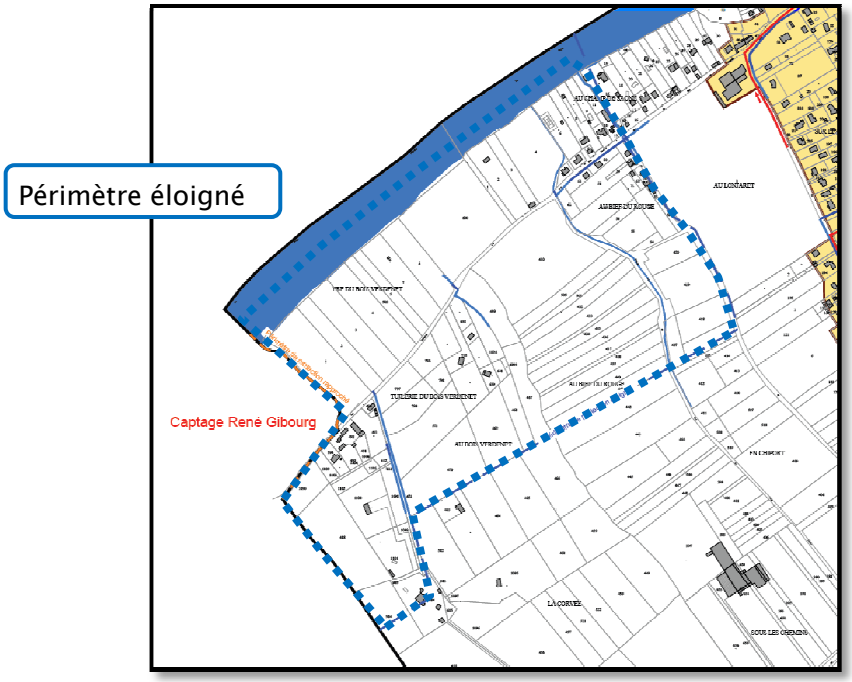


Figure 3 – Captages AEP de Sassenay-Crissey et Chatenoy en Bresse (Allériot)



➢ **Saunières et Sermesse :** Champs captant de Saunières et Sermesse de part et d'autre du Doubs.

La commune de Saunières est entièrement en assainissement autonome. Le long du Doubs 4/5 maisons sont situées au sein du périmètre de protection éloigné du captage AEP.

Sur la commune de Sermesse, 3 maisons en assainissement autonome et une dizaine de maisons reliées au réseau de collecte communal sont situées au sein du périmètrede protection éloigné.

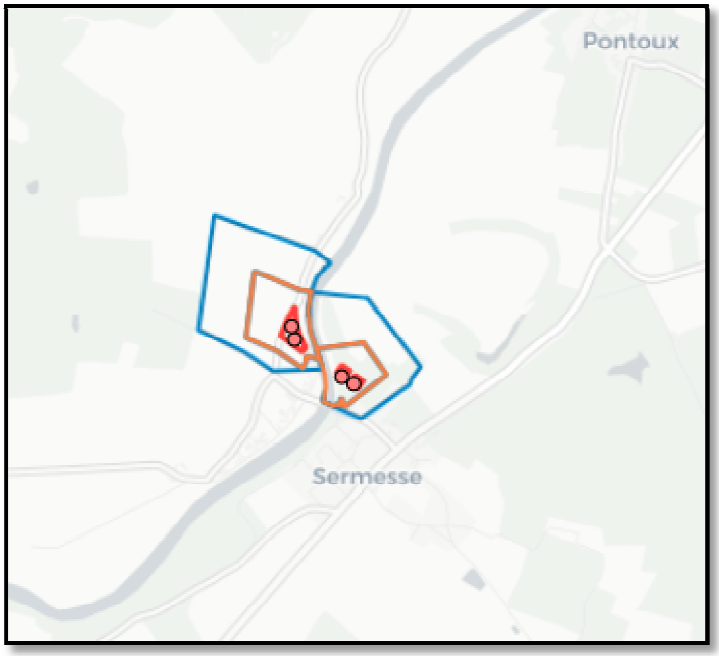
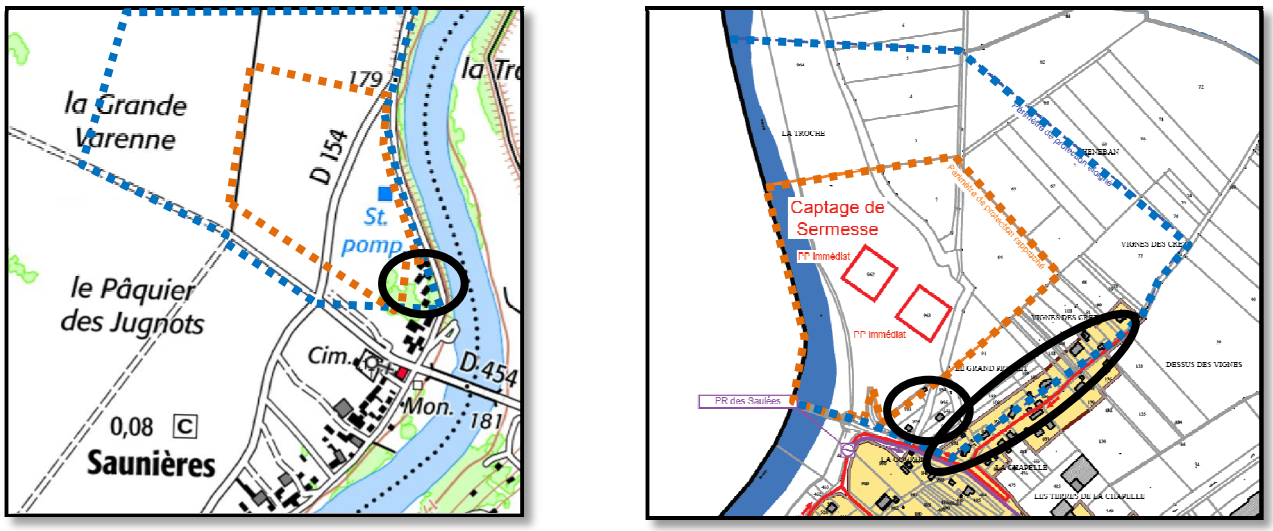


Figure 4 – Captages AEP de Saunières / Sermesse



Périmètre éloigné

Périmètre rapproché

3 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les données synthétisées dans le présent chapitre sont issues des sources suivantes :

- Observatoire National des services d'eau et d'assainissement,
- Ministère de la Transition écologique, Portail d'information sur l'assainissement communal,
- Données communales :
  - RPQS (rapport sur les Prix et la Qualité du Service, cahier de Vie,
  - Rapport annuel, Visite d'assistance, bilan 24h (données Conseil Départemanental),
  - Zonage d'assainissement
  - Schéma directeur d'assainissement
  - Carte d'aptitude des sols,…..

3.1 Préambule – Distinction Collectif / Non Collectif

La distinction réglementaire entre assainissement collectif et non collectif diffère du langage courant qui associe le terme de collectif la notion d'un système qui concerne le regroupement de plusieurs personnes ou objets.

L'arrêté du 21 juillet 2015 relatif à l'assainissement précise :

- *On entend par système* ***d'assainissement collectif*** *« tout système d'assainissement constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation vers le milieu récepteur,* ***relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics*** *d'assainissement selon le CGCT » c'est-à-dire la Commune.*
- *On entend par installation* ***d'assainissement non collectif*** *« toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées domestiques … des immeubles ou parties d'immeubles* ***non raccordées à un réseau public*** *de collecte des eaux usées*

En pratique, sur le territoire de la communauté de commune Saône Doubs Bresse, la notion d'Assainissement Collectif se réfère au fait que le réseau de collecte et les systèmes de traitement sont gérés par la Commune concernée.

Il peut donc exister des communes avec un Assainissement Collectif où la station de traitement des eaux usées présente une capacité en équivalent habitant très faible (<50 EH), comme sur la commune de Montcoy par exemple.

A l'inverse, il existe des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées gérés par un organisme autre que la collectivité (par exemple une association syndicale de propriétaires) qui peut représenter un nombre plus conséquent d'équivalent habitant et qui est classé comme assainissement non collectif.

Dans ce cas on parle **d'Assainissement Non Collectif regroupé**. Il s'agit alors d'un dispositif non raccordé au réseau public d'assainissement permettant à un groupement d'immeubles d'assurer de manière « autonome » l'épuration des eaux usées. L'ANC regroupé est possible jusqu'à 200 EH :

- De 1 à 20 EH avec obligation de moyens
- De 21 à 200 EH avec obligation de résultats (règles selon arrêté du 21 juillet 2015). On parle parfois de « semi collectif »

3.2 Description générale de l'assainissement

D'un point de vue réglementaire, les obligations des agglomérations en matière d'assainissement sont définies aux articles R 2224-6 et suivant du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales).

Les règles de conception, d'exploitation des systèmes de collecte et des stations d'épuration sont définies dans l'*arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.*

Conformément au code de l'environnement (articles R214-1 et suivants) les STEU sont soumises :

- A déclaration pour les STEP devant traiter un flux polluant journalier de 12 à 600 kg de DBO5[2] (soit de 200 à 10 000 Equivalents Habitants (EH)
- A Autorisation pour les STEP devant traiter un flux polluant journalier de plus de 600 kg de DBO5 (soit de plus de 10 000 Equivalents Habitants (EH))

Ainsi sur le territoire de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse nous rencontrons les configurations suivantes :

- 11 communes avec 100% d'Assainissement Non Collectif :

  Clux Villeneuve, Guerfand, Longepierre, Palleau, Saint Didier en Bresse, Saint Gervais en Vallière, Saint Martin en Gâtinois, Saint Maurice de Rivière, Saunière, Toutenant, Villegaudin.

- 1 commune avec une Unité de taille Très modeste (<20 EH) : Mont-les-Seurre (18 EH) qui s'apparente à un assainissement autonome (fosse toutes eaux et filtre à sable drainé).

- 6 communes avec des Unités de traitement de taille « modeste » inférieure à 200 EH :

  Les Bordes (150 EH), Charnay lès Chalon (STEU de la Croix Ponay, 70 EH), Ciel (STEU du Chapot, 70 EH), Ecuelles (195 EH), Montcoy (STEU du Carcabot, 20 EH), Montcoy (STEU du Lotissement, 100 EH), Sermesse (140 EH).

- 11 communes avec des STEP relevant d'une déclaration loi sur l'Eau (entre 200 et 10 000 EH) :

  Allériot, Bey, Bragny sur Saône, Charnay lès Chalon (STEU du Bourg et du camping), Ciel (STEU du Bourg), Damerey, Navilly, Pontoux, Saint martin en Bresse, Verdun sur le Doubs, Verjux.

- Aucune commune avec des STEU relevant d'une autorisation Loi sur l'Eau (> 10 000 EH).

- Quelques communes disposent de plusieurs STEU en raison de l'étalement mais également de l'historique d'aménagement :

  Charnay lès Chalon (2 STEU modestes de 260 et 70 EH de capacité nominale), Ciel (2 STEU dont une très modeste de 70 EH), Montcoy (2 STEU modestes de 50 et 100 EH).

[2] DBO5 Demande Biochimique d'Oxygène en 5 jours. Selon l'article R2224-6 du CGCT, on entant par « Equivalent Habitant (EH) » la charge organique ayant une DBO5 de 60 grammes d'oxygène par jour.

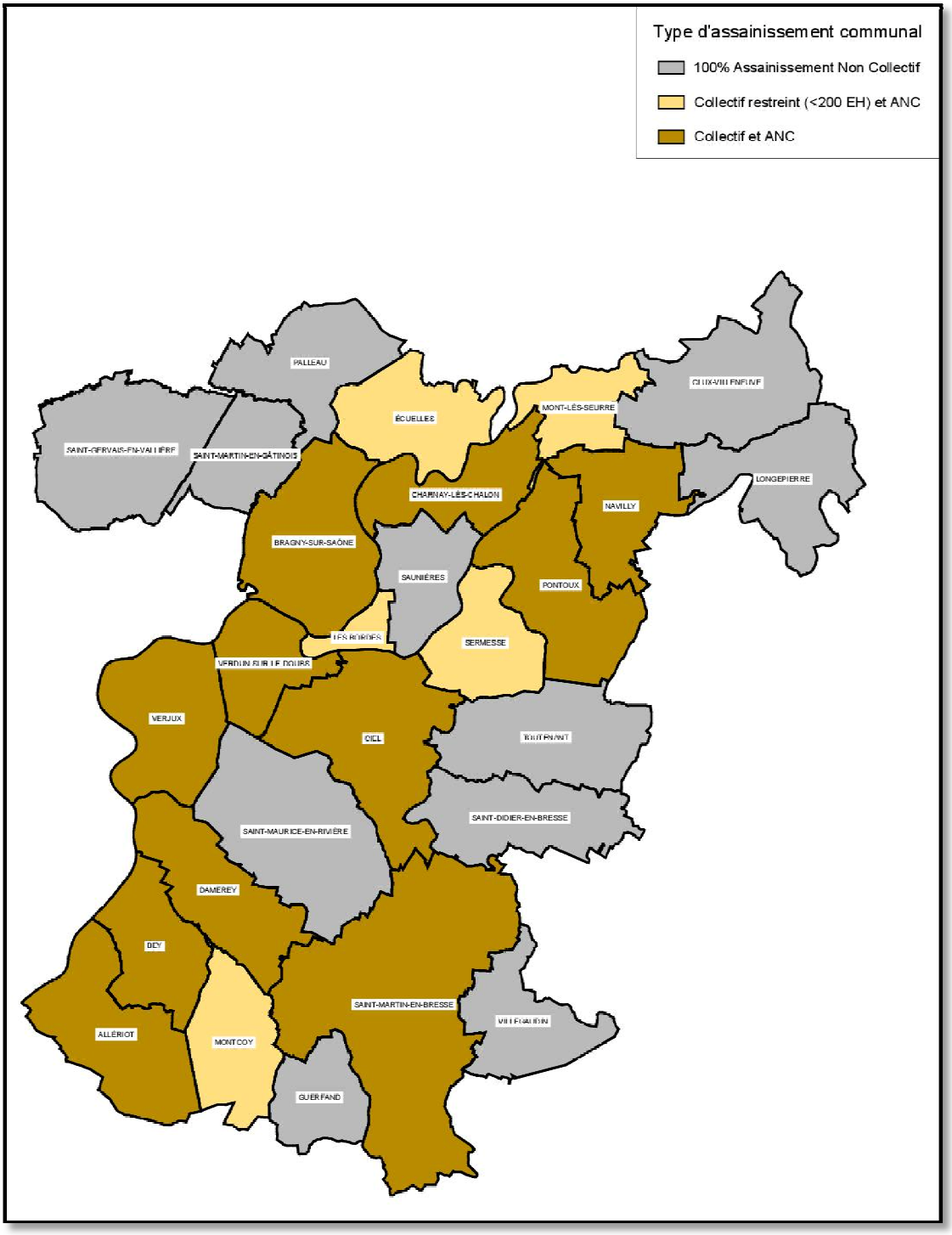


Figure 5 – Type d'assainissement communal

3.3 Description des Stations de Traitement des Eaux Usées

Nous retrouvons sur l'ensemble du territoire différents types de système de traitement :

- 3 unités de type Filtres plantés. Système de filtration verticale via deux massifs successifs plantés de roseaux (gravier puis sables).
- 12 unités de type lagunage naturel. Système rustique le plus répandu qui consiste en une succession de 2 à 3 bassins.
- 1 unité de type lagunage aéré. Le principe est le même que pour le lagunage naturel mais avec une aération artificielle dans le premier bassin.
- 2 systèmes de simple décantation pour des zones réduites : Montcoy (Lotissement) et Les bordes. Pour ces 2 communes, le système qui s'apparente à une grosse fosse septique est déficient.

3.3.1 Remarques sur l'estimation des Equivalents Habitants

Afin d'évaluer le fonctionnement des diverses stations d'épuration existantes sur le territoire il est fréquemment fait référence à la capacité de traitement exprimée en Equivalent Habitants (EH). La comparaison entre capacité en EH et le flux estimé ou mesuré permet d'évaluer également la « marge » disponible de futurs branchements, ce qui est déterminant dans la stratégie d'urbanisation.

L'évaluation de la charge effective en EH est souvent délicate, plusieurs valeurs peuvent apparaître dans les divers documents disponibles (RPQS, Rapport Annuel, Bilan 24h,….) selon que l'on se base sur une estimation du nombre d'habitant et des raccordements non domestiques, de mesure ponctuelle, de la production de boue,….

L'estimation de l'Equivalent Habitant peut être résumée de la manière suivante :

- **Assainissement Collectif**, article R2224-6 du Code Général des Collectivités Territoriales : *« **équivalent habitant (EH)** correspond à la charge organique biodégradable ayant une demande biochimique d'oxygène en cinq jour **(DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour** ».*

  L'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif de plus de 20 EH, précise par ailleurs que *« **la capacité nominale de traitement** correspond à la charge journalière maximale de DBO5 admissible en station ».*

- En l'absence de mesures sur une longue période, la charge en EH est souvent estimée en additionnant le nombre d'habitant desservi, la charge des rejets non domestiques lorsque ceux-ci font l'objet d'une convention (type industrie) et la charge assimilée domestique (type restaurant, charcuterie,…..).

  L'estimation du nombre d'habitant générant des eaux usées est elle aussi sujet à caution car il n'est pas aisé de connaître exactement le nombre d'habitant par foyer. Là encore une marge d'erreur apparaît en prenant en compte généralement le ratio suivant :

  nb d'EH théorique = nb d'abonnés (source plutôt fiable) X 2.3, ce qui sous-entant qu'en moyenne pour chaque abonné (chaque point de branchement) il existe en moyenne 2.3 personnes générant des eaux usées.

- **Assainissement Non Collectif**, article R.111-1-1 du code de la Construction et de l'Habitat et arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif de moins de 20 EH : De manière simpliste pour les installations non collectives, **1 EH = 1 Pièce Principale**.
- On retrouver également la notion de Charge hydraulique en EH avec le ratio de 120 à 200 l/j d'eaux usées. Dans le département de Saône et Loire, le ratio de 150 l/s est pris en compte.

Les estimations d'EH sont donc très fluctuantes, hormis sur les communes disposant d'un schéma directeur d'assainissement.

3.3.2 Dysfonctionnements

3.3.2.1 Unité de traitement faiblement alimentée

- **Charnay les Chalon, STEU la Croix Ponay** (70 EH) : la population desservie par cette station de type filtre planté est estimée à 30 EH, avec de nombreuses habitations secondaires. La station est faiblement alimentée. Les visites d'assistance du Département traduisent une alimentation très faible qui a même empêché tout prélèvement d'eau.
- **Mont lès Seurre, STEU du Bourg** (18 EH) : Le nombre de logement desservis est très limité (à priori 5 logements). Ainsi la station est faiblement sollicitée, ce qui se traduit, lors des 4 dernières visites d'assistance par l'absence d'écoulement significatif en entrée avec impossibilité d'effectuer des prélèvements.

3.3.2.2 Unité de traitement en limite de capacité

D'après les visites d'assistance réalisées par le département et les données des schémas directeurs d'assainissement, certaines unité de traitement sont en limites de capacité :

- **Allériot, STEU du Bourg** (1 000 EH) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime nombre d'équivalent habitant desservi à 1 708 EH, le schéma directeur (SDA) de 2021 retient le nombre de 1 250 EH. Dans les deux approches les charges assimilées domestiques sont de 200 EH pour l'industriel Frairie de Bourgogne et 170 EH pour les établissements d'accueil (salle des fêtes, restaurants).

  Ainsi le nombre d'équivalent habitant théoriquement raccordé dépasse la capacité nominale de la station. Le SDA prévoit de construire une nouvelle station de 1 800 EH en dehors de la zone inondable de la Saône. La mission de Maîtrise d'œuvre est lancée en 2023.

  Lors du rapport d'inspection de 2023, la mutualisation des STEU d'Alleriot et de Bey est évoquée.

- **Bey, STEU du Bourg** (860 EH) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime le nombre d'équivalent habitant desservi à 846 EH. Le schéma directeur d'assainissement (2011) à 590 EH avec une perspective à 1039 EH à l'horizon 2025.

  Lors du rapport d'inspection de 2023, la mutualisation des STEU d'Alleriot et de Bey est évoquée.

- **Bragny sur Sâone, STEU du Bourg** (350 EH) : Le schéma directeur d'assainissement (2018) estime le nombre d'équivalent habitant desservi entre 330 et 340 EH sans prise en compte des branchements « assimilés domestiques » qui sont évalués à 18 EH complémentaires (bâtiments communaux 18 EH). Le Camping n'est pas raccordé.

  Compte tenu du caractère saisonnier de la fréquentation de nombreuses habitations secondaires, la charge de pollution n'atteint pas la capacité nominale. La charge théorique est estimée à 352 EH dans le dernier rapport annuel d'assistance technique de 2023 (pour une capacité nominale de 350 EH)

- **Damerey, STEU du Bourg** (360 EH) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime le nombre d'équivalent habitant desservi à 395 EH (pollution desservie de 372 EH et charge des branchements « assimilés domestiques» de 23 EH).

  En pratique la station connait fréquemment une surcharge hydraulique notamment en raison des eaux claires parasites. Les travaux préconisés dans le schéma directeur d'assainissement (2019) doivent permettre de limiter ces apports. Ainsi la station existante est maintenue avec cependant une mise à niveau de l'ouvrage (curage des bassins, renforcement des berges).

- **Montcoy, STEU Le Carcabot** (50 EH) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime le nombre d'équivalent habitant desservi à 98 EH, le schéma directeur d'assainissement (2018) à 117 EH.

  Cet ouvrage est largement sous-dimensionné depuis de nombreuses années, les bassins sont chargés en boues, ce qui limite la capacité de traitement. De plus, compte tenu de la saturation en boue de l'ouvrage, des départs de boues dans le milieu naturel doivent se produire d'après le département.

  Le schéma directeur de 2018 prévoyait le remplacement des 2 STEU existantes (Carcabot et Lotissement) par une nouvelle station de 200 EH. Ce projet n'est toujours pas mis en œuvre à ce jour (donnée 2023).

- **Navilly, STEU du Bourg** (360 EH) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime le nombre d'équivalent habitant desservi à 402 EH sans prise en compte de branchement « assimilé domestique » (restaurant et salle des Fêtes).

  Cependant le fonctionnement de ce lagunage naturel est satisfaisant avec un troisième bassin présentant un niveau souvent bas, sans rejet au milieu naturel. Lorsque des analyses de rejets ont pu être faites, la qualité des eaux était satisfaisante.

- **Saint Martin en Bresse, STEU du Bourg + Les Marlots** (900 EH, 970 EH selon le SDA de 2013) : Le rapport annuel d'assistance du Département estime nombre d'équivalent habitant desservi à 1200 EH sans prise en compte de branchement « assimilé domestique ». La charge hydraulique est toujours supérieure à la capacité nominale.

  Cependant les charges polluantes mesurées ponctuellement lors des visites d'assistance de 2019 à 2021 traduisent des charges entrantes nettement plus faibles (de 600 à 800 EH) avec des résultats d'analyse d'eau en sortie satisfaisants.

  Des travaux de réhabilitation du réseau se poursuivent avec mise en séparatif d'une partie du centre bourg, ce qui permet de limiter les apports importants d'eaux claires.

- **Verdun sur le Doubs, STEU du Bourg** (1 700 EH) : D'après le schéma directeur d'assainissement (phase 4, 2018) la charge polluante théorique de la station est en l'état actuel est de 1273 EH (823 EH de charge domestique théorique et 450 EH de charge liée à la fromagerie qui ne dispose pas de système de pré-traitement avant rejet).

  En l'état actuel, 3 secteurs représentant une charge polluante totale de 433 EH, sont rejetés directement dans le Doubs sans aucun traitement. Le branchement de ces secteurs sur le réseau de collecte comme prévu dans le schéma directeur d'assainissement, amènera la charge théorique à 1706 EH, soit la capacité nominale de la station.

  Les analyses ponctuelles réalisées ces dernières années lors des visites annuelles montrent des charges polluantes très fluctuantes avec parfois des charges entrantes supérieures à la capacité nominale de la station, mais aussi parfois des sous-alimentations.

  Régulièrement on observe au niveau de la station une absence de rejet au milieu naturel en raison du faible débit entrant et de problèmes d'étanchéité des bassins.

  La laiterie existante, source régulière de dépassement de charge, a mis en place (2023) un système de pré-traitement avant rejet dans le réseau de collecte ce qui devrait contribuer à diminuer les fluctuations et pics de charge dans le réseau.

3.3.2.3 Autres dysfonctionnements ou remarques issue de l'Assistance Technique à l'assainissement du service DAT du Département

- **Les Bordes, STEU du Bourg & du camping** (150 EH) : la totalité de la population (86 habitants) est reliée au réseau communal de collecte des Eaux Usées. Le système de traitement s'apparente à une simple fosse sceptique composée de deux cuves de 30 m³ chacune qui assure une décantation physique.

  Les performances de cette « station » sont très limitées. Elle constitue un simple pré-traitement.

- **Bragny sur Sâone, STEU du Bourg** (350 EH) : Le schéma directeur d'assainissement (2018) note des rendements insuffisants de la station et/ou des concentrations élevées en sortie. De plus les mesures réalisées en 2018 sur la lagune ont mis en évidence un défaut d'étanchéité significatif.

  Les bilans réalisés dans le cadre du schéma directeur montrent que l'ouvrage ne donne pas satisfaction en termes de performances (rendements insuffisants et concentration élevée en sortie).

- **Ciel, STEU du Chapot** (70 EH) : la qualité des eaux en sortie est bonne lors des visites annuelles. Cependant cette lagune présente une surcharge hydraulique permanente et est alimentée par une pompe de relèvement.

  Le débit moyen entrant en station est 5 à 8 fois plus important que le débit théorique nominal d'après le schéma directeur.

  La charge de pollution est estimé dans le schéma directeur entre 10 et 40 EH lors des diverses campagnes de mesures, soit inférieur à la capacité nominale. Ces mêmes mesures traduisent cependant des performances épuratoires mauvaises.

  La commune envisage de supprimer cette lagune à un seul bassin avec mise en place d'un poste de refoulement vers la station principale de Saugy qui a été mise en service en 2018.

- **Damerey, STEU du Bourg** : La station est alimentée entièrement via un poste de refoulement. Lors des très fortes pluies, le lagunage est inondé et le poste de refoulement est arrêté. Cet arrêt conduit à la mise en charge des réseaux et à l'amorce des Déversoirs d'Orage.
- **Montcoy, STEU Le Lotissement ou « La Velle du bois »** (100 EH d'après le Département, 82 EH d'après le schéma directeur) : l'unité de traitement construite en 1983 (39 ans) était de type lit filtrant drainé dimensionné pour 15 EH et précédé d'un décanteur digesteur dimensionné pour 82 EH. Le lit filtrant a été mis hors service et est by-passé, seul le décanteur digesteur existe. Il s'agit donc d'un simple pré-traitement avant rejet direct.

  Le rapport annuel d'assistance du Département estime le nombre d'équivalent habitant desservi à 36 EH, le schéma directeur d'assainissement (2018) à 34 EH. Le nombre en équivalent habitant desservi est donc largement inférieur à la capacité nominale, mais celle-ci correspond à un simple pré-traitement.

  Dans le schéma directeur de 2018 prévoyait le remplacement des 2 STEU existantes (Carcabot et Lotissement) par une nouvelle station de 200 EH. Ce projet n'est toujours pas mis en œuvre à ce jour (donnée 2023).

- **Présence importante de ragondins :** Sur certaines stations de traitement une présence importante de Ragondins est relevée lors des inspections des techniciens du Département. Le creusement de galeries au sein des berges des bassins peut mettre en péril la pérennité des installations.

  De telles dégradations importantes sont relevées sur les STEU des communes de Damery (Bourg) avec des galeries menaçant l'étanchéités des bassins et risque d'obstruction des canalisations entre bassins, Pontoux (Bourg) avec un percement de la digue entre les bassins, réparation effectuée en 2020.

  Elle est relevée dans les visites annuelles d'inspection des STEU ci-dessous, sans toutefois générés de dégâts majeurs pour les communes suivantes : Charnay-lès-Chalon (Bourg+camping), Ciel (le Chapot et Saugy) et Verdun sur le Doubs.

Cas particulier de Verdun-sur-Doubs

La commune de Verdun-sur-Doubs présente une partie de son territoire avec un réseau de collecte qui n'est pas raccordé à la station de traitement des eaux usées. Ainsi une partie non négligeable des effluents de la commune est déversée directement, sans aucun traitement, dans le Doubs et le Petit Doubs.

Selon le schéma directeur (Phase 4, juin 2021) les quartiers concernés sont les suivants :

- Vieux Verdun, 257 habitants avec 5 rejets directs,
- Centre bourg Rive Gauche, 119 habitants, avec 5 rejets directs,
- Maison Blanche / Petit Paquier, 57 habitants avec 1 rejet direct.

Dans le cadre du Schéma Directeur il est prévu en priorité 1 de supprimer ces rejets directs. Une partie des travaux de réhabilitation du réseau au bourg est engagée (environ 3.5 km de réseau) avec passage en séparatif.

Commune	Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	Capacité Nominale (EH)	Capacité Théorique attendue (EH)	Données disponibles RPQS DAT (Rapport annuel / Visite d'assistance / Bilan 24h)		Bilan Général
Allériot	STEU du Bourg	**1 000**	**1338 (1338+370)**	RA 2020-2022-2023/ VA 2021 / B24 2021	Flux théorique supérieur à la capacité Nominale. Réseau sensible aux épisodes pluvieux. Qualité des eaux en sortie correcte. Fonctionnement parfois altéré par la présence de lentilles d'eau	Le lagunage fonctionne en limite de capacité mais la qualité du traitement est bonne. Renouvellement STEU prévue SDA (1800 EH)
Bey	STEU du Bourg	**860**	**846 (SDA : 590)**	VA 2020-2021 / B24 2021 / RA 2021-2022-2023	Apport d'eaux claires parasites. Fonctionnement perturbé lors des épisodes pluvieux (tronçon réseau unitaire) Qualté des eaux en sortie satisfaisante.	Suppression des raccordements de fossés. Travaux de mise en séparatif de 1.5 km de réseau en 2023 Station en limite de capacité
Les Bordes	STEU du Bourg & camping	150	88 (RPQS)	VA 2022-2023 RPQS 2021	Simple décantation primaire - Pollution carbonné en sortie	Simple décantation primaire
Bragny Sur Saône	STEU du Bourg	350	(SDA 330 / RPQS 337/RA 352)	BA 2020 (commune) / RA 2022-2023	Qualité des eaux en sortie acceptable, fontionnement épuratoire satisfaisant	**SDA** : Branchement théorique proche de la capacité nominale (charge mesurée proche EH). Traitement incomplet des effluents. Station en ZI
Charnay Lès Chalon	STEU du Bourg & camping	260	190 (RPQS) 180 + 30 (DAT 2021)	RA 2021-2022-2023 / VA 2021 RPQS 2017-2019-2020	Qualité des eaux en sortie moyenne (2023) Présence d'eaux claires parasites permanantes.	Ouvrage avec forte dilution (eaux parasites) et faible pollution entrante
	STEU la croix Ponay	70		RA 2021 / VA 2021-2022-2023	parfois pas de débit en entrée	Station très faiblement alimentée
Ciel	STEU en Saugy	1 200	1086 (758 + 328)	RA 2020-2022-2023 / B24 2021-2022 / VA 2022 / RPQS 2019-2020	Qualité des eaux en sortie bonne. Présence d'eaux claires parasites.	Bon rendement et qualité des eaux en sortie. Capacité nominale proche avec les 2 EHPAD
	STEU du Chapot	70		VA 2021-2022-2023	Qualité des eaux en sortie bonne malgéles à-coups hydrauliques	Surcharge hydraulique permanente
Clux-Villeneuve						
Damerey	STEU du Bourg	**360**	**363 (2020)**	RA 2019-2020 / VA 2019-2020-2021 RPQS 2019	Présence Ragondins (galeries menacent l'étanchéité et risque d'obstruction de canalisation). 3ième bassin parfois à sec ou inondé	Fonctionnement globalement Satisfaisant. Lutte contre ragondins à poursuivre. Station en limite de capacité
Ecuelles	STEU du Bourg	195		B24 2017 (dernière données, cf RDV 18/11)	Station récente (2014) Commune non conventionéavec le CD 71 pour l'assistance technique	qq remarques sur inpection 2017
Guerfand						
Longepierre						
Montcoy	STEU du Carcabot	**50 (RPQS 60)**	**98 (SDA 117)**	RA 2019 / 2020 / 2021 VA 2019-2020-2022-2023 RPQS 2019-2020	Lagunage saturé en boue et largement sous dimensionné. Rejet de boues vraisemblable Qualité des eaux en sortie Mauvaise.	2 Stations NON Conforme. SDA prévoit regroupement STEU, sans suite par Commune. Commune envisage remplacement microstation MAIS hors SDA !
	STEU du lotissement	100 (SDA 15)	36 (SDA 30)		Simple pré-traitement,qualité des eaux en sortie smauvaise (2022)	

Tableau 3 : Bilan de fonctionnement des Stations de Traitement des Eaux Usées (1/2)

Commune	Station de Traitement des Eaux Usées (STEU)	Capacité Nominale (EH)	Capacité Théorique attendue (EH)	Données disponibles RPQS DAT (Rapport annuel / Visite d'assistance / Bilan 24h)		Bilan Général
Mont Lès Seurre	STEU du Boug	18 (DAT)		VA 2020-2021-2022-2023	Très faible débit en entrée / Aucun écoulement en sortie	Faible sollicitation
Navilly	STEU du Bourg	**360**	**402**	RA 2020-2022-2023 / VA 2020-2021 RPQS 2019-2020	Niveau dans le dernier bassin souvent bas, rejet aval non amorcé. Quand déversement, qualité des eaux en sortie satisfaisante.	Branchement théorique supérieur à la capacité nominale. Fonctionnement néanmons satisfaisant.
Palleau						
Pontoux	STEU du Bourg	300	272	RA 2018-2020-2022-2023/ VA 2019-2020-2021-2022 B24 2019-2021 RPQS 2017-2019-2020	Digue intermédiaire entre les deux bassins fragilisées par les galeries ragondins. Présence d'eaux claires parasites.	Qualitée des eaux en sortie Bonne. Fonctionnement du lagunage satisfaisant.
Saint Didier en Bresse						
Saint Gervais en Vallière						
Saint Martin en Bresse	STEU du Bourg et des Marlots	**900 (970 SDA 2013)**	**1 200**	RA 2020-2022-2023 / BA 2019-2020 VA 2019-2020-2021 B24 2019-2020-2021 RPQS 2019-2020	Surcharge hydraulique très importantes et permanente. Fonctionement cependant satisfaisant. Charge polluante plus faible que charge théorique attentue (entre 600 et 800 EH)	Fonctionnement satisfaisant malgré l'importante surcharge hydraulique.
Saint Martin en Gatinois						
Saint Maurice en Rivière						
Saunière						
Sermesse	STEU de Sermesse	140 (DAT 300)	262	RA 2019-2022-2023 VA 2020-2021 x 2 B24 2017-2019-2020	Débit moyen journalier d'arivée plus faible que le débit théorique attendu	Fonctionnement satisfaisant. Rejet de bonne qualité.
Toutenant						
Verdun sur le Doubs	STEU du Bourg	1 700	SDA 1273 (823 + 450) et futur 1706. DAT: 1754 (1304+450)	B24 2019 (x2) - 2020 (x2) / VA 2020 / RA 2019-2020-2022-2023	Vieux Verdun (257 hab) avec rejets directs. Centre bourg RG (119 hab) avec rejst directs. Maison Blanche / Petit Paquier (57 habitants) avec rejet direct. Rejet laiterie perturbe fréquemment la qualité	Une partie des effluents non traitée, rejets directs dans le Doubs. La laiterie à l'origine de dépassement de pollution et de fluctuation importante de charge. Pre-traitement mis en place en 2023 Absence regulière de rejet du lagunage au milieu naturel (manque d'alimentation / pb d'étanchéité)
Verjux	STEU du Bourg	700	538 (RA2021) Mesuré 475	RA 2020-2021-2022-2023	Charge polluante reçue faible, l'été le dernier bassin de lagunage n'atteint pas la cote de rejet	Fonctionnement satisfaisant. Qualité des Eaux en Sortie correcte
Villegaudin						

Tableau 4 : Bilan de fonctionnement des Stations de Traitement des Eaux Usées (2/2)

3.3.3 Unité de traitement en zone inondable

Sur le Territoire de la communauté de Communes Saône Doubs Bresse la Saône ainsi que le Doubs font l'objet d'un Plan de Prévention Inondation ou Atlas des zones Inondables.

D'après ces documents, la grande majorité des Stations de Traitement se situent en zone inondable :

- **Zone Inondable de la Saône (x8) :**
  - En zone d'aléa Fort : Alléritot, Bey, Les bordes (Confluence Saône/Doubs), Bragny sur Saône, Charnay lès Chalon (STEU du Bourg), Damerey, Verdun sur le Doubs, Verjux

    Remarques Damerey : Le lagunage de Damerey est particulièrement sensible aux inondations. Ainsi hors crue débordante de la Saône, une partie du lagunage est inondé lors des fortes pluies, ce qui génère des dysfonctionnements importants (arrêt du poste de refoulement et amorce des DO).

- **Zone Inondable du Doubs (x3)**
  - En zone d'aléa Fort : Les bordes (Confluence Saône/Doubs), Navilly, Pontoux

Seules les stations d'épuration suivantes sont hors zone inondable (x9) : Charnay lès Chalon (STEU de la Croix Ponay), Ciel (Saugy et Chapot), Ecuelles, Montcoy (Carcabot et Lotissement), Mont lès Seurre, Saint-Martin-en-Bresse et Sermesse.

Remarque sur la commune de Ciel :

La nouvelle station de traitement de Saugy, mise en service en 2018 a été construite en dehors de la zone inondable du Doubs et de la Saône contrairement à l'ancienne station. L'alimentation en eaux usées de cette station s'effectue alors entièrement via un poste de refoulement depuis le centre bourg sur environ 1000 m

Remarque sur les communes de Allériot et Bey :

Les stations d'épuration des communes de Alleriot et Bey, saturée pour la première et en passe de l'être pour la seconde, sont toutes deux implantées en zone inondable de la Saône. Ces communes envisagent la mutualisation de leur station d'épuration avec implantation hors de la zone inondable.

3.3.4 Remarque sur la nature des milieux récepteurs

L'impact des rejets des stations de traitement des eaux usées diffère selon la nature du point de rejet et son hydraulicité.

La majorité des stations d'épuration rejette les eaux usées vers des cours d'eau (selon le recensement établi par la Direction Départementale des Territoires de Saône et Loire), principalement la Saône et le Doubs qui assurent une certaine dilution des rejets.

Certains rejets s'effectuent dans des cours d'eau plus modestes comme la Cosne, la Grande Cosne, le bief de la Bruyère (Saint Martin en Bresse) ou vers des cours d'eau plus intermittent comme le Gabro (Ecuelles), La Morte (Pontoux).

Certaines stations rejettent les eaux usées dans des fossés secondaires qui ne sont pas considérés comme cours d'eau et qui donc ne présentent pas de permanence d'écoulement.

Rappel de la notion de cours d'eau :

Depuis 2016, la notion de cours d'eau est définie par la loi, au travers de l'article L215-7-1 du code de l'environnement :« Constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant une majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales.

Les stations dont les rejets s'effectuent vers des fossés considérés comme des « Non cours d'eau » sont les suivantes :

- Bragny sur Saône : fossé secondaire sur 2 km puis rejet en Saône,
- Montcoy (STEU du lotissement) : fossé secondaire sur 1.2 km puis La Grande Cosne.
- Sermesse : fossé secondaire sur 350m puis cours d'eau du Bief de l'Etang Cornot.
- Verdun sur le Doubs : fossé secondaire sur 500 m puis La Cosne.

Pour les communes ci-dessous le fossé récepteur est classé en « indéterminé »

- Ciel (STEU de Saugy) : fossé secondaire sur 1 km puis La Cosne,
- Verjux : fossé secondaire sur 1000 m puis La Cosne.

La STEU de Mont-les-Seurre (18 EH) assure un rejet par infiltration dans le sol. Elle s'apparente à un assainissement autonome.

3.3.5 Non-conformité (Equipement et Performance – Réseau collecte)

D'après le service environnement de la Direction Départementale des Territoires (DDT) les unités suivantes de traitement des eaux usées[3] sont non conformes ces dernières années (2021 / 2022 / 2023) :

NON-CONFORMITE Equipement ou Performance des Stations de Traitement

- **Montcoy** :

  Lagunage naturel Le Carcabot (50 EH) non conforme en équipement et Performance.

  Décantation primaire du Lotissement (100 EH d'après Eau France et 82 EH d'après le Schéma Directeur d'Assainissement de 2018) non conforme en équipement et performance.

  Concernant la STEU du lotissement de la Velle du Bois (zone Sud), l'unité de traitement construite en 1983 (39 ans) était de type lit filtrant drainé dimensionné pour 15 EH et précédé d'un décanteur digesteur dimensionné pour 82 EH). Le lit filtrant a été mis hors service, seul le décanteur digesteur existe. Il s'agit donc d'un simple pré-traitement avant rejet direct.

  Dans le schéma directeur de 2018, approuvé en conseil municipal du 28 janvier 2018, les travaux suivants étaient envisagés : remplacement des 2 STEU existantes par une nouvelle station de 200 EH de type filtre planté, extension du réseau de collecte aux habitations non raccordée de la Velle du Bois, et remplacement partiel du réseau existant.

  La commune n'a pas mis en œuvre ce projet pour des raisons financières et envisage « seulement » le remplacement des deux stations d'épuration par des micro-stations collectives.

- **Pontoux** :

  Lagunage naturel du Bourg (300 EH) non conforme en équipement au titre de l'année 2021 et 2022 en raison d'une charge polluante mesurée en entrée, double de sa capacité de traitement et d'une surcharge hydraulique très importante également (plusieurs fois la capacité hydraulique).

- **Saint-Martin-en-Bresse** :

  La station d'épuration du Bourg est non conforme en performance au titre des années 2022 et 2023 en raison de dépassement de seuil de concentration (MES en 2022 et DCO en 2023). De plus, la fréquence de déversements d'effluents non traités est élevée ainsi que la surcharge hydraulique.

  Par ailleurs, la DDT relève la non réalisation des travaux de priorité 3 et 4 du schéma directeur d'assainissement alors que celui-ci date de 2017.

[3] Seules les unités de plus de 200 EH de capacité nominale vont l'objet d'une surveillance.

NON-CONFORMITE du réseau de collecte

- **Ciel** : l'alimentation de la STEU de Saugy s'effectue en totalité via une pompe de relèvement en amont immédiat de l'unité de traitement. En raison de défaillances importantes sur ces pompes, 28 jours en 2022 et 19 jours en 2023, le débit traité par la STEU a été nul sur ces jours entrainant des rejets directs par temps sec.
- **Sermesse** :

  Lors du mois d'avril 2022, les deux tiers des effluents collectés ont été rejetés sans traitement dans le milieu naturel. De plus, le débit moyen d'entrée à la station est particulièrement élevé en période de nappe haute. Ces apports d'eaux claires parasites ne devraient pas s'observer sur un réseau séparatif.
- **Verdun sur le Doubs** : la station d'épuration de Verdun sur le Doubs est conforme en équipement et performance en 2021 et 2023. Elle a été classée Non Conforme en 2022 en raison de normes dépassées pour les MES.

  Par contre plusieurs secteurs de la vieille ville présentent des rejets directs dans la Saône et le Doubs : Le vieux Verdun pour 257 EH, le centre Bourg pour 119 EH et le secteur Maison Blanche / Petit Paquier pour 57 EH. Ces rejets directs se traduisent par une Non-conformité des Réseaux de collecte.

  Le schéma directeur d'assainissement en cours de finalisation prévoit la mise en place de pompe de relevage et la création d'un réseau séparatif afin de brancher ces 3 secteurs sur le réseau de collecte actuel et la station.

Certaines STEU conformes font l'objet de remarques techniques de la part de la police de l'eau :

- **Allériot** : La charge mesurée en entrée de lagunage dépasse la capacité nominale de traitement. Néanmoins la qualité du rejet au milieu naturel est correcte.

  Le renouvellement de la STEU est prévu dans la cadre du Schéma Directeur d'Assainissement.

- **Damerey** : La charge théoriquement collectée est proche de la capacité nominale de la station.

- **Navilly** : La charge théoriquement collectée est proche de la capacité nominale de la station. De plus le débit mensuel moyen d'entrée est largement supérieur au débit nominal de la station ce qui dégrade les rendements épuratoires. Nécessité d'identifier les eaux claires parasites.

- **Verjux** : La charge hydraulique moyenne est forte au regard du nombre de branchements, ce qui se traduit par l'intrusion d'eaux claires parasites.

  Ces eaux claires parasites sont vraisemblablement à l'origine de déversements d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel compte tenu des différences de débits mesurés en divers points de réseau.

La commune de Bragny-sur-Saône a fait l'objet d'un rapport de manquement administratif en raison de la non-transmission des données aux services de la Police de l'Eau.

Commune	Capacité niminale	Conformité 2021	Conformité 2022	Conformité 2023
Allériot	1 000	C avec remarques	C avec remarques	C avec remarques
Bey	860	C	C	C
Les Bordes	150	/	/	/
Bragny Sur Saône	350	C	/	0 données, RMA
Charnay Lès Chalon	260	/	/	/
(Bourg / Croix Ponay)	70	/	/	/
Ciel	1 200	C	NC réseau, RMA	NC réseau, RMA
(Saugy / Chapot)	70	/	/	/
Damerey	360	C avec remarques	C avec remarques	/
Ecuelles	195	/	/	/
Montcoy	50	NC équipement et perf.	NC équipement et perf.	NC équipement et perf.
(Carcabot / Lotissement)	100	NC performance	NC performance	NC performance
Mont Lès Seurre	18	/	/	/
Navilly	360	C avec remarques	C avec remarques	C avec remarques
Pontoux	300	NC équipement, RMA	NC équipement, RMA	/
Saint Martin en Bresse	900	C avec remarques	NC performance, RMA	NC performance, RMA
Sermesse	140	/	NC réseau, RMA	/
Verdun sur le Doubs	1 700	NC réseau, RMA	NC réseau et perf, RMA	NC réseau, RMA
Verjux	700	C avec remarques	C avec remarques	C

C conforme
C conforme avec remarques
NC Non Conforme
RMA Rapport de Manquement administratif

Tableau 5 : Bilan des Conformités des stations de 2021 à 2023

3.3.6 Travaux envisagés sur les stations de traitement des eaux usées

Seules les communes disposant d'un schéma directeur d'assainissement font l'objet d'un éventuel programme de travaux sur les stations de traitement des eaux (Allériot, Bey, Bragny sur Saône, Ciel, Damerey, Montcoy, Saint Martin en Bresse).

Pour les autres communes, certaines prescriptions sont identifiées dans la cadre des Visites d'assistance réalisées par les services du Département (Direction Accompagnement des Territoires, pôle Appui Technique).

Les éléments sont les suivants :

Commune	Travaux sur la station de traitement	Source[4]
Allériot	Création d'une nouvelle STEU hors zone inondable de 1800 EH (STEU actuelle saturée). La mission de maîtrise d'œuvre sera lancée en 2023.	SDA 2021
Bragny sur Saône	Charge théorique proche de la capacité nominale, performances de traitement insuffisantes, pb d'étanchéité, station en Zone inondable Création d'une nouvelle STEU hors zone inondable envisagée Amélioration intermédiaire : curage (non fait depuis 2000), étanchement bassin (reprise des digues).	SDA 2018
Ciel	L'ancienne lagune du Bourg (Merley) a été remplacée par une nouvelle STEU de Saugy. Cette nouvelle STEU présente une capacité nominale de 1200 EH (contre 400 EH auparavant). Elle a été mise en service en janvier 2018. Elle se situe hors zone inondable et est alimenté entièrement par un poste de refoulement. La commune envisage de relier le réseau du Chapot sur le réseau du Bourg afin de supprimer cette lagune qui présente un fonctionnement déficient.	DAT – Données commune.
Montcoy	Dans le SDA il est envisagé de remplacer les deux stations existantes (non conformes toutes les deux) par une nouvelle station de 200EH. Pour des raisons financières, la commune n'est pas en mesure de mettre ce projet en œuvre. Elle envisage à ce jour (2022) de remplacer chacune des deux STEU par des micro-stations collectives.	SDA (2018) – Données commune.
Saint Martin en Bresse	Le SDA de 2017 prévoyait le remplacement du lagunage par un filtre planté de roseaux à 2 étages afin de dégager une capacité de traitement de 1900 EH Les travaux initialement envisagés pour 2023 ne sont pas engagés	SDA (2017)

Tableau 6 : Liste des travaux envisagés sur les stations de traitement

[4] SDA Schéma Directeur d'Assainissement / DAT département de Saône et Loire, Direction Accompagnement des Territoires

3.3.7 Abonnés « assimilés domestiques » et « autres que domestiques »

Le réseau collectif de certaines communes collecte, en plus des eaux usées des particuliers et des eaux pluviales dans le cas de réseau unitaire, les eaux brutes ou pré-traitées d'entreprises industrielles ou agro-alimentaires.

On distingue :

- les « eaux non domestiques » qui font généralement l'objet de convention de rejet avec la commune et qui correspondent principalement à des industriels,
- les eaux « assimilées domestiques » qui correspondent à des flux plus modestes de type restauration ou artisanat. Ces rejets sont évalués uniquement dans le cadre des schémas directeurs d'assainissement. Ainsi sur les communes ne disposant pas de schéma directeur, ces apports ne sont pas comptabilisés dans l'estimation des apports de pollution.

Abonnés « assimilés domestiques »

Les données ci-dessous apparaissent des les schémas directeurs et les rapports annuels d'assistance technique du département :

Communes	STEU concernée	Entreprises / Type d'activités	Charge estimée
Allériot	STEU du Bourg	divers	170 EH
Bragny-sur-Saône	STEU du Bourg	divers	18 EH
Ciel	STEU de Saugy	EHPAD	150 EH
Damerey	STEU du Bourg	divers	23 EH

Tableau 7 : Liste des charges « autres que domestiques »

Abonnés « autres que domestiques »

Nous identifions ci-dessous, les entreprises qui disposent d'une convention[5] de rejet.

Communes	STEU concernée	Entreprises / Type d'activités	Charge convention
Allériot	STEU du Bourg	Frairie de Bourgogne (agroalimentaire)	200 EH
Verdun sur le Doubs	STEU du Bourg	Fromagerie	450 EH

Tableau 8 : Liste des autorisations de rejets « autres que domestiques »

Les communes suivantes n'ont aucune convention de rejet : Bey, Bragny-sur-Saône, Ciel, Damerey

Concernant La fromagerie de **Verdun sur le Doubs**, une convention récente (avril 2021) a été signée. La fromagerie dispose depuis 2023 d'une micro-station de pré-traitement des eaux avec 2 points de rejets. Un rejet s'effectue sur le réseau de collecte qui va à la station mais le second rejet s'effectue sur un tronçon situé en aval du Déversoir d'Orage avec donc un rejet direct dans le Doubs.

[5] L'Article L-1331-10 du code de la santé publique précise que tout abonné « autre que domestique » raccordé au réseau d'assainissement collectif doit disposer d'une autorisation spécifique de déversement.

Le rejet de la fromagerie au réseau communal était jusqu'à présent à l'origine de la majorité des la charge polluante de la Station. D'après le schéma directeur (phase 1, 2016), la fromagerie représente 70% de la charge polluante reçue par la Station d'Epuration.

Abonnés « assimilés domestiques »

Ces données sont connues seulement quand il existe un schéma directeur ou avec un établissement particulièrement imposant. Dans la majorité des cas, la donnée des « assimilés domestiques » n'est pas prise en compte. Il s'agit des restaurants, hébergements collectifs, salles des fêtes.

Communes	STEU concernée	Type d'activités	EH pris en compte
Allériot	STEU du Bourg	Restaurant + hébergement + salle des fêtes	170 EH (65+4+100)
Bragny sur Saone	STEU du Bourg	Bâtiments communaux	18 H
Ciel	STEU de Saugy STEU de Saugy	Restaurant + hébergement + Ecoles+Salle des fêtes EHPAD X 2	76 EH . 328 EH
Damerey	STEU du Bourg	Restaurant + Ecole + Salle des fêtes	23 EH
Verdun sur le Doubs	STEU du Bourg	Restaurant + Maison de retraite + commerce	265 EH
	Réseau rejet direct	Restaurant + Maison de retraite	57 EH

Tableau 9 : Liste des autorisations de rejets « assimilés domestiques »

3.4 Réseau de collecte des eaux

Les données disponibles concernant les réseaux de collecte des eaux usées et des eaux pluviales sont très limitées.

Seules les communes disposant d'un schéma directeur d'assainissement présentent Potentiellement une connaissance et un diagnostic complet de fonctionnement des réseaux de collecte des eaux (Alléríot, Bey, Bragny sur Saône, Ciel, Damerey, Montcoy, Saint Martin en Bresse).

Les éléments caractéristiques des réseaux sont les suivants :

Commune	Caractéristique	Linéaire	Ouvrages spéciaux
Alléríot (SDA 2021)	Réseau 100% séparatif	EU 10.3 km EP 9.0 km	1 DO (amont transfert Station) 2 postes de refoulement dont 1 en tête de station (autre = 13 habitations)
Bey (SDA 2010)	Centre bourg Unitaire Majorité séparatif	Unitaire 3.0 km EU 5.3 km EP ???	2 DO 2 postes de refoulement
Bragny sur Saône (SDA 2018)	Réseau 100% séparatif	EU 4.8 km EP 5.8 km	1 délestage en amont lagunage 0 poste de refoulement (100% gravitaire)
Ciel (SDA 2013)	Saugy : Réseau largement séparatif	Unitaire 0.16 km EU 9.18 km	3 postes de refoulement dont celui du Bourg (récent) de 1000 m pour acheminer les eaux à la nouvelle STEU de Saugy mise en service 2018)
	Chapot : Réseau largement séparatif	Unitaire 0.21 km EU 1.05 km	1 poste de refoulement
Damerey (SDA 2019)	Principalement Unitaire	Unitaire 2.48 km EU 1.95 km EP 1.18 km	3 DO 1 poste de refoulement en amont immédiat de la STEU
Montcoy (SDA 2018)	Carcabot : Réseau séparatif	EU 0.93 km EP 0.60 km	/
	Lotissement : Réseau séparatif	EU 0.33 km EP 0.25 km	1 DO en amont immédiat de la STEU du lotissement
Saint Martin de Bresse (SDA 2013/2017)	Mixte Unitaire / Séparatif	Unitaire 1.42 km EU 9.58 km EP 6.60 km	1 DO au centre Bourg équipé d'un dessableur. 1 poste de refoulement en amont immédiat de la STEU (avec surverse) 1 bassin de rétention des EP (ZA des Quarts)
Verdun sur le Doubs (SDA 2016 /2022)	Principalement unitaire	Unitaire 8.79 km EU 1.02 km	1DO 2 postes de refoulement (1.57 km de réseau en refoulement) dont l'un en amont de la Station. 1 poste de pompage complémentaire existe sur le réseau de rejet direct en cas de crue du Doubs

Tableau 10 : Caractéristiques générales des réseaux de collecte

Les principales anomalies relevées sont les suivantes :

Commune	Anomalies relevées
Allériot	Réseau : Anomalie sur 15 % des regards visités : problème d'écoulement (dépôt, absence de cunette), de génie civil (fissure, défaut de scellement), d'étanchéité (x2), de trace d'eaux usées dans le réseau EP (x2) 25 habitations contrôlées avec connexion d'eaux pluviales au réseau d'eau usées 6 habitations contrôlées avec rejet des eaux usées dans le réseau des eaux pluviales Ouvrages spéciaux : pas d'autosurveillance sur DO (conforme réglementation).
Bey	RAS, aucun rejet d'eaux usées vers le réseau EP ou milieu naturel observé.
Bragny sur Saône	Réseau EU réseau en bon état, quelques problèmes de pente sur une rue Réseau EP : traces d'eaux usées au centre bourg Assainissement Non Collectif 12 habitations recensées (SIRTOM) avec absence d'installation et rejet direct vers les exutoires de réseau EP 15 habitations contrôlées avec connexion d'eaux pluviales au réseau des eaux usées. 8 habitations raccordables au réseau EU actuellement non raccordées (Assainissement individuel et/ou rejet sur le réseau EP)
Ciel Bourg (Saugy)	Réseau d'eaux usées ancien, avec une quantité importante d'eaux claires parasites permanentes (défaut d'étanchéité). Intrusions d'eaux pluviales. Traces de mise en charge Plusieurs établissements (salle des fêtes, boulangerie, boucherie) ne disposent pas d'ouvrage de prétraitement.
Ciel Le Chapot	La présence d'un tronçon unitaire, même modeste, se traduit par des apports d'eaux pluviales conséquents. La STEU du chapot est constamment en surcharge hydraulique ce qui se traduit par des performances épuratoires mauvaises avec parfois un effluent plus chargé en sortie qu'en entrée.
Damerey	STEU alimenté à 100% par une pompe de refoulement. Lors des fortes pluies, la lagune est inondée, la pompe est alors arrêtée ce que se traduit par une mise en charge des réseaux et l'amorce des DO.
Montcoy	Sur le réseau de la STEU de Carcabot, 3 habitations situées en tête de réseau présentent des rejets d'Eaux Pluviales vers le réseau Eaux Usées (rejets autorisés par la mairie d'après le SDA).

Tableau 11 : Anomalies relevées sur les réseaux de collecte

Commune	Anomalies relevées
Saint Martin en Bresse	L'alimentation de la STEU est entièrement assurée via un poste de refoulement. Lors des fortes arrivées d'eaux claires, les pompes doivent parfois être arrêtées, ce qui implique un rejet direct dans le cours d'eau voisin sans traitement. Plusieurs branchement d'EP sur le réseau EU (20 logements individuels / 2 avaloirs) (données SDA 2017).
Verdun sur le Doubs	L'alimentation de la STEU est entièrement assurée via un poste de refoulement. Le réseau étant principalement unitaire, les déversements au milieu naturel sont fréquents. Trois quartiers (Vieux Verdun, Centre Bourg rive Gauche et Maison Blanche/ Petit Paquier) présentent un réseau de collecte avec rejets directs dans le Doubs, sans aucun traitement. Le nombre total d'habitants concernés est de 433.

Tableau 9 suite : Anomalies relevées sur les réseaux de collecte

3.5 Cas particulier de la charge hydraulique

Pour la grande majorité des stations de traitement des eaux usées du territoire de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse, la présence d'eau pluviale et/ou d'eau claire parasite est un problème majeur qui conduit fréquemment à une surcharge hydraulique de l'infrastructure.

L'analyse précise de ces données est disponible pour les communes ayant fait l'objet d'un schéma directeur d'assainissement Allériot, Bey, Bragny sur Saône, Ciel, Damerey, Montcoy, Saint Martin en Bresse). Pour les autres, seules des données ponctuelles issues des bilans 24 h (2 par ans) sont disponibles.

Les éléments caractéristiques sont les suivants pour les communes qui disposent d'un schéma directeur :

Commune	Type de réseau	Analyse de temps Sec[6] [7]	Charges hydraulique de temps de pluie
Allériot	100 % séparatif	Taux d'ECP de 22%, faible sensibilité aux eaux claires parasites	
Bey	Centre bourg Unitaire Majorité séparatif	1 apport d'eau clair repéré	4 Fossés se déversent dans le réseau EU
Bragny sur Saône	100 % séparatif	Taux d'ECP de 30 à 60%, sensibilité moyennes aux eaux claires parasites	Collecte des eaux usées modérément perturbée par temps de pluie
Ciel	Séparatif en grande majorité	Débits mesurés (4 points) très supérieurs aux débits théoriques (3 à 8 fois plus).	Très nombreux apports. Les réseaux d'eaux usées collectent des eaux pluviales en quantités conséquentes.
Damerey	Unitaire sur 55% du linéaire	Surcharge hydraulique permanente (influence de la nappe). Taux d'ECP estimé à 66% en entrée de station	Surcharge hydraulique permanente (réseau unitaire important) entrainant des déversements fréquents
Montcoy	Séparatif	Pas de surcharge hydraulique notable. Taux d'ECP de 27% pour Carcabot et 59% pour le Lotissement	Aucun sur-débit significatif mesuré. Collecte des eaux usées modérément perturbés par temps de pluie.

Tableau 12 : Problèmes d'eaux claires parasites et charge hydraulique

[6] Critère d'analyse du Taux d'Eaux Claires Parasites (ECP) par temps sec :

- Entre 0 et 40 % : faible sensibilité aux eaux claires parasites permanentes.
- Entre 40 et 60 % : sensibilité moyenne aux eaux claires parasites permanentes.
- Entre 60 et 100 % : forte sensibilité aux eaux claires parasites permanentes.

[7] Ces données sont généralement issues de mesures en période de nappe basse. En pratique, en période hivernale, les nappes peuvent être proches du sol. Les réseaux sont alors susceptibles de drainer une partie des eaux de la nappe.

Commune	Type de réseau	Analyse de temps Sec [5] [6]	Charges hydraulique de temps de pluie
Saint Martin en Bresse	Mixte Unitaire (1.42 km) et séparatif (9.58 km)		Importantes eaux claires météoriques dans le réseau unitaire
Verdun sur le Doubs	Principalement unitaire	Taux ECP estimé à 55% majoritairement issue d'un secteur très localisé	Déversements très fréquents y compris pour de faibles pluies (<pluie mensuelle horaire)

Tableau 10 suite : Problèmes d'eaux claires parasites et charge hydraulique

Sur les autres communes, qui ne font pas l'objet à ce jour de schéma directeur, les éléments de surcharge hydraulique qui sont relevés suite aux rencontres des communes et des rapports de visite du Département sont les suivants :

- **Charnay-les-Chalon** : La station du Bourg fonctionne en permanence en surcharge hydraulique ce qui génère une dilution importante des effluents collectés. Il semble que les eaux claires parasites correspondent à des sources permanentes qui sont drainées au sein du réseau.
- **Navilly :** Le réseau de collecte est de type Séparatif. Néanmoins il apparaît que les débits arrivant au lagunage atteignent plus du double du débit nominal de la station lors des mois pluvieux.

  Le service de police de l'eau a attiré l'attention de la commune sur ce point. Il serait nécessaire de diagnostiquer l'origine des eaux claires parasites. Cela pourrait se faire dans le cadre d'un schéma directeur d'assainissement, document qui doit être établi d'ici 2025 selon la réglementation.
- **Pontoux** : Depuis plusieurs années, les visites d'assistance réalisées par le département mettent en évidence une surcharge hydraulique importante et fréquente. Ainsi sur 2021 les débits moyens mensuels en entrée de station ont atteint environ 5 fois la capacité nominale du lagunage.

  Ainsi la station de Pontoux est considérée comme NON Conforme pour les équipements de traitement pour l'année 2021.
- **Verjux :** Le réseau de collecte est de type Séparatif. Néanmoins il apparaît que les débits arrivant au lagunage fluctuent selon la pluviométrie.

  Le service de police de l'eau a attiré l'attention de la commune sur ce point. Il serait nécessaire de diagnostiquer l'origine des eaux claires parasites. Cela pourrait se faire dans le cadre d'un schéma directeur d'assainissement, document qui doit être établi d'ici 2025 selon la réglementation.

4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Rappel : L'assainissement non collectif (ANC) désigne les installations individuelles de traitement des eaux domestiques. Ces dispositifs concernent les habitations qui ne sont pas desservies par un réseau public de collecte des eaux usées et qui doivent en conséquence traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel.

En pratique les installations d'ANC peuvent recevoir des eaux usées domestiques ou assimilées jusqu'à 20 Equivalents Habitants (EH).

Les eaux usées traitées sont constituées des eaux vannes (eaux des toilettes) et des eaux grises (lavabos, cuisine, lave-linge, douche…). Les installations d'ANC doivent permettre le traitement commun de l'ensemble de ces eaux usées.

Les données synthétisées dans le présent chapitre sont issues des sources suivantes :

- Observatoire National des services d'eau et d'assainissement,
- Ministère de la Transition écologique, Portail d'information sur l'assainissement communal, Portail sur l'assainissement non collectif
- Données communales :
  - Zonage d'assainissement
  - Schéma directeur d'assainissement
  - Carte d'aptitude des sols,…..
- Données des organismes assurant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

4.1 Compétences des SPANC

La « Loi sur l'eau » du 3 janvier 1992, visant à une meilleure protection des ressources en eaux, a imposé à l'ensemble des communes du territoire de créer, avant le 31 décembre 2005, un Service Public pour l'Assainissement Non collectif (SPANC). La responsabilité de ces services a été confié aux mairies ou transférée à des structures intercommunales.

Le SPANC est un service public local chargé de :

- Conseiller et accompagner les particuliers dans la mise en place de leurs installations d'assainissement non collectif.,
- Contrôler les installations d'assainissement non collectif.

La compétence d'entretien et de vidange des systèmes d'assainissement est facultative. En pratiques, les deux SPANC du territoire assurent cette compétence facultative.

Les règles qui régissent l'assainissement non collectif sont principalement fixées dans deux arrêtés[8] interministériels du 7 Mars 2012 et 27 Avril 2012 en application de la loi sur 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (second volet du Grenelle de l'environnement).

[8] Arrêté du 7 mars 2012 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 kg.jde DBO5 (soit 20 EH).

Ainsi les SPANC interviennent pour :

- **Le contrôle périodique de bon fonctionnement des installations existantes**. La fréquence de contrôle dépend du niveau de risque, du type d'installations, des conditions d'utilisation (et des moyens humains des SPANC). Elle ne peut excéder 10 ans selon la loi du 12 juillet 2010. En pratique l'objectif de contrôle périodique est fixé à 6 ans pour le SICED Bresse Nord et 8 ans pour le SIVOM du Louhannais.

  Les installations existantes sont alors identifiées comme :

  - **Conforme**
  - **Non conforme sans risque avéré** de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes.
    Il s'agit principalement d'installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un des éléments constitutifs.
    A noter qu'une installation non-conforme n'est pas forcément une installation présentant un risque sanitaire ou environnementale. Lors des diagnostics, une installation reçoit un avis défavorable lorsque :
    - les ouvrages sont inaccessibles,
    - les ventilations sont absentes,
    - les distances réglementaires ne sont pas respectées.
  - **Non conforme avec risque avéré** de pollution de l'environnement ou des dangers pour la santé des personnes (notamment lorsqu'il y a absence d'installation). Dans ce cas des travaux de mise aux normes doivent être réalisés **dans un délai maximum de quatre ans.**
    Il peut s'agir d'installation avec défaut de sécurité sanitaire (contact direct avec les eaux usées, nuisances olfactives récurrentes), défaut de structure ou de fermeture, implantation à moins de 35 m en amont hydraulique d'un puits privé déclaré ou d'une installation incomplète ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

- **Le contrôle des installations neuves ou réhabilités.** Lorsque des travaux de mise en place d'un assainissement (neuf ou réhabilitation) sont entrepris, le propriétaire déclare son projet au SPANC. Ce dernier effectue un contrôle de conception avant le début des travaux pour validation du projet (implantation du dispositif, dimensionnement, adaptation au terrain,…) puis un contrôle de bonne exécution lorsque les travaux sont achevés (avant le remblaiement).

  Depuis le 1er Mars 2012, en application de l'article R431-16 du code de l'urbanisme, le particulier doit joindre à toute demande de permis de construire une attestation de conformité de son projet d'installation d'assainissement non collectif. Cette attestation est délivrée par le SPANC.

- **Le contrôle dans le cadre d'une vente.**

  Depuis le 1er Janvier 2011, en application de l'article L271-4 du code de la construction et de l'habitation, le vendeur d'un logement équipé d'une installation d'assainissement non

---

Arrêté du 27 Avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

collectif doit fournir, dans le dossier de diagnostic immobilier joint à tout acte ou promesse de vente, un document daté de moins de 3 ans délivré par le SPANC, informant l'acquéreur de l'état de l'installation.

En cas de non-conformité, la réalisation des travaux doit être assurée **dans un délai de 1 an maximum après la vente.**

- **FACULTATIF : les opérations de vidanges** sur des fosses septique, micro-station, bac à graisse ou encore débouchage de canalisation.

Nota : Les contrôles ou opérations de vidanges réalisés par les SPANC sont facturés selon les tarifs adoptés lors des assemblées délibérantes de chaque SPANC.

4.2 Organisation de l'Assainissement Non Collectif

Sur le territoire de la Communauté de Communes Saône-Doubs-Bresse, le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) est assuré par :

- Le SICED[9] Bresse Nord pour les communes du Sud du territoire. Le SICED intervient sur 46 communes dont 7 communes de la CCSDB.
- Le SIRTOM[10] de la Région de Chagny pour les communes de la grande moitié Nord du territoire. Le SIRTOM intervient sur 41 communes dont 19 communes de la CCTB.

La commune de Les Bordes ne présente aucune habitation en assainissement non collectif et n'adhère à aucun SPANC.

Le degré d'information et de données diffère selon le SPANC considéré. De même les données individualisées par commune ne sont pas forcément disponibles. Ainsi nous rappelons pour chaque SPANC les données globales et pour certains points, les données communales.

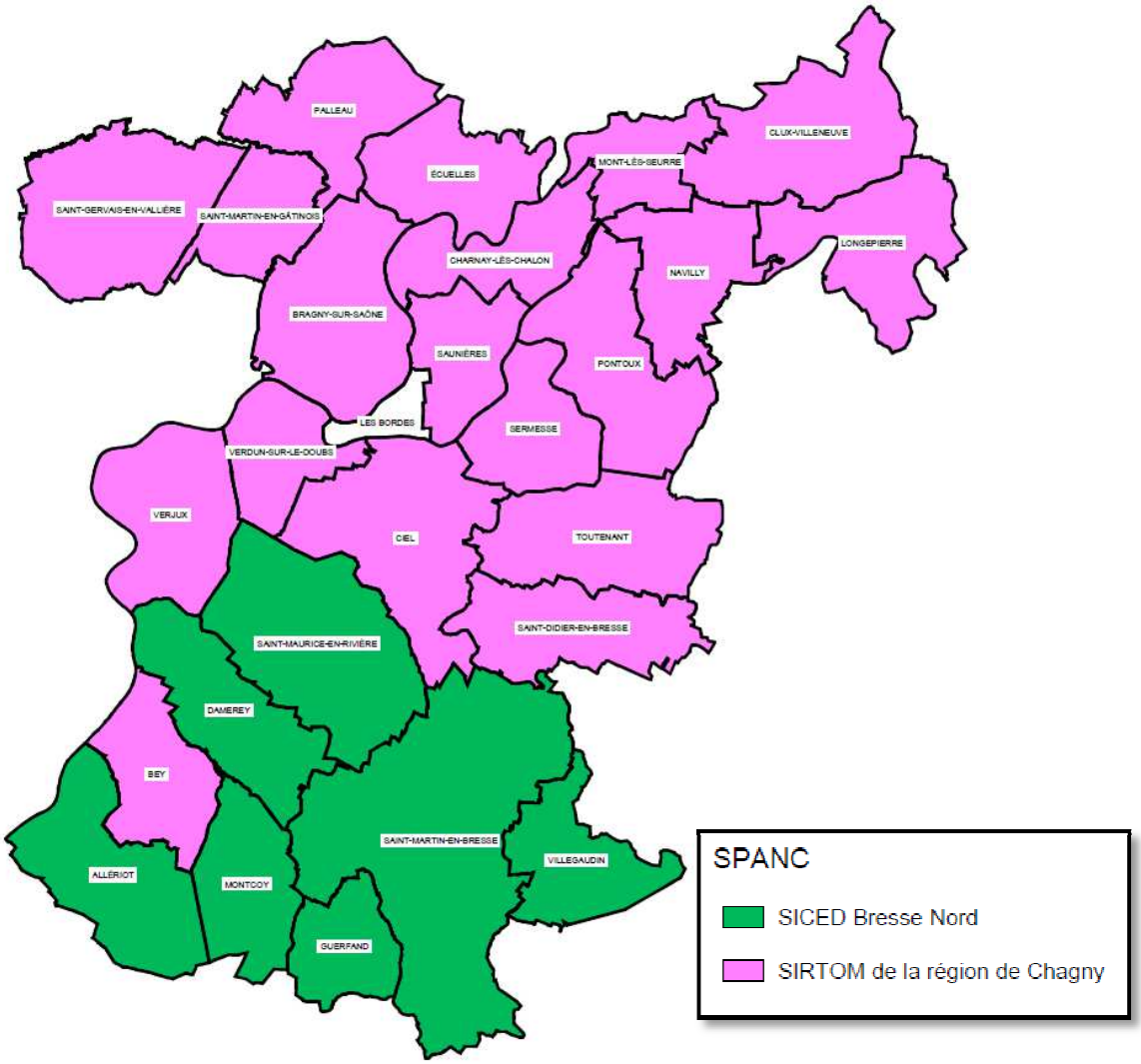


Figure 6 – SPANC du territoire Saône Doubs Bresse

[9] SICED Syndicat Intercommunal de Collecte et d'Elimination des Déchets. 391 rue des Autelins, 71310 SERLEY.

[10] SIRTOM Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères de la Région de Chagny. Lieu dit « Sur le Bois », route de Lessard le National, 71 150 CHAGNY.

4.3 Généralités sur les filières de traitement

Nota : Les schémas et coupes illustrées du présent chapitre sont issus des catalogues fournisseurs.

Il existe plusieurs solutions techniques de traitement des Eaux Usées par des filières d'Assainissement Non Collectif

Les grands principes généraux sont :

- **Un réseau de collecte** qui achemine les eaux usées depuis les divers WC, lavabo, Douche, et autres évacuation d'eau vers la filière de traitement proprement dite
- **Un prétraitement**, généralement constitué d'une fosse toutes eaux qui permet une première séparation physique des produits (les graisses flottent en surface et les particules les plus lourdes sédimentent au fond) ainsi qu'une première fermentation biologique.

  Certaines installations anciennes peuvent être équipées en complément d'un bac à Graisse qui récupère les eaux ménagères.
- **Une filière de Traitement** et d'évacuation des eaux.

  La norme NF DTU[11] 64.1 permet de décrire les filières classiques de traitement des eaux usées par le sol.

  - Tranchée d'épandage
  - Lit vertical drainé
  - Lit vertical non drainé
  - Tertre

  D'autres filières dites « Alternatives au DTU 64.1 » peuvent être préconisées dans certains cas : Filtres compacts, filtres plantés, Microstations.

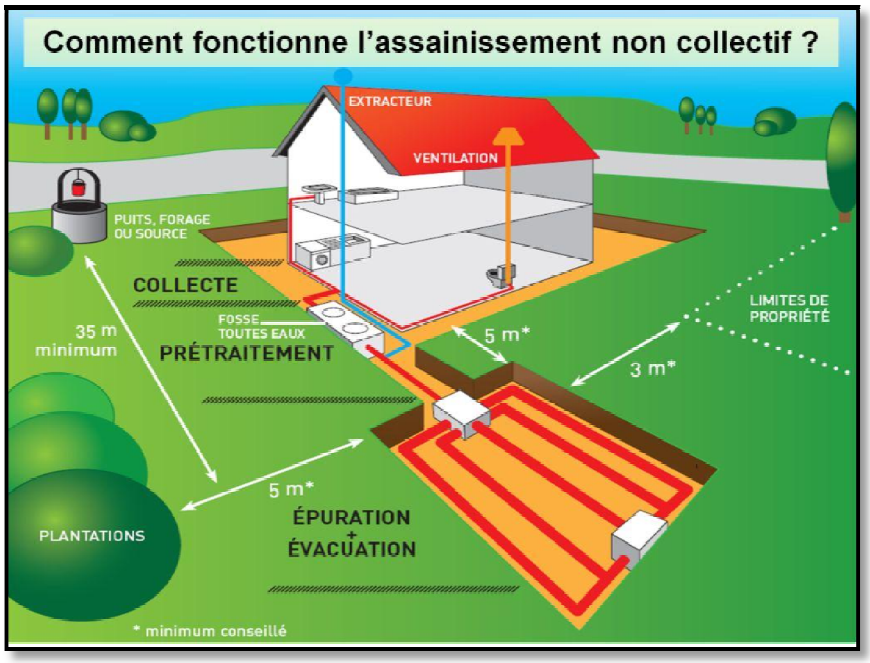


Figure 7 – Assainissement Non Collectif – Schéma général

[11] DTU Document Technique Unifié, version 2013. Précise les règles de mise en œuvre des ouvrages de traitement des eaux usées d'habitation individuelle jusqu'à 20 pièces principales.

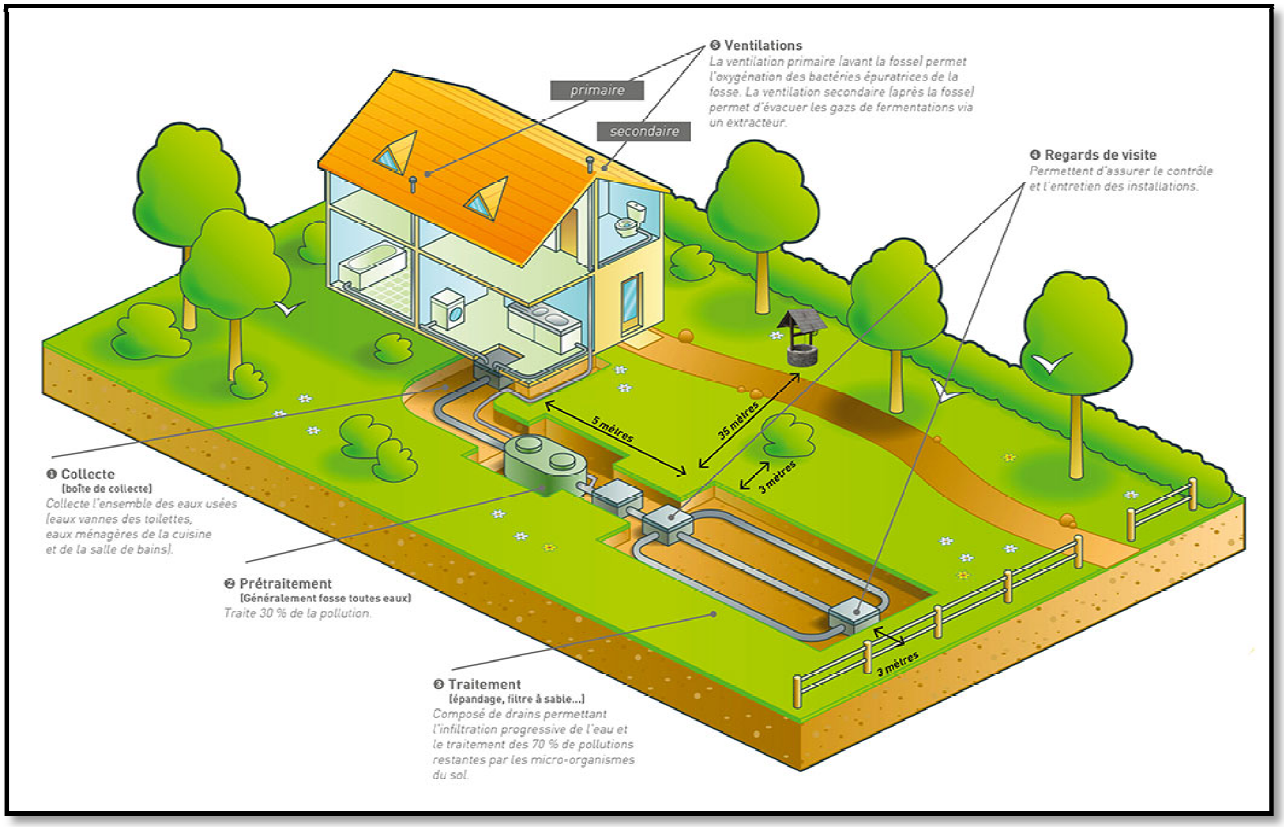


Figure 8 – Assainissement Non Collectif – Schéma général bis

L'assainissement non collectif exige une surface minimale sur la parcelle en tenant compte des distances à respecter vis-à-vis de l'habitation, des limites de propriété, des arbres, des puits privés, etc. Certaines distances recommandées peuvent être réduites, sur justification, en cas de réhabilitation.

Les dispositifs de pré-traitement et de traitement peuvent être regroupés en une seule et même cuve. L'implantation des différents organes doit respecter les distances suivantes :

- 5 m entre dispositif de traitement et tout élément fondé (habitation, mur de soutènement, piscine, …)
- 3m des limites de parcelles et des arbres,
- 35 m d'un puits privé et/ou d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance est une distance règlementaire.

4.3.1 Fosses toutes eaux

Une fosse toutes eaux (anciennement appelée « fosse septique ») est une cuve étanche qui reçoit l'ensemble des eaux usées brutes, c'est à dire les eaux-vannes et les eaux ménagères. Son rôle est de retenir les matières solides et les déchets flottants mais aussi de liquéfier les matières polluantes. Elle est équipée d'une ventilation assurant l'évacuation des gaz de fermentation.

Si nécessaire, elle peut être complétée par un préfiltre et/ou un bac dégraisseur.

Le préfiltre piège les matières solides non retenues par la fosse. Il est constitué de matériaux filtrants (pouzzolane ou autres). Souvent intégré à la fosse, il est parfois indépendant et placé entre la fosse et l'épandage. Il n'a pas de fonction épuratoire.

Le bac dégraisseur ou bac à graisses retient les matières solides, graisses et huiles contenues dans les eaux de cuisine, de salle de bain, de machines à laver (eaux ménagères). Compte tenu des contraintes d'entretien (nettoyage fréquent nécessaire), il n'est préconisé que dans les cas suivants : si la longueur de canalisation entre l'habitation et la fosse est supérieure à 10 m et/ou en cas d'activités spécifiques.

Le volume de la fosse est fonction de la taille de l'habitation : 3 m³ jusqu'à 5 pièces principales puis 1 m³ par pièce supplémentaire

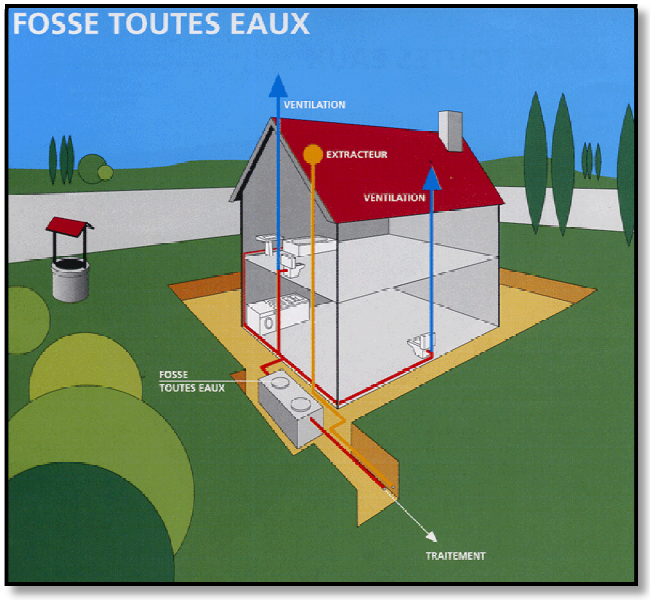


Figure 9 – Assainissement Non Collectif – Schéma fosse toutes eaux (Source Fournisseurs)

La fosse doit être vidangée par une personne agréée lorsque la hauteur de boues accumulées atteint la moitié du volume utile de la fosse.

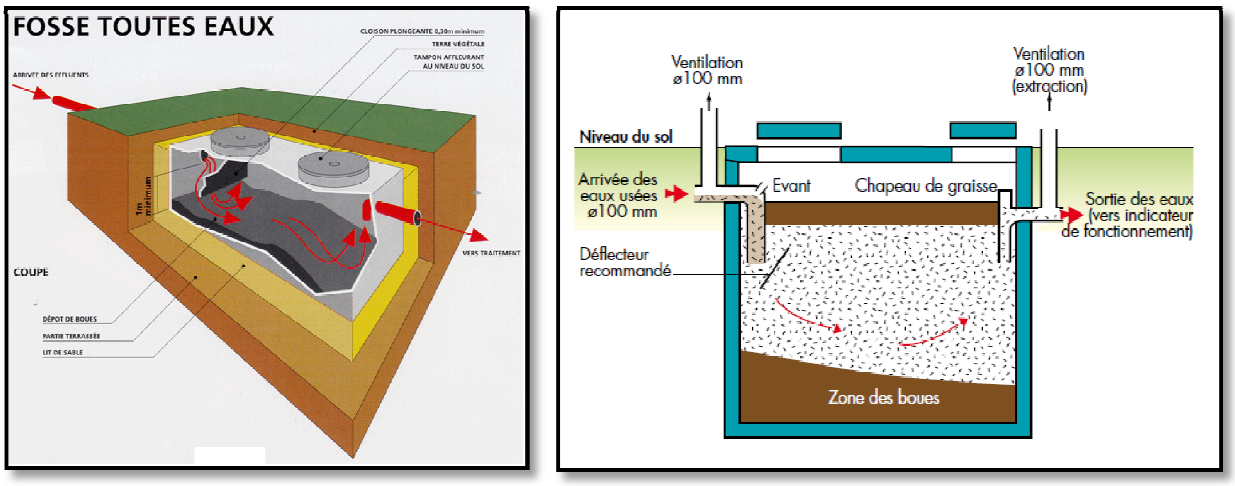


Figure 10 – Assainissement Non Collectif – Schéma fosse toutes eaux (Source Fournisseurs)

4.3.2 Ventilation

Le système de prétraitement (fosse toutes eaux) génère des gaz qui ont potentiellement une odeur désagréable et peuvent conduire à la corrosion du béton. Il faut donc les évacuer à une hauteur suffisante au dessus du toit et idéalement positionné en fonction de la direction des vents.

Si des odeurs se manifestent à l'intérieur de l'habitation, il est nécessaire de s'assurer que chaque appareil sanitaire est bien doté d'un siphon et que les colonnes de chute sont mises à l'air. Une ventilation efficace est constituée :

- Par une entrée d'air assurée par prolongation de la colonne de chute des eaux au dessus du toit
- Une extraction d'air assurée par une canalisation de situant après la fosse toutes eaux et prolongée au dessus du toit.

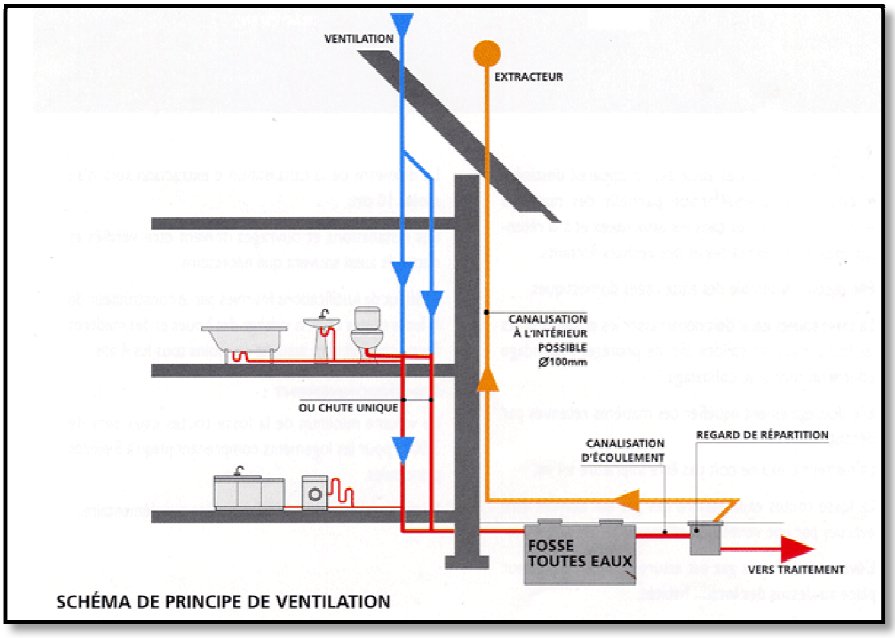


Figure 11 – Assainissement Non Collectif – Schéma ventilation (Source Fournisseurs)

4.3.3 Epandage dans le sol naturel en place

Grâce à ses propriétés, le sol en place est utilisé comme support épurateur du fait des bactéries naturellement présentes et comme moyen d'évacuation des eaux usées traitées.

Le principe est donc d'assurer un épandage souterrain dans le sol en place. Ce système est constitué de tuyaux d'épandage rigides (canalisations dont les perforations sont orientées vers le bas) disposés dans des tranchées ou dans un lit (en cas de terre trop meuble) de faible profondeur remplis de graviers.

L'installation est possible pour toute taille d'habitation en respectant un dimensionnement adapté. L'emprise au sol est généralement supérieure à 100 m². La surface d'épandage doit être non imperméabilisée, sans passage de véhicules ni de plantation à moins de 3 m.

Cette filière nécessite peu d'entretien. Il convient cependant de vérifier le bon écoulement des effluents dans la boite de répartition et l'absence d'eau stagnante dans la boîte de bouclage.

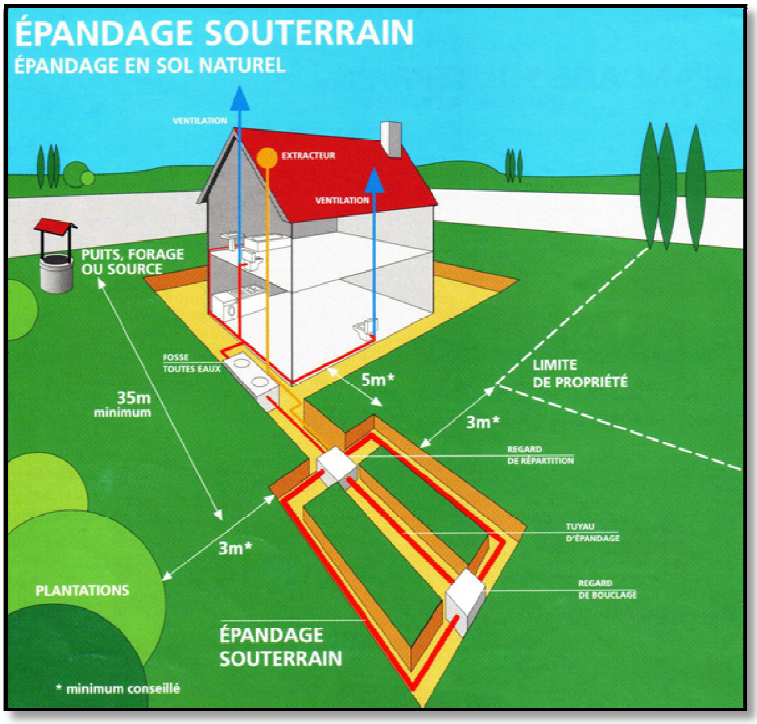
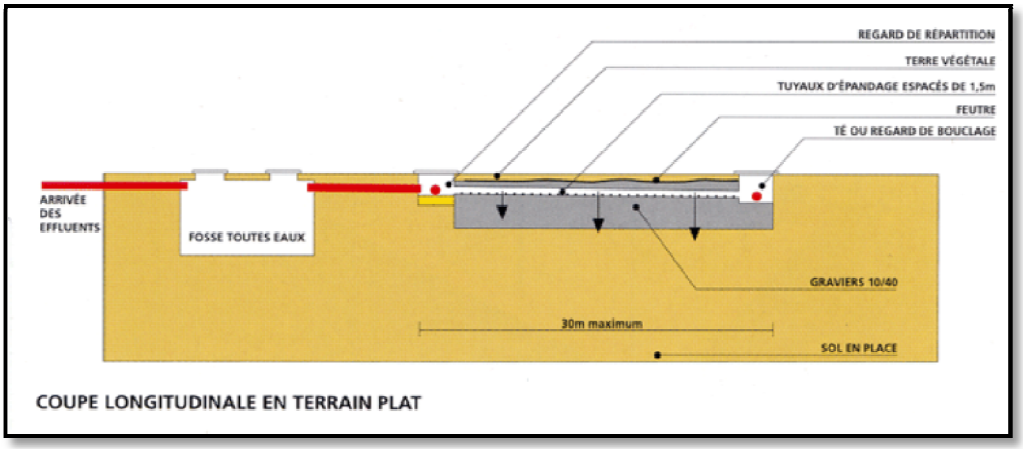


Figure 12 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical drainé (Source fournisseurs)



4.3.4 Epandage dans le sol reconstitué

Dans le cas où le sol naturel présente une perméabilité trop importante ou insuffisante pour traiter correctement les eaux usées, il peut être nécessaire de substituer le sol en place par une couche de sol reconstitué avec une perméabilité maitrisée.

Ce lit filtrant vertical peut être drainé ou non selon la perméabilité, la présence d'une nappe souterraine et la présence ou non de point de rejet de surface.

Un filtre à sable vertical est constitué d'un massif de sable siliceux lavé qui remplace le sol naturel. Des tuyaux d'épandage rigides (canalisations dont les perforations sont orientées vers le bas) sont placés dans une couche de graviers qui recouvre le sable répartissant ainsi l'effluent sur le massif. Les eaux usées sont alors traitées par les micro-organismes fixés aux grains de sable. Dans le cas où la nappe phréatique est trop proche de la surface du sol, le filtre à sable vertical peut être réalisé au-dessus du sol en place sous la forme d'un tertre.

Selon la perméabilité du sol naturel, les eaux traitées sont :

- soit évacuées par infiltration dans le sous-sol ou utilisées pour l'irrigation de végétaux non destinés à la consommation humaine,
- soit évacuées vers le milieu hydraulique superficiel,
- soit, après avoir constaté l'impossibilité d'avoir recours aux modes d'évacuation précités après une étude hydrogéologique et autorisation du maire de la commune, évacuées vers un puits d'infiltration.

Lit vertical drainé

Ce dispositif est généralement à prévoir lorsque le sol en place est inapte à un épandage naturel et lorsqu'il existe un exutoire pouvant recevoir l'effluent traité.

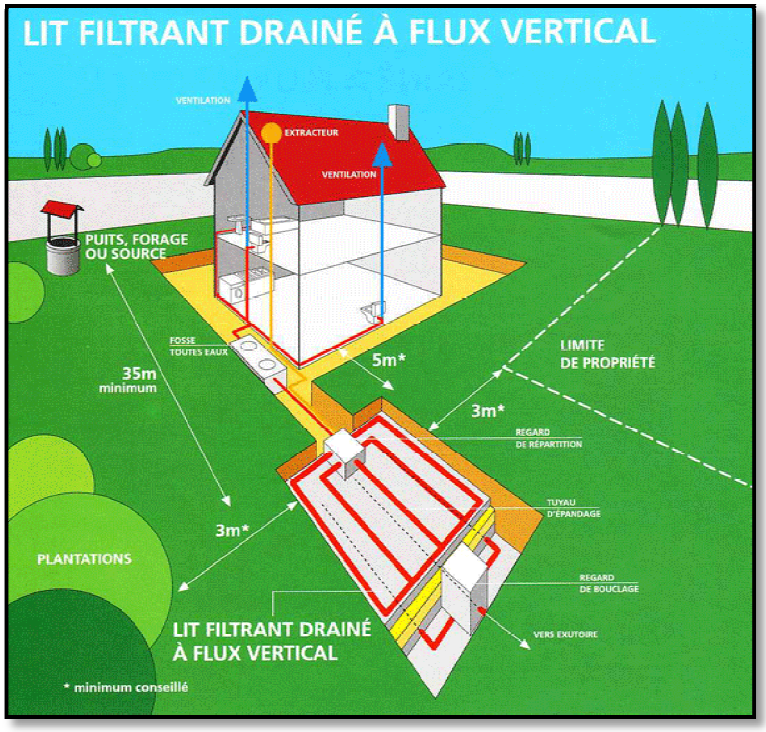
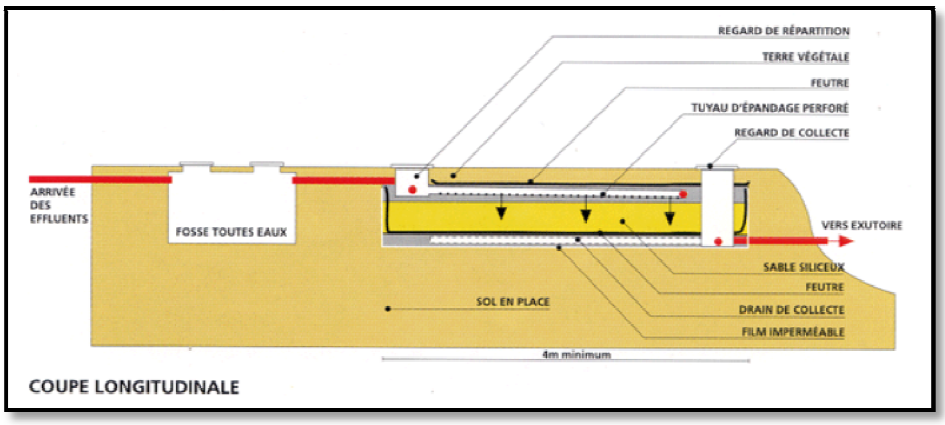


Figure 13 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical drainé (Source fournisseurs)



Lit vertical non drainé

Ce dispositif est généralement à prévoir lorsque le sol en place présente une perméabilité insuffisance (mais non nulle) ou si le sol est trop perméable.

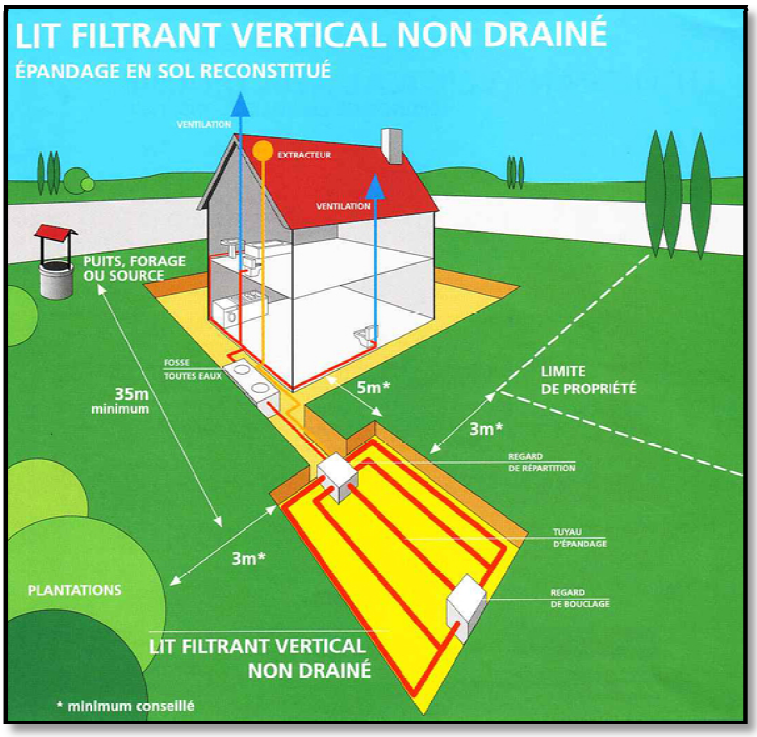
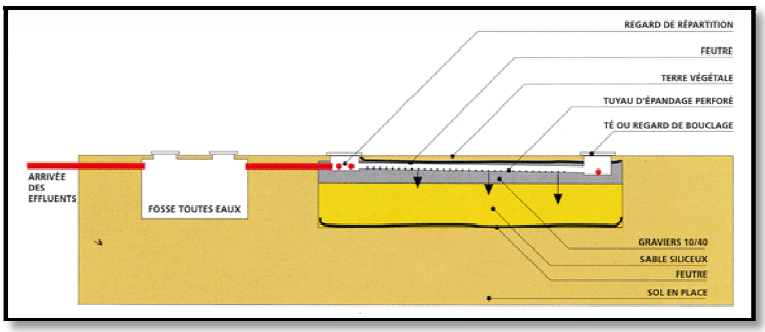
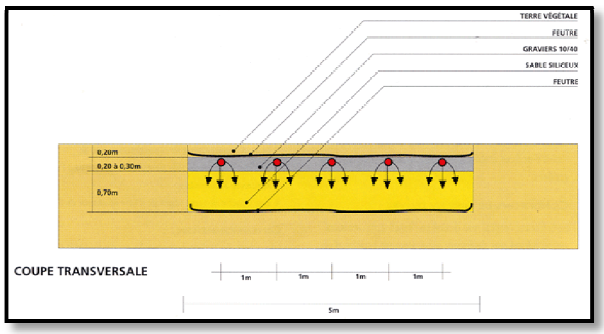


Figure 14 – Assainissement Non Collectif – Schéma Lit Vertical non drainé (Source fournisseurs)





Tertre

Ce dispositif reste exceptionnel, il est à prévoir lorsque le sol est inadapté à un épandage naturel, qu'il n'existe pas d'exutoire pouvant recevoir l'effluent traité et/ou que la présence d'une nappe phréatique proche de la surface du sol est constatée.

Généralement ce type de dispositif est associé avec un poste de relevage amont afin d'injecter les eaux en partie supérieure.

Ces contraintes relativement lourdes font que des filières alternatives sont souvent proposées en remplacement de ce type de dispositif.

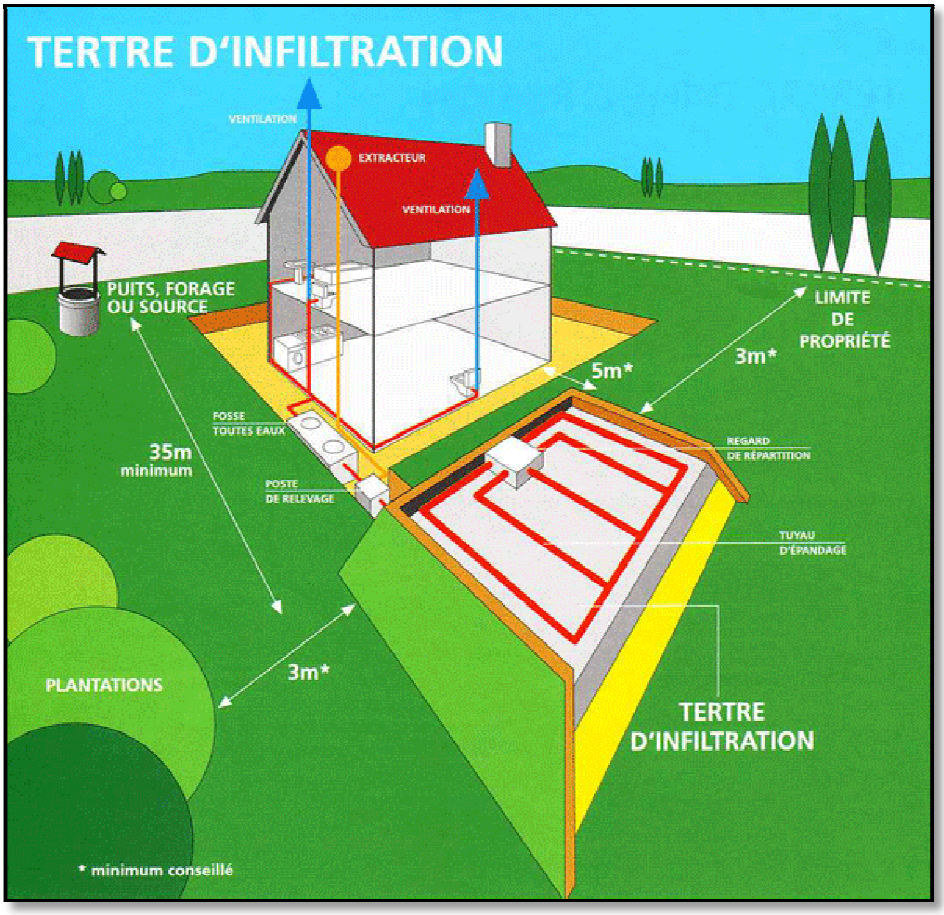
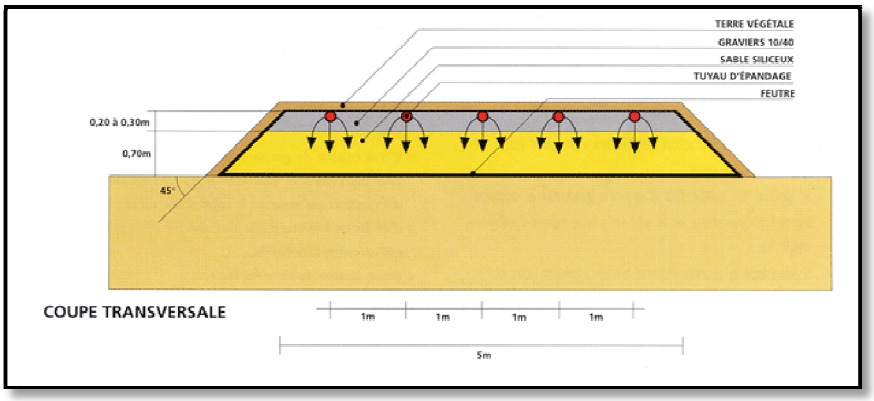


Figure 15 – Assainissement Non Collectif – Schéma Tertre (Source fournisseurs)



4.3.5 Filières alternatives

Selon la configuration du terrain, de l'espace disponible au sein d'une parcelle ainsi que de la présence d'une nappe à faible profondeur, les filières dites « classiques » présentées précédemment peuvent s'avérer difficiles à mettre en place voire inadaptées.

De nouvelles filières plus compactes peuvent alors êtres proposées. Ces filières alternatives peuvent être classées en 4 catégories :

- Les filtres compacts,
- Les filtres plantés
- Les micro-stations à cultures fixées immergées ou les micro-stations à cultures libres.

Les filtres compacts :

Ils constituent une alternative au filtre à sable vertical drainé. Ils sont utilisés après une fosse toutes eaux qui permet un prétraitement.

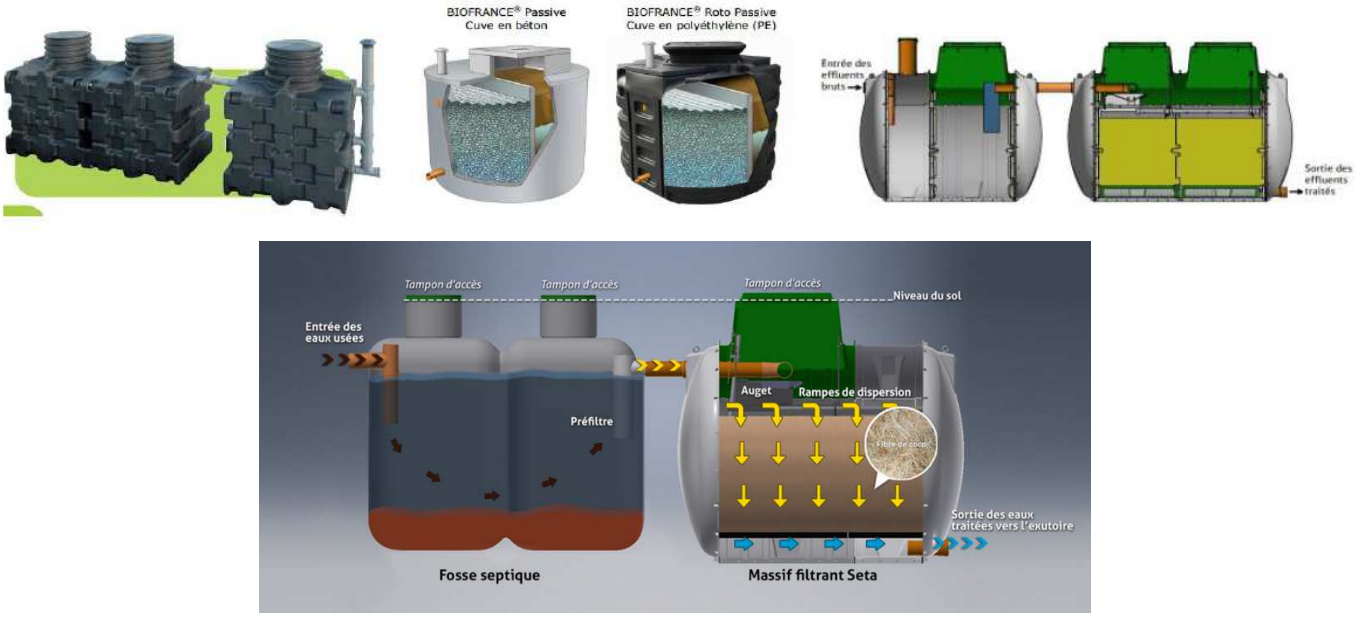


Figure 16 – Filières alternatives, exemple de filtres compacts (Source Fournisseurs)

La plupart du temps, l'ensemble fosse + filtre est intégré dans un même ouvrage.

Les filtres compacts sont souvent remplis de matériaux supports de bactéries (particules de coco, zéolite, laine de roche,…) qui admettent des surfaces d'échanges importantes en substitution du sol en place pour épurer les eaux prétraitées

Les équipements doivent être vérifiés régulièrement et entretenus autant que de besoin. Le renouvellement du matériau filtrant doit être effectué selon la fréquence définie par le fabricant.

Les filtres plantés :

Ces filières sont basées sur le principe de la phytoépuration. 2 grandes familles existent : les filières plantées de macrophytes, qui favorisent la biodiversité des espèces végétales plantées dans les bassins et les filtres plantés de roseaux.

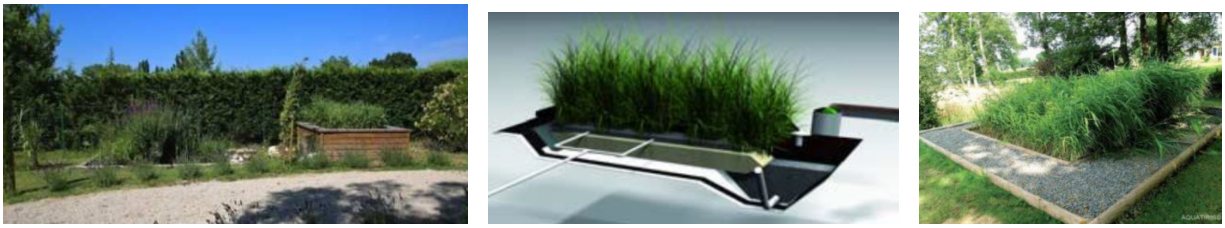


Figure 17 – Filières alternatives, exemple de filtres plantés (Source Fournisseurs)

Dans les deux cas, les eaux brutes (eaux grises et eaux vannes) passent à travers des bassins remplis d'un substrat minéral (sable, gravier, pouzzolane selon les cas) où sont implantés différents végétaux sub-aquatiques.

Ces plantes ont la particularité de former un tissu racinaire et un réseau de galeries qui drainent, apportent de l'oxygène et servent de support aux bactéries aérobies. Ces bactéries, ainsi que la macrofaune du sol (lombrics…), ont un rôle de dégradation et de minéralisation de la matière organique, qui devient dès lors assimilable par les plantes.

Ainsi le système ne produit pas de boues, lesquelles sont compostées et forment un humus sur place. Il existe les filtres à écoulement vertical – l'eau s'écoule depuis la surface du lit vers l'intérieur de manière verticale – ainsi que les filtres à écoulement horizontal – l'eau s'écoule dans le lit de manière horizontale.

Le faucardage des végétaux et le curage des bassin sont nécessaires.

Les micro-stations à cultures fixées immergées ou à cultures libres

Les micro-stations fonctionnent grâce à une oxygénation forcée qui permet un fort développement de bactéries aérobies (ou biomasse) qui vont dégrader les matières polluantes. Un système d'aération (surpresseur, compresseur, turbine, etc.) permet l'oxygénation de la biomasse dans les eaux à traiter.

Les micro-stations fonctionnent avec de l'énergie et nécessite donc une alimentation électrique, ce qui génère un léger bruit (entre 30 et 60 dB selon les modèles).

Selon la perméabilité du sol naturel, les eaux traitées sont soit évacuées par infiltration dans le sous-sol ou utilisées pour l'irrigation de végétaux non destinés à la consommation humaine, soit évacuées vers le milieu hydraulique superficiel.

Le changement des pièces d'usures doit se faire suivant les prescriptions du fabricant (se référer au guide). Lorsque le volume dédié au stockage des boues atteint 30 %, il doit être procédé à la vidange par une personne agréée.

Dans les **dispositifs à cultures fixées immergée**s aérées, les bactéries épuratrices sont fixées sur un support ou média dans le milieu aéré (aérobie).



Figure 18 – Filières alternatives, micro-stations à cultures fixées immergées (Fournisseurs)

La technique dite « de boues activées » ou de « **culture libre** » admet comme principe de fonctionnement une oxygénation créée par un brassage du milieu liquide de la cuve afin de faire travailler les bactéries pour la digestion des polluants.



Figure 19 – Filières alternatives, micro-stations à cultures libre (Source Fournisseurs)

Cette technologie est sensible aux variations de débit des effluents. C'est pourquoi elle est souvent réservée aux habitations principales avec peu de variation du nombre d'occupants.

4.4 Conformité des installations existantes

Les données par communes transmises par les deux SPANC apparaissent sur les tableaux des pages suivantes. L'indicateur de référence est l'indicateur D301.3[12] « Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif ».

4.4.1 Données SICED Bresse Nord

Les données générales sur le territoire du SICED sont les suivantes :

- Population du Territoire du SICED : 30 331 habitants
- Nombre d'installations d'Assainissement Non Collectif : 8 921 installations (2020)

Les contrôles réalisés sont les suivantes :

	2019	2020	2021	2022
Diagnostic de bon fonctionnement d'installations anciennes	483	526	650	638
Contrôle d'installations Neuves ou réhabilités	70	94	133	158
Contrôle de conception (projet d'installation neuve)	45	54	74	50

Tableau 13 : SICED – Bilan Contrôles et Diagnostiques ANC

Ainsi les contrôles annuels de terrain concernent environ 5 à 6 % des installations anciennes. Le taux de contrôles de terrain est d'environ 6 à 7 % en 2019 et 2020 si on inclue également les installations neuves ou réhabilitées. Ce taux était de 9% en 2018.

Les taux de conformité des installations contrôlées de 2019 à 2022 :

Installations Neuves ou réhabilités	2019	2020	2021	2022
Nombre total d'installations contrôlées	70	94	133	158
Avis favorable	x 18 (26%)	x 29 (31%)	x 59 (44%)	x 48 (30%)
Avis favorable avec réserves	x 52 (74%)	x 65 (69%)	x 74 (56%)	x 110 (70%)
Avis défavorable	0	0	0	0

Installations existantes (hors réhabilitation)	2019	2020	2021	2022
Nombre total d'installations contrôlées	483	526	650	638
Avis favorable	x 29 (6%)	x 70 (13.5%)	x 159 (24%)	x 173 (27%)
Avis favorable avec réserves	x 68 (14%)	x 118 (22.5%)	x 153 (24%)	x 128 (20%)
Avis défavorable	x 386 (80 %)	x 338 (64%)	x 338 (52%)	x 337 (53%)

Tableau 14 : SICED – Bilan Conformité ANC années 2019 à 2022

[12] Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité + nombre d'installations jugées non conformes mais ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement) / Nombre total d'installations contrôlées.

Il apparaît donc que le nombre d'installations existantes qui ne sont pas aux normes est élevé, plus de la moitié des installations existantes contrôlées en 2021 et 2022 (respectivement 52% et 53%) font l'objet d'un avis défavorable. La proportion d'installation présentant un risque avéré pour la santé ou l'environnement n'est pas connue.

Le nombre d'installations non conformes sur les communes du territoire Saône Doubs Bresse :

Commune	Nombre d'installations (2023)	Nombres d'installation conformes	
		Nombre	Pourcentage
Allériot	153	109	71 %
Damerey	108	82	76 %
Guerfand	100	79	79 %
Montcoy	58	26	44 %
Saint Martin en Bresse	422	283	67 %
Saint Maurice en rivière	246	170	69 %
Villegaudin	96	67	70 %
TOTAL	**1 183**	**816**	**69 %**

Tableau 15 : SICED – Bilan par communes des installations d'ANC conformes

4.4.1 Données SIRTOM de la Région de Chagny

Les données générales sur le territoire du SIRTOM sont les suivantes (données 2021) :

- Population du Territoire du SIRTOM : 19 063 habitants
- Nombre d'installations d'Assainissement Non Collectif : 2 635 installations dont 1494 sur les communes de la CC Saône Doubs Bresse.
- Nombre d'habitants desservis : 9 086 habitants, soit 48 % de la population.

Les contrôles réalisés à l'échelle du SIRTOM sont les suivantes :

	2019	2020	2021	2022	2023
Diagnostic de bon fonctionnement d'installations anciennes	152	132	353	398	405
dont contrôle de fonctionnement	79	43	263	318	356
dont contrôle pour des ventes immobilières	73	89	90	80	49
Contrôle d'installations Neuves ou réhabilités	35	31	36	32	26
Contrôle de conception (projet d'installation neuve)	30	36	44	35	22

Tableau 16 : SIRTOM – Bilan Contrôles et Diagnostiques ANC

Ainsi en 2019 et 2020 (années COVID) les contrôles annuels de terrain concernent environ 5 à 6 % des installations anciennes. Ce taux était de 12% en 2018. Le taux de contrôles de terrain est d'environ 7 à 8 % en 2019 et 2020 si on inclue également les installations neuves ou réhabilitées. Ce taux était de 12% en 2018. Il est remonté à 13% en 2021.

Les taux de conformité des installations contrôlées en 2019 et 2021 :

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre total d'installations contrôlées	187	163	389	430	420
Installations conformes	x 89 (47.5%)	x 59 (36%)	x 154 (40%)	x 189 (44%)	x 137 (32%)
Installation non conforme sans risque	x 91 (48.5%)	x 96 (59%)	x 215 (55%)	x 227 (53%)	x 239 (55%)
Installation non conforme avec risques avérés	x 7 (4%)	x 8 (5%)	x 20 (5%)	x 14 (3%)	x 44 (13%)

Tableau 17 : SIRTOM – Bilan Conformité ANC années 2019 à 2020

Ainsi à l'échelle du SIRTOM, 5% des installations contrôlées dans l'année représentent un risque avéré pour l'environnement (13% pour l'année 2023), seulement 40 % des installations contrôlées dans l'année sont conformes.

Le SIRTOM de Chagny estime qu'à l'échelle des 41 communes, 68 % du parc d'assainissement non collectif reste à réhabiliter.

Bilan détaillé de conformité sur la CC Saône Doubs Bresse :

Conformément à l'annexe de l'Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif, les installations sont classées par priorités :

Problèmes constatés sur l'installation	Zone sans enjeu	Zone à enjeux sanitaire ou environnementaux	Classement de priorité
Absence d'installation	Non respect du code de santé publique, NON conforme Mise en demeure de réaliser une installation conforme / Travaux à réaliser dans les meilleur délais		**P1**
Défaut de sécurité sanitaire, Défaut de structure ou de fermeture, Implantation à moins de 3.5m d'un puits pour AEP	Installation NON conforme, danger pour la santé Travaux obligatoires sous 4 ans ou 1 an en cas de vente		**P2**
Installation incomplète, significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs	Installation NON conforme Travaux obligatoires sous 4 ans ou 1 an en cas de vente		**P3**
Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs	Conforme, liste de recommandation		**P4**
Installation complète sans dysfonctionnement	Conforme		**P5**

Tableau 18 : Classement des installations d'ANC par priorités (rappel réglementation)

En pratique, sur le territoire du SIRTOM de la Région de Chagny, la quasi-totalité des installations d'assainissement non collectif a été inspectée depuis la création du SPANC (2006/2007). Sur les 2635 installations (données 2021), 24945 ont été contrôlées (95%). Les installations restantes sont situées sur des communes nouvellement intégrées au SPANC ou correspondent à des résidences secondaires ou inoccupées.

Le bilan des inspections récentes réalisées sur les installations d'assainissement non collectif à l'échelle sur les communes du territoire Saône Doubs Bresse est le suivant :

Commune	Nombre d'installations	P1	P2	P3	P4	P5	Non contrôlé
Bey	8	0	0	5	1	2	/
Bragny Sur Saône	224	12	14	135	19	42	3
Charnay Lès Chalon	8	1	0	5	0	2	/
Ciel	47	1	5	19	5	17	/
Clux-Villeneuve	171	11	2	85	10	59	4
Ecuelles	30	1	1	7	3	18	/
Longepierre	113	5	2	70	5	29	2
Mont Lès Seurre	85	2	3	46	6	28	/
Navilly	49	1	2	28	5	13	/
Palleau	125	2	1	54	12	54	2
Pontoux	11	3	0	4	1	3	/
Saunière	54	5	3	30	3	10	3
Sermesse	22	2	0	11	1	6	2
Saint Didier en Bresse	94	1	6	48	5	34	/
Saint Gervais en Vallière	225	4	10	92	22	94	3
Saint Martin en Gatinois	70	4	0	44	1	17	4
Toutenant	110	4	4	71	9	21	1
Verdun sur le Doubs	48	2	0	40	1	2	3
Verjux	6	1	0	3	0	2	/

Tableau 19 : SIRTOM – Bilan communes des installations ANC selon priorités (données 2023)

Le bilan cumulé de conformité est le suivant :

Classe de priorité		Nombre	%
P1	**NON Conforme avec RISQUE**	62	4 %
P2		53	4 %
P3	NON conforme sans risque	796	53 %
P4	Conforme	109	7 %
P5		453	30 %
Non controlé	/	27	2 %

Tableau 20 : SIRTOM communes de la CC SDB – Bilan des installations d'ANC (données 2023)

Il apparaît donc que 61 % des installations des 19 communes de la CC SDB faisant partie du SIRTOM sont non conformes.

8 % des installations existantes présentent un risque majeur sur l'environnement ou la santé (P1 & P2). 53 % des installations sont non conformes sans risque avéré.

4.5 Usagers du SPANC – Droits et Obligations

Rappel SPANC : Service Public pour l'Assainissement Non Collectif.

Données issues du portail sur l'assainissement non collectif *(http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr)*

- **Différence entre fosse septique et fosse « toutes eaux »**

  Avant 1982, la fosse septique était réservée au pré-traitement des eaux vannes (eaux en provenance des toilettes), les eaux ménagères étaient directement déversées dans le système de traitement.

  Dans les installations récentes, la fosse « toutes eaux » est un appareil de pré-traitement qui reçoit les eaux vannes (toilettes) et les eaux domestiques (cuisine, salle de bains et machines à laver) La fossé toutes eaux permet la collecte, la liquéfaction partielle des matières polluantes et la rétention des matières solides et des déchets flottants.

  A noter que dans les deux cas, les eaux pluviales ne sont jamais dirigées vers le système d'assainissement non collectif, que ce soit dans la fosse ou dans le système de traitement.

- **Obligation de l'usager selon le type d'assainissement**

  Une installation relève de l'assainissement collectif ou de l'assainissement non collectif en fonction de l'existence ou non d'une obligation de raccordement à un réseau public.

  A titre d'illustration, un assainissement dit "regroupé" peut relever de l'assainissement collectif pour un hameau ou un groupe d'habitations dont le réseau est réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique, et de l'assainissement non collectif dans le cas contraire.

  Cette distinction revêt une grande importance vis à vis des obligations de l'usager :

  - obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien pour les systèmes collectifs.
  - obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) pour les systèmes non collectifs.

- **Obligation de raccordement sur le réseau collectif**

  Une habitation (individuelle ou non) située en zone d'assainissement collectif a une **obligation de se raccorder sur le réseau collectif dans le délai de deux ans à compter de la mise en service du réseau** si celui-ci dessert la parcelle, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage. Cette obligation, formulée par la commune, vaut même si l'installation d'assainissement non collectif existante est conforme.

  A l'inverse, une habitation située en zone d'assainissement collective ne peut pas exiger de la part de la commune la réalisation de travaux de prolongement de réseau collectif jusqu'à la parcelle si de tels travaux ne sont pas envisagés par la commune.

  Par ailleurs, une habitation située en zone d'assainissement non collectif peut également être raccordée au réseau publique d'assainissement d'une parcelle voisine en s'appréciant toutefois au regard de facteurs techniques et économiques. La seule localisation en zone

d'assainissement non collectif n'est pas de nature à empêcher un raccordement futur au réseau d'assainissement, ni même à en justifier le refus.

- **Devenir d'une ancienne installation d'assainissement non collectif en cas de raccordement au réseau d'assainissement collectif**

  Selon le code de santé publique, « dès l'établissement du branchement sur le réseau public, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire »

  Si cette obligation n'est pas respectée, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables.

  Les dispositifs de traitement et d'accumulation ainsi que les fosses miess hors service ou rendus inutiles pour quelque raison que ce soit doivent être vidangés, désinfectés et comblés ou démolis.

- **Redevance pour l'assainissement non collectif**

  De la même manière que les usagers raccordés à l'assainissement collectif paient, sur leur facture d'eau, une redevance spécifique, les usagers d'une installation d'assainissement non collectif doivent s'acquitter d'une redevance particulière destinée à financer les charges du SPANC dont notamment les contrôles périodiques des installations.

  Certains SPANC proposent en plus d'assurer la vidange ou l'entretien des installations. Ces prestations sont alors facturées de manière spécifique. Si ce service est proposé par le SPANC, le propriétaire n'est pas obligé de passer par le SPANC, il peut faire procéder à l'entretien par une entreprise privée agrée par ailleurs.

- **Obligations en tant qu'usager du SPANC**

  Usager d'un SPANC, les obligations auxquelles je dois me soumettre sont fixées d'une part par la réglementation applicable aux installations d'assainissement non collectif et d'autre part par le règlement de service du SPANC auquel j'appartiens. Ces obligations sont :

  - Equiper l'habitation (individuelle ou collective) d'une installation d'assainissement non collectif
  - Assurer l'entretien et faire procéder à la vidange périodiquement par une personne agréée pour garantir son bon fonctionnement.

    Il n'existe pas une périodicité de référence en matière de vidange, cette période variant selon la technique utilisée. La périodicité de vidange doit être adaptée à la hauteur de boue, qui ne doit pas dépasser 50% du volume utile de la fosse. Pour certains dispositifs de traitement agréés, cette hauteur maximale de boues a été fixée à 30% du dispositif à vidanger. Cette information relative à la hauteur de boues est précisée dans les avis relatif à l'agrément des dispositifs de traitement
  - Procéder aux travaux prescrits, le cas échéant, par le SPANC dans le document délivré à l'issue du contrôle.

Depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, en cas de **non-conformité de son installation d'assainissement non collectif à la réglementation en vigueur et de danger pour la santé des personnes ou risque environnemental avéré**, le propriétaire fait procéder aux travaux indiqués par le document établi à l'issue du contrôle, **dans un délai de quatre ans** suivant sa notification.

Selon l'importance du risque sanitaire ou environnemental constaté, un délai inférieur à quatre ans peut être fixé par le maire (arrêté du 27 avril 2012 relatif au contrôle)

En pratique, lorsque l'installation est non conforme mais sans danger pour la santé ou sans risque environnemental avéré, les travaux de mise aux normes sont réalisés de manière obligatoire uniquement lors d'une vente du bien immobilier.

- Laisser accéder les agents du SPANC à la propriété, sous peine de condamnation à une astreinte en cas d'obstacle à la mission de contrôle.
- Acquitter la redevance pour la réalisation du contrôle et, le cas échéant, l'entretien.
- Le vendeur d'une habitation en assainissement non collectif à l'obligation de justifier de l'état de son installation. Il doit annexer à la promesse de vente ou à défaut à l'acte authentique en cas de vente, le document établi à l'issue du contrôle, délivré par le SPANC.

  Ce document doit être daté de moins de 3 ans au moment de la vente. Dans le cas d'un contrôle périodique de plus de trois ans, le vendeur ou un représentant doit contracter le SPANC pour procéder à un nouveau contrôle.

  Ce document s'ajoutera aux 7 autres constats ou états (amiante, plomb, gaz, termites, risques naturels et technologiques, installations électriques, performances énergétiques).

5 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

5.1 Rappel des zonages existants

En l'état actuel (septembre 2024) l'avancement des zonages d'assainissement est le suivant :

AVANCEMENT & CONTENU DES ZONAGES					
Commune	Nb habitants (population totale[1])	Zonage d'assainissement			
		Rapport	Plan zonage	Avec indication de réseau	Indication spécifique
Allériot	1 189	pdf (02/2018)	EP pdf (02/2017) EU pdf (10/2017)	EU	Zone future d'urbanisation
Bey	880	papier (date????) extrait - pdf 20 page (date ????)	pdf (2009)	/	Zone limitation de l'imperméabilisation. Emplacement réservé à la gestion des EP
Les Bordes	86	néant	papier (=carte SESAER aptitude des sols)	EU	
Bragny Sur Saône	698	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Charnay Lès Chalon	197	pdf (02/2004) SESAER	pdf (02/2004)	/	Zone d'assainissement collectif futur
Ciel	864	Consulté sur place	photo (2004) SESAER	/	
Clux-Villeneuve	324	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Damerey	572	pdf (2003) SESAER	pdf 2 scénario (SESAER)	/	Zone d'assainissement collectif futur
Ecuelles	267		pdf (09/2015) IRH	/	
Guerfand	210	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Longepierre	165	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Montcoy	256		papier (2003) SESAER	/	Zone d'assainissement collectif futur
Mont Lès Seurre	185		pdf (2004) SESAER	/	
Navilly	419	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Palleau	256	Sans objet, pas d'assainissement collectif (rapport zonage existant)			
Pontoux	287	photo pdg (2004) SESAER	photo (2004) SESAER		Zone future d'urbanisation
Saint Didier en Bresse	199	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Gervais en Vallière	438	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Martin en Bresse	1 979	Photo rapport Geotec oct 2004	Autocad - 3 Planches Geotec oct 2004	EU	
Saint Martin en Gatinois	122	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saint Maurice en Rivière	539	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Saunières	82	Sans objet, pas d'assainissement collectif (rapport zonage existant)			
Sermesse	235	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Toutenant	199	Sans objet, pas d'assainissement collectif			
Verdun sur le Doubs	1 068	pdf sept 2004	Pdf	EU	
Verjux	530	Néant, Pas de zonage d'assainissement existant			
Villegaudin	223	Sans objet, pas d'assainissement collectif			

Tableau 21 : Avancement des zonages d'assainissement sur les communes

Les zonages existants appellent certaines remarques :

- Sur les 16 communes disposant d'un système d'assainissement collectif :
  - 12 communes disposent d'un plan de zonage d'assainissement (et 4 n'ont rien),
  - 8 communes disposent d'un rapport de présentation.
  - 9 de ces zonages sont anciens (2003 ou 2004) et ont donc connu des modifications d'urbanisation notables.
- Sur ces 12 plans de zonage, seuls 4 d'entre eux présentent l'ossature du réseau de collecte.
- Cinq communes (Allériot, Charnay lès Chalon, Damerey, Montcoy, Pontoux) distinguent les zones d'assainissement collectif actuel des zones d'assainissement collectif futur.
- La commune d'Allériot dispose d'un zonage spécifique relatif aux eaux pluviales.

  Le zonage d'assainissement de la commune de Bey (2009) fait apparaître un volet eaux pluviales.

5.2 Remarques sur les cartes d'aptitudes des sols

Dans le cadre du zonage d'assainissement ou d'un schéma directeur d'assainissement, certaines communes disposent d'une carte d'aptitude des sols[13]. Il s'agit, pour les zones d'assainissement non collectif, d'identifier plusieurs types de sol selon leur aptitude à l'assainissement individuel et de proposer des dispositifs d'épuration pour chacun.

Ce type de carte apparaît sur des zonages d'assainissement ancien, notamment ceux réalisés par le bureau d'étude SESAER entre 2002 et 2008.

Par exemple une telle carte d'aptitude des sols existe sur la commune de la **Sermesse** avec identification de 2 classes de sols :

- Type III « site présentant des contraintes importantes » de perméabilité réduite avec présence temporaire d'une nappe à faible profondeur. Le dispositif d'épuration préconisé alors était un Filtre à Sable drainé (voir chapitre spécifique ANC),
- Type IV « site inadapté présentant des contraintes majeures ». Le dispositif d'épuration préconisé était alors un tertre d'infiltration.

Ces investigations faites à l'échelle de la commune ne sont cependant pas assez précises pour fixer pour chaque projet de construction ou de réhabilitation, la filière précise à mettre en place. En effet, pour chaque hameau, seuls 1 ou 2 tests sont réalisés.

Au final, chaque projet de particulier doit être justifié par une étude spécifique de filière d'assainissement à l'échelle de la parcelle. **Il n'y a donc pas lieu de maintenir dans les zonages d'assainissement ce type de carte d'aptitudes des sols.**

[13] La Chapelle Thècle (2007). La Frette (2005). La Genête (2005).

5.3 Remarques sur la Gestion des Eaux Pluviales

5.3.1 Cadre Général

Dans le cadre du zonage d'assainissement, il est possible, en complément des éléments spécifiques à la gestion des eaux usées, de définir :

- ***Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation*** *des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,*
- ***Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage*** *éventuel et, en tant que de besoin,* ***le traitement des eaux pluviales*** *et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.*

Ces éléments sont spécifiques à la gestion des eaux pluviales. La réalisation d'un zonage pluvial est réservée aux zones à enjeux sur lesquelles des mesures doivent être prises. Les règles d'un zonage pluvial visent à répondre à deux objectifs majeurs :

- La préservation de la qualité des milieux aquatiques, en limitant les débordements par temps de pluie des réseaux unitaires ainsi que le ruissellement sur des surfaces sales (voiries et zones de stationnement). Cet enjeu implique une gestion des évènements pluvieux courants.
- La gestion du risque inondation, par la limitation des volumes et débits de ruissellement et une maîtrise des écoulements et zones inondées, pour des évènements plus importants.

Il n'existe pas d'obligation générale de collecte ou de traitement des eaux pluviales. Cependant les eaux collectées par les réseaux pluviaux peuvent être à l'origine de pollution du milieu naturel. Ainsi les rejets importants d'eaux pluviales sont soumis à la règlementation « Loi sur l'Eau » selon l'article R.214-1 du code de l'environnement, rubrique 2.1.5.0. (Autorisation si le bassin versant naturel intercepté est supérieur à 20 ha et Déclaration entre 1 et 20 ha).

5.3.2 Avancement actuel des réflexions sur le territoire

En l'état actuel, seules 2 communes disposent d'une carte de zonage des eaux pluviales :

- **La commune de Alleriot** via le schéma directeur des eaux pluviales et mise à jour du zonage d'assainissement (Fév 2018).

  Sur la carte de zonage des eaux pluviales de Allériot il n'apparaît pas de zonage réglementaire spécifique de type *« zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation »* ni de *« zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales »*.

  Les prescriptions et recommandations sont faites pour l'ensemble des zones urbanisées et l'application de ces éléments techniques est identifiée pour chacune des 12 zones à urbaniser selon le PLU de 2018.

  Ces recommandations sont reprises dans le chapitre « principes de gestion des eaux pluviales » pour l'ensemble des communes du territoire Saône Doubs Bresse.

- **La commune Bey** dispose dans son zonage d'assainissement datant de 2009 d'une zone identifiée *comme « zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation »* et de deux zones identifiées comme *« zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales »*).

  Les deux zones identifiées comme *« emplacement réservé à la gestion des eaux pluviales »* sont des zones toujours agricoles à ce jour, sans aménagement spécifique de gestion des eaux pluviales. Le zonage proposé en 2009 avait pour but, en cas d'urbanisation des parcelles concernées de prévoir des installations adaptées. Ce zonage n'avait pas pour but de créer des installations de gestion des eaux pluviales des parcelles voisines déjà urbanisée

  Ces deux zones ne sont pas ouvertes à l'urbanisation, il n'y a donc pas lieu de les maintenir (zones 2).

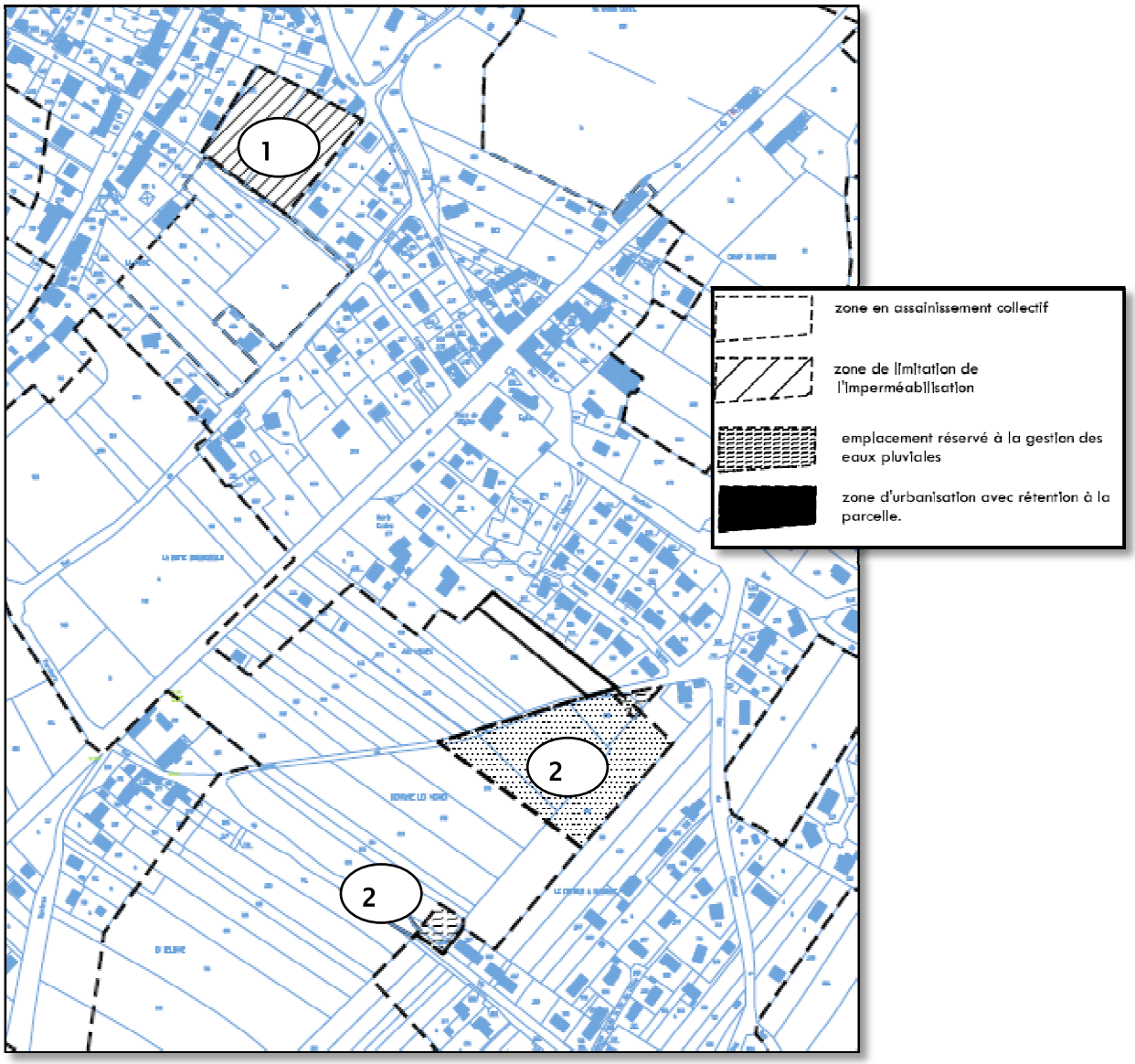


Figure 20 – Commune de Bey – Zonage EP existant (doc 2009, cabinet Charpentier)

La zone centrale (zone 1) identifiée comme *« zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation »* et qui correspond aux parcelles 1297/1298 et 868 est effectivement non urbanisée à ce jour.

Dans la révision du PLU en cours, il est envisagé d'urbaniser cette zone notée 1. Cependant, les recommandations qui apparaissaient dans le zonage de la Commune de Bey sont reprises à l'échelle de l'ensemble du territoire du PLUi Saône Doubs Bresse (séparation des eaux de ruissellement du projet d'aménagement avec les ruissellements du bassin versant extérieur, gestion des eaux à la parcelle des écoulements ou rétention avec débit adapté avant rejet).

Ainsi il n'y a plus lieu de maintenir ce zonage spécifique (« *zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation »)* de ce secteur de Bey puisque les mêmes principes sont appliqués à l'ensemble du territoire.

5.3.3 Principes de gestion des eaux pluviales

Pour toute nouvelle construction, des mesures devront être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement des parcelles. Il en est de la responsabilité du propriétaire ou occupant.

Les grands principes suivants doivent alors être appliqués à tout projet d'aménagement, quelle qu'en soit la taille :

- **Limitation de l'imperméabilisation**

  Toute opération devra faire l'objet d'aménagements visant à limiter l'imperméabilisation des sols. **Les espaces verts de pleine terre doivent représenter 35% minimum de la superficie du tènement.**

  Au-delà des parties en pleine terre, il convient pour les aménagements extérieurs de s'interroger sur l'utilisation de matériaux non complètement imperméable (sable ou gravier pour des voies circulées, bois plutôt que béton pour les terrasses,….).

  Dans le cas des constructions existantes n'atteignant pas le coefficient de pleine terre minimum, les constructions et aménagements sont autorisés à condition qu'il ne diminuent pas la surface de pleine terre existante.

- **Séparation de la collecte des eaux** usées et des eaux pluviales.

  Ce point est crucial car sur l'ensemble du territoire, les apports d'eau claires au sein des réseaux de collecte des eaux usées est à l'origine des nombreux dysfonctionnements constatés sur le territoire (amorce des Déversoirs d'Orages et charge hydraulique trop importantes en tête de station de traitement).

- **L'infiltration des eaux à la parcelle** :

  A minima infiltration des pluies courantes (période de retour inférieur à 1 an par exemple). Il est d'usage dans les SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) récents de proposer la valeur cible de 10 mm de pluie ce qui représente la grande majorité des pluies effectives de l'année.

  Sur le territoire la faisabilité de l'infiltration n'est cependant pas assurée en raison de la nature argileuse des sols. L'infiltration d'une telle pluie constitue néanmoins un objectif.

- **Un rejet** dans le réseau d'eaux pluviales existant ou au milieu naturel **après passage par un ouvrage de rétention.**

  Comme identifié dans le SDAGE Rhône Méditerranée *« les nouveaux aménagements doivent être dimensionnés pour faire en sorte que le débit de fuite n'excède pas une valeur de*

référence. La valeur de ce débit de référence et de l'occurrence de la pluie pour laquelle elle a été déterminée doivent être définies par les communes ou les groupements de communes en fonction des conditions locales ».

Le principe minimal est de ne pas rejeter à l'état projet plus d'eau que ce qui ruisselle en l'état actuel afin de ne pas aggraver la situation avant aménagement.

Généralement la pluie de référence qui est prise en compte est une pluie de période de retour 10 ans au minimum (pluie historique de dimensionnement des réseaux de collecte des eaux pluviales). Ces dernières années, sur les secteurs sensibles, c'est généralement une pluie de période de retour 30 ans qui est de plus en plus proposée.

Ainsi, pour chaque projet d'aménagement il est nécessaire d'engager une étude spécifique de gestion des eaux pluviales afin de s'adapter au contexte locale et à la sensibilité du milieu.Les problématiques à aborder sont les suivantes :

- mélange des ruissellements des bassins versant amont,
- capacité d'infiltration dans le sol,
- présence de la nappe à faible profondeur,
- présence d'émissaire de surface / de réseau séparatif / de réseau unitaire,
- problème local de ruissellement,
- saturation des réseaux existants,
- implantation en zone inondable
- ….

Technique à la parcelle

Les techniques préconisées ont pour principal objectif de réduire les débits de pointe et les volumes rejetés dans les réseaux ou le milieu naturel. Les systèmes comportent un volume de rétention et un dispositif d'évacuation des débits en privilégiant l'infiltration.

On notera que le volume de rétention est un volume normalement vide qui est utilisé en tampon en période de temps de pluie. Ces ouvrages pourront être accompagnés d'un dispositif de débit de fuite et d'un trop plein vers le réseau de gestion des eaux pluviales le plus proche.

Une étude à la parcelle permettra de déterminer avec précision la capacité d'infiltration du sol et ainsi de dimensionner précisément l'ouvrage de gestion des eaux pluviale.

Technique semi-collective ou collective :

Les techniques utilisables sont les suivantes :

- Les toitures-terrasses éventuellement végétalisées,
- Les chaussées à structure réservoir,
- Les tranchées d'infiltration,
- Les puits d'infiltration,
- Les noues ou fossés secs ou avec roselières,
- Les bassins de rétention.

Ces ouvrages seront accompagnés d'un dispositif de débit de fuite et d'un trop plein vers le réseau de gestion des eaux pluviales le plus proche. L'infiltration des eaux sera favorisée en fonction de la perméabilité des sols rencontrés.

L'aménageur fournira une étude justifiant les ouvrages et leur dimensionnement afin de ne pas aggraver l'inondabilité des terrains situés en aval.

Les zones identifiées comme urbanisables et faisant l'objet d'un programme collectif ou semi-collectif devront respecter ces préconisations.

Remarque sur l'utilisation des eaux pluviales:

La récupération des eaux de pluie pour des usages domestiques ou d'arrosage mais aussi industriels et professionnels peut être envisagée selon les prescriptions de *l'Arrêté du 21 Août 2008 relatif à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.*

5.3.4 Quelques exemples d'ouvrages de gestion des eaux pluviales

Il existe ne nombreux organismes qui proposent des solutions techniques de gestion des eaux pluviales notamment à la parcelle (GRAIE, association basée à LYON avec de nombreux scientifiques adhérents, ADOPTA, association basée dans les Hauts de France). Ces 2 organismes, comme d'autres sur le territoire national, sensibilisent les différents acteurs publics et privés de l'aménagement à la gestion durable et intégrée des eaux pluviales.

Ils disposent d'outils techniques dont certains sont repris ci-dessous :

Les noues d'infiltration

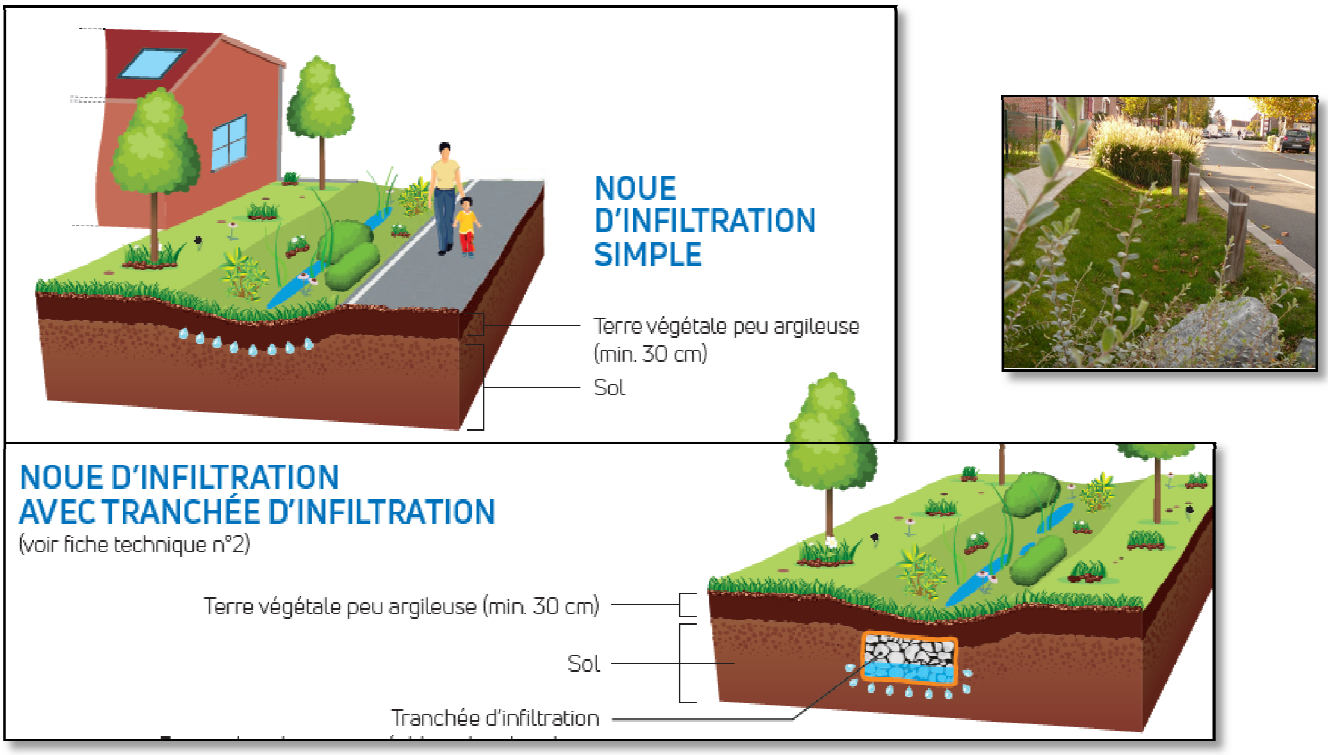


Figure 21 – Exemple de gestion des EP – Noue infiltration

Les revêtements perméables

Les revêtements perméables sont des matériaux qui permettent de conserver des espaces circulables ou praticables sans imperméabiliser complètement le sol. Ils ont la capacité d'infiltrer les eaux pluviales en surface, de les stocker dans leur corps de chaussée avant de les laisser s'infiltrer progressivement dans le sol.

Ils sont d'une grande diversité. Il existe trois grandes familles de revêtements d'origine et de propriétés différentes (nature, couleur, perméabilité,…).

- Les non liés
  Les revêtements non-liés rassemblent plusieurs types de matériaux, meubles ou non, tels que les mélanges terre-pierre ou les éléments de granulométrie discontinue.
- Les liés
  Les revêtements liés, coulés sur place, sont des matrices de constitutions minérales diverses auxquelles sont adjoints des liants. Leurs granulométries discontinues, en créant du vide dans la structure, les rendent perméables.

  Exemple : enrobé poreux, résine drainante, béton poreux, béton désactivé alvéolé.
- Les modulaires (dalles ou pavés)
  Composés d'éléments structurels assemblés les uns aux autres, ils dessinent un calepinage et laissent l'eau s'infiltrer, soit par leur propre structure poreuse, soit par leurs joints.

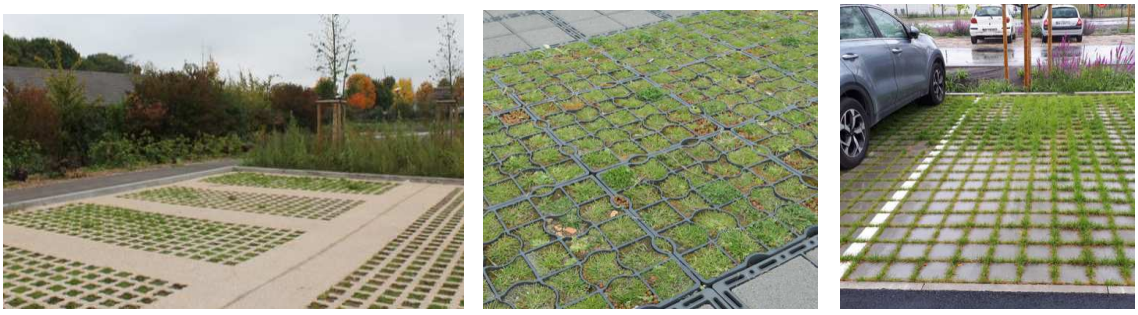


Figure 22 – Exemple de gestion des EP – Revêtements perméables

Le puits d'infiltration

Le puits d'infiltration, de profondeur variable, est un ouvrage enterré, composé d'anneaux superposés. Les eaux pluviales s'infiltrent soit latéralement par des trous ou des fentes, soit par le fond, composé de matériaux poreux. Afin d'avoir un ouvrage efficace et pérenne, un équipement de prétraitement (puisard de décantation, bouche d'injection, etc.) doit être implanté en amont.

Il faut ensuite prévoir un géotextile et une couche de cailloux entre les anneaux et le terrain naturel. Le fond de l'ouvrage repose sur un lit de cailloux grossiers recouvert d'une couche filtrante (sable, petits cailloux, graviers,…) protégée elle-même par un géotextile.



Figure 23 – Exemple de gestion des EP – Puits d'infiltration

5.4 Rappel du porter a connaissance et mise à jour

En janvier 2019, les services de l'Etat (DDT, Direction Départementale des Territoires) ont rédigé un porter à connaissance qui identifie les points essentiels sur lesquels les services de l'Etat porteront une attention particulière ainsi que les objectifs spécifiques à atteindre.

De manière très synthétique, les éléments suivants d'assainissement ayant une influence sur les ouvertures à l'urbanisation sont évoqués :

- *Aucun nouveau secteur ne pourra être ouvert à l'urbanisation en l'absence de mise en conformité des dispositifs de collecte et de traitement des eaux ou engagées dans une opération de mise en conformité avec existence d'un projet faisable techniquement et un délai réduit.*

  Application 2024 :

  Si on retient les états de Non-conformité des 2 dernières années (2022 et 2023) cela revient à ne pas ouvrir à l'urbanisation les commines suivantes :

  - Ciel (Saugy): Non Conforme pour le réseau de collecte. Cette station est également en limite de capacité et présente un apport d'eaux claires parasites conséquent et permanent.

    Néanmoins, la qualité des eaux en sortie est bonne.

  - Montcoy (Carcabot) : Non Conforme en Equipement et Performance. Le fonctionnement est médiocre et la qualité des eaux en sortie mauvaise.

  - Montcoy (Lotissement) : Non Conforme en Performance. Cette installation s'apparente à un simple pré-traitement, la qualité des eaux en sortie est mauvaise.

  - Pontoux : Non Conforme en Equipement en raison d'une charge polluante et d'une charge hydraulique trop fortes

  - Saint-Martin-en-Bresse : Non Conforme en Performance en raison d'une charge hydraulique trop importante et de déversements bruts fréquents.

    Néanmoins, malgré une surcharge hydraulique importante et permanente, le fonctionnement reste satisfaisant.

  - Sermesse : Non Conforme pour le réseau de collecte en 2022 en raison de rejets d'effluents brut non traité à plusieurs reprises et charge hydraulique importante malgré un réseau séparatif.

    Néanmoins le fonctionnement est satisfaisant et la qualité des eaux en sortie bonne.

  - Verdun-sur-le-Doubs : Non Conforme pour le réseau de collecte en raison de rejets directs sans aucun traitement dans le Doubs et le Petit Doubs.

    Néanmoins, au niveau de la station le fonctionnement est satisfaisant ey la qualité des eaux en sortie correcte.

    Suite au schéma directeur d'assainissement, les travaux de branchement des quartiers avec rejets directs sont programmés. Par ailleurs, une convention avec la laiterie à l'origine de nombreux dépassements de charges polluantes par le passé a été signée et la laiterie a mis en place en 2023, un ouvrage de pré-traitement.

Commune	Capacité niminale	Conformité 2021	Conformité 2022	Conformité 2023
Allériot	1 000	C avec remarques	C avec remarques	C avec remarques
Bey	860	C	C	C
Les Bordes	150	/	/	/
Bragny Sur Saône	350	C	/	0 données, RMA
Charnay Lès Chalon	260	/	/	/
(Bourg / Croix Ponay)	70	/	/	/
Ciel	1 200	C	NC réseau, RMA	NC réseau, RMA
(Saugy / Chapot)	70	/	/	/
Damerey	360	C avec remarques	C avec remarques	/
Ecuelles	195	/	/	/
Montcoy	50	NC équipement et perf.	NC équipement et perf.	NC équipement et perf.
(Carcabot / Lotissement)	100	NC performance	NC performance	NC performance
Mont Lès Seurre	18	/	/	/
Navilly	360	C avec remarques	C avec remarques	C avec remarques
Pontoux	300	NC équipement, RMA	NC équipement, RMA	/
Saint Martin en Bresse	900	C avec remarques	NC performance, RMA	NC performance, RMA
Sermesse	140	/	NC réseau, RMA	/
Verdun sur le Doubs	1 700	NC réseau, RMA	NC réseau et perf, RMA	NC réseau, RMA
Verjux	700	C avec remarques	C avec remarques	C

C conforme
C conforme avec remarques
NC Non Conforme
RMA Rapport de Manquement administratif

Figure 24 – Bilan des Non Conformités des stations de 2021 à 2023

- Urbanisation à limiter pour 4 communes (données 2019) : Ecuelles (réseau unitaire ancien), Montcoy Le Carcabot (station vétuste et forte surcharge), Montcoy Lotissement (simple pré-traitement), Saint martin en Bresse (capacité atteinte et réseau défaillant) Sermesse (réseau défaillant).

  Application 2024 : Montcoy (x2), Saint Martin en Bresse et Sermesse font l'objet d'une Non-conformité et donc ne devrait pas faire l'objet d'une ouverture à l'Urbanisation selon le Porter à Connaissance.

  La commune de Ecuelles est peu suivit par l'administration. Elle n'a pas signé de convention avec le CD71 pour le suivi de la station d'épuration. Par ailleurs, en raison d'une capacité de moins de 200 EH, elle ne fait pas l'Objet d'une vérification annuelle de la conformité de la part de la DDT71 (police de l'eau).

  La station est relativement récente (2014) a été a été placée hors d'eau de la zone inondable de la Saône. Cependant le réseau principal du centre Bourg est ancien et en zone inondable de la Saône. En cas d'inondation, les pompes de relèvement ne fonctionnent pas et les rejets directs ont lieu dans la Saône.

5.5 Rappel des perspectives d'urbanisation

Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Chalonnais approuvé le 2 juillet 2019 par le Syndicat mixte du Chalonnais fixe des objectifs d'urbanisation et de développement économique au sein des diverses communes qui composent son territoire, est décliné en 4 typologies de commune.

Par ordre d'importance on retrouve les polarités suivantes :

- Polarité Urbaine (x1) : Il s'agit de Chalon sur Saône et son agglomération. Aucune des communes du territoire de la Communauté de Communes Saône Doubs Bresse ne fait à proprement partie de l'agglomération de Chalon sur Saône.

  Cependant les communes d'Allério, Bey et Montcoy se situent à moins de 10 km du centre ville de Chalon le long de la RD673
- Polarité d'équilibre (x6) dont Verdun sur le Doubs, Ciel et Saint Martin en Bresse,
- Polarité de proximité (x9) : sans objet sur le territoire,
- Autres communes

Concernant les projets d'urbanisation, les densités moyennes préconisées différent selon la typologie des communes et selon qu'il s'agisse d'un renouvellement urbain ou une urbanisation nouvelle.

Au regard de l'état actuel des stations de traitement des eaux usées, ces perspectives d'urbanisation appellent les commentaires suivants :

- Polarité Urbaine :
  - Montcoy présente 2 stations Non Conformes sans aucun projet d'aménagement de celles-ci
  - Allériot et Bey présentent des stations de traitement avec une capacité nominale de traitement dépassée (Alleriot) ou en passe de l'être (Bey). Ces 2 communes font l'objet de schémas directeurs d'assainissement (SDA) qui prévoient la construction d'une nouvelle station (SDA Allériot 2021) ou la mutualisation des 2 stations (SDA de Bey en cours de révision).
- Polarité d'équilibre :
  - Verdun sur le Doubs / Ciel : ces 2 communes présente une Non-conformité en 2022 et 2023 en raison des réseaux de collecte.
  - Saint Martin en Bresse : Non-conformité pour performance.

5.6 Adaptations des zonages existants

Certaines communes disposant d'un zonage d'assainissement ancien avec des projets de constructions de nouvelles STEU ou d'extension massive du réseau de collecte, ont finalement réduit fortement les projets d'assainissement collectif :

- **Charnay les Chalon**

  La carte de zonage d'assainissement établie en 2004 faisait figurer une zone d'assainissement collectif futur entre le centre Bourg et le lieu dit « la Croix Ponay » qui englobait également « la Croix Ponay ».

  Depuis 20 ans, le réseau intermédiaire n'a pas été créé et n'est plus envisagé à ce jour. Ainsi la zone d'assainissement collectif futur entre les 2 secteurs est supprimée.

  Seule la zone de la Croix Ponay est devenue une zone d'assainissement collectif depuis la construction de la station en 2009.

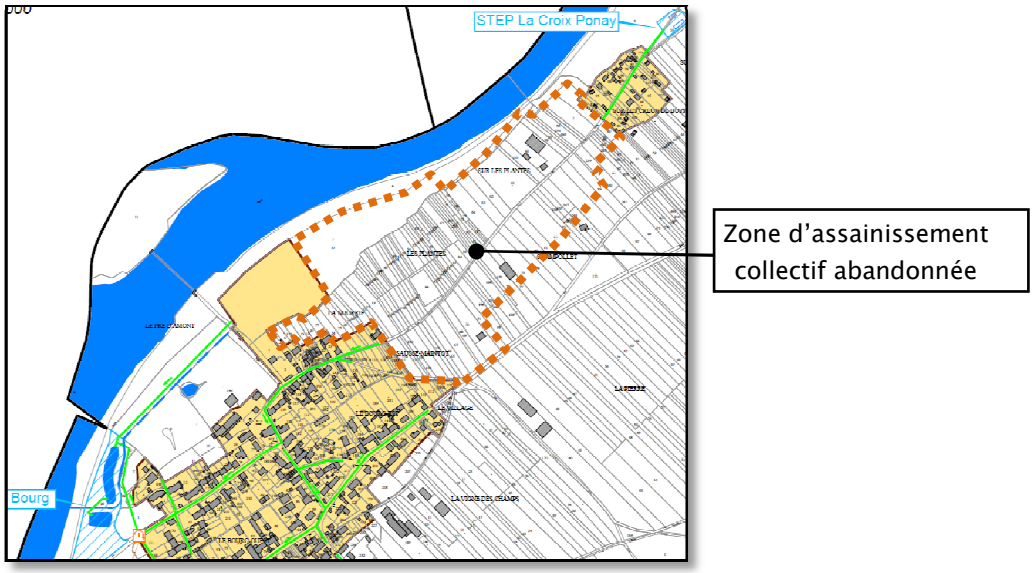


Figure 25 – Adaptation –Ancien Zonage d'assainissement de Charnay-les-Chalon

- **Ciel**

  La carte de zonage d'assainissement établie en 2004 faisait figurer sur le secteur du centre Bourg (STEU de Saugy) comme sur le secteur du Chapot (STEU du Chapot) une superficie plus grande de zone d'assainissement collectif (existant ou futur, sans distinction).

  Celle-ci a été réduite notablement en se limitant aux parcelles actuellement raccordées.

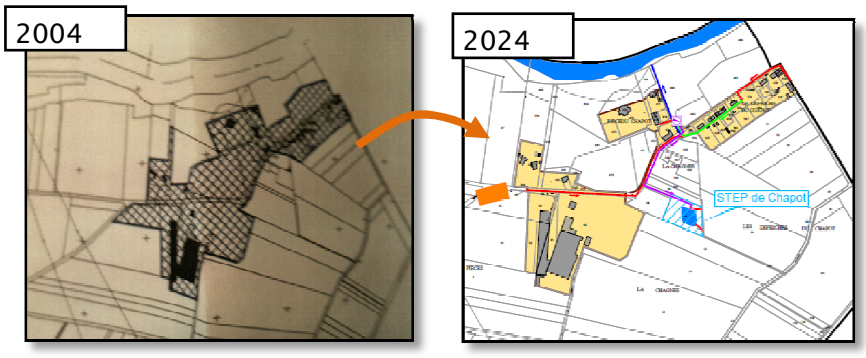


Figure 26 – Adaptation –Ancien Zonage d'assainissement de Ciel (Chapot)



Figure 27 – Adaptation –Ancien Zonage d'assainissement de Ciel (Saugy)

- **Damerey**

La carte de zonage d'assainissement établie en 2004 faisait apparaître, y compris dans le projet N°1 le plus modeste, le raccordement futur de plusieurs parcelles situées à l'Est de la RD673 (route de Dole).

Ces raccordements envisagés en 2004 ne l'ont pas été. Il n'est plus envisagé de les raccorder, hormis quelques parcelles proches de la RD.

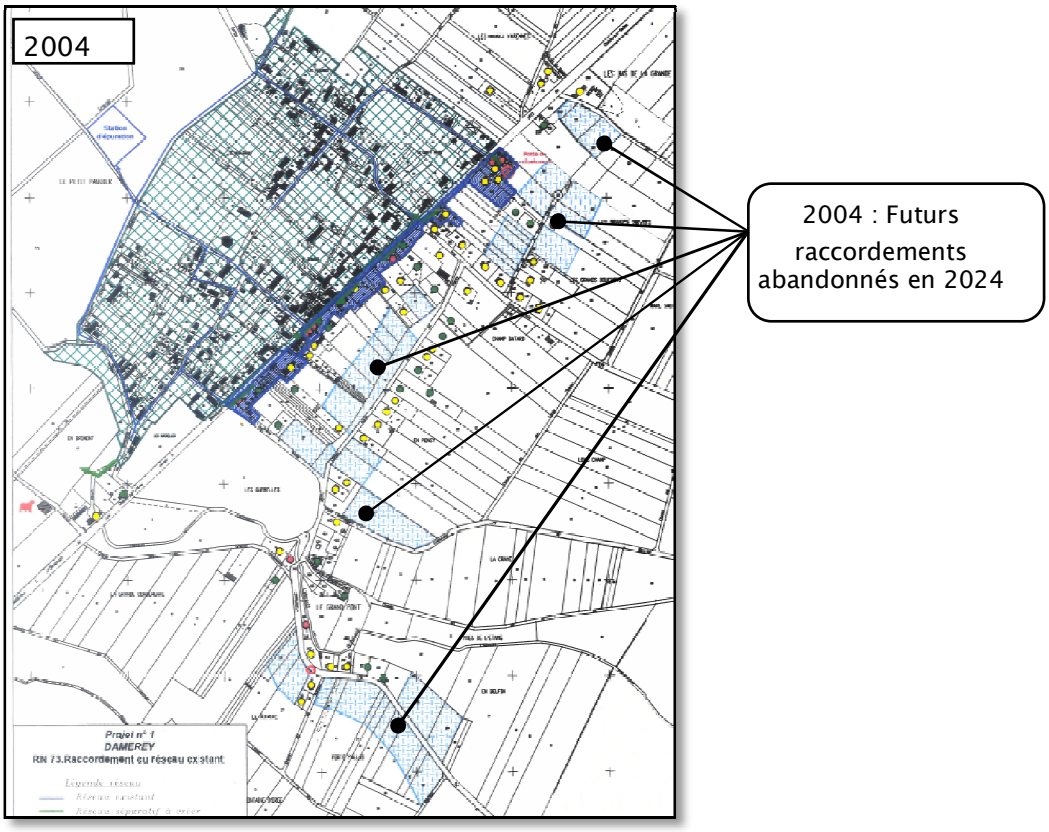


Figure 28 – Adaptation –Ancien Zonage d'assainissement de Damerey

➢ **Pontoux**

La carte de zonage d'assainissement établie en 2004 faisait apparaître une superficie plus grande de zone d'assainissement collectif (existant ou futur, sans distinction) au Sud du Centre Bourg. Toute la zone Sud d'assainissement collectif est abandonnée en raison de la Non-conformité de la Station.

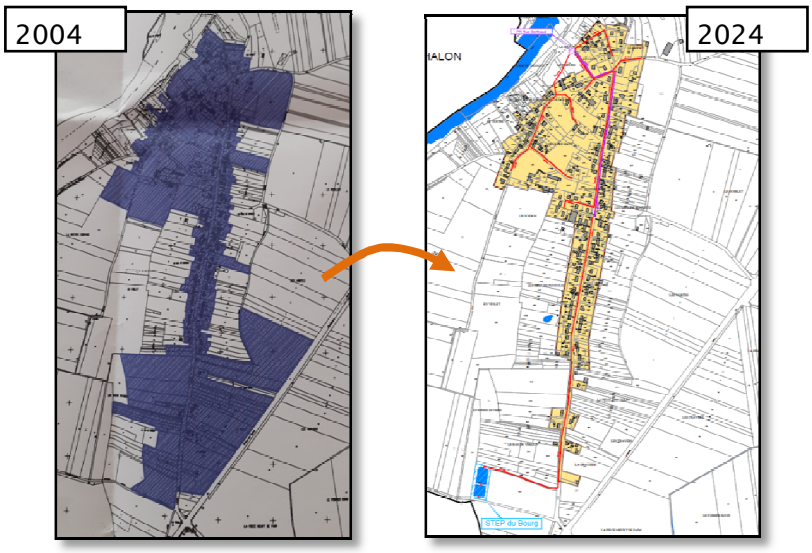


Figure 29 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de Pontoux

➢ **Saint Martin de Bresse**

La carte de zonage d'assainissement en vigueur établie en 2004 et validée lors du conseil municipal du 31/05/2006 suite à enquête publique est notablement modifiée.

En effet l'ancienne carte de zonage anticipait la création de 3 nouvelles stations de traitement des eaux usées. Ces opérations de construction pour les lieux dit « Perrigny » (Ouest centre Bourg), « Colnand » (Sud Centre Bourg) et « Osnard » (Nord-Ouest centre Bourg) n'ont finalement pas été concrétisées et ces 3 lieux dit sont maintenus en Assainissement Non Collectif.

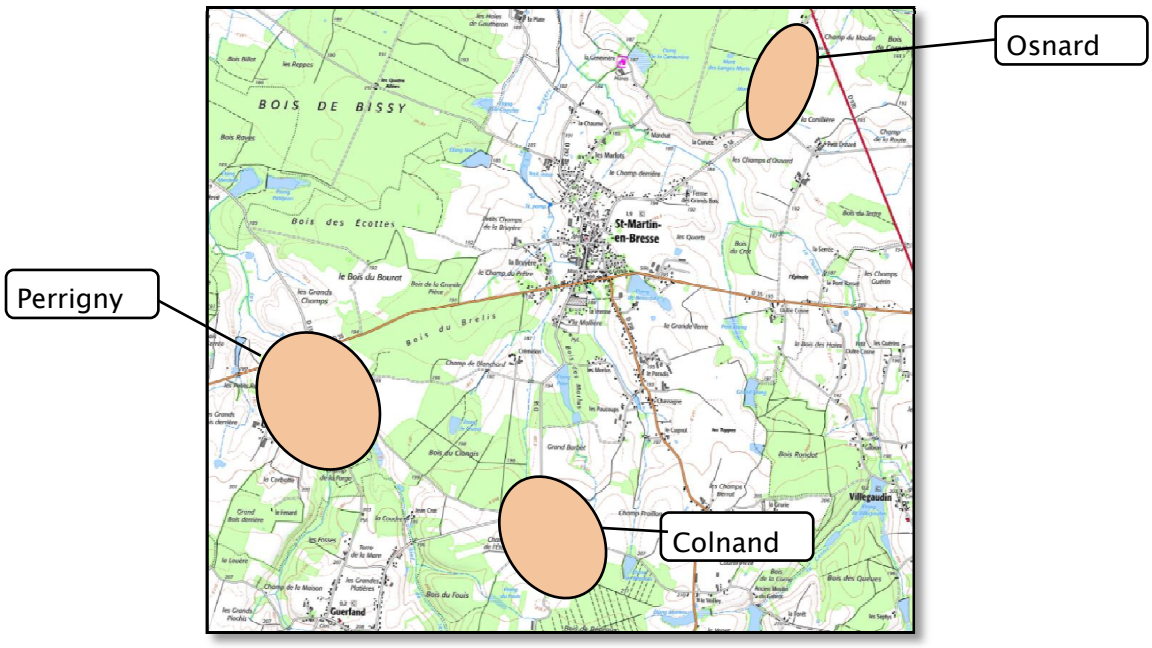


Figure 30 – Adaptation -Ancien Zonage d'assainissement de St Martin-en-Bresse

6 Glossaire Assainissement

Assainissement Collectif : il s'agit d'un système d'assainissement constitué d'un système de collecte, d'une station de traitement des eaux usées et des ouvrages assurant l'évacuation vers le milieu récepteur, relevant en tout ou partie d'un ou plusieurs services publics d'assainissement selon le CGCT » c'est-à-dire la Commune.

Assainissement Non Collectif (ANC) : On entend par installation d'assainissement non collectif « toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées domestiques … des immeubles ou parties d'immeubles non raccordées à un réseau public de collecte des eaux usées ».

L'assainissement non collectif peut être individuel ou regroupé

Capacité nominale : Il s'agit de la charge maximale de DBO5 admissible par jour par la station, telle qu'indiquée dans l'arrêté d'autorisation ou fournie par le constructeur.

Charge maximale en entrée du système de traitement : Il s'agit de la moyenne des charges journalières de DBO5 admises par la station au cours de la » semaine la plus chargée « de l'année.

DBO5- Demande biologique en oxygène : Indice de pollution de l'eau qui traduit sa teneur en matières organiques par la quantité d'oxygène nécessaire à la dégradation de ces matières. Mesure la quantité de matière biodégradable contenue dans l'eau. DBO5 (demande biologique en oxygène en 5 jours).

Déversoir d'orage (DO) : Dispositif équipant un réseau de collecte des eaux (unitaire le plus souvent ou séparatif) permettant d'évacuer par surverse le trop plein de débit. Le rejet est alors le plus souvent direct au milieu naturel et n'est pas traité.

Eaux Claires Parasites (ECP) / Eaux Claires Parasites Permanentes (ECPP) : Eaux non chargées en pollution, d'origine naturelle ou artificielle, qui viennent perturber le fonctionnement du système d'épuration : saturation du réseau de collecte et dilution de la pollution à traiter au sein de la station d'épuration. Les eaux claires parasites peuvent être permanentes (eaux de nappe, de source s'infiltrant dans le réseau) ou météoriques (eaux de pluie récupérées dans le réseau unitaire ou dans le réseau séparatif suite à de mauvais branchements).

Eaux Ménagères / Eaux Vannes / Eaux Usées : Les eaux ménagères sont les eaux rejetées par les installations domestiques (cuisine, salle de bains et machines à laver). Les eaux vannes sont issues des toilettes. L'ensemble des eaux rejetées par les habitations (eaux ménagères + eaux vannes) constitue les eaux usées

Dans les maisons anciennes, les eaux ménagères et eaux vannes transitent encore par un réseau d'évacuation séparé (eaux vannes vers une fosse septique et les eaux ménagères directement dans le système de traitement). Ce n'est plus le cas dans les habitations récentes, les eaux usées (ménagères et vannes) transitent directement dans une fosse « toutes eaux ».

Equivalent Habitant EH : Unité arbitraire de la pollution organique des eaux représentant la qualité de matière organique rejetée par jour et par habitant. 1 EH = 60 g de DBO5 / jour.

Dans le cas d'une maison individuelle, le nombre de pièces principales (PP) permet de définir le nombre d'équivalent habitant, 1 PP = 1 EH. Dans les autres cas (établissement recevant du public, local commercial, …) des règles particulières s'appliquent.

MES Matières en suspension : Particules insolubles présentes en suspension dans l'eau. Elles s'éliminent en grande partie par décantation. Une des mesures classiques de la pollution des eaux.

Pièce Principale (PP) : les pièces principales sont celle définies dans l'article R111-1-1 et R111-10 du code de la construction et de l'habitation. « Une pièce principale est destinée au séjour ou au sommeil », il s'agit donc des chambres, salons et salle à manger. Les pièces de service ne sont pas comptabilisées (Cuisines, salles de bain, toilettes, buanderies, débarras,….).

Réseau séparatif : Réseau de collecte pour lequel les eaux domestiques et les eaux pluviales sont séparées, il y a donc un double réseau.

Réseau unitaire : Réseau de collecte recevant les eaux usées et pluviales.

SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale.

SPANC : Service Public pour l'Assainissement Non Collectif.

STEU : Station de traitement des eaux usées. Il s'agit de station de traitement visant à réduire la nocivité des eaux usées urbaines par voie biologique ou physico-chimique.

Fait à La Tour du Pin
Le 25/10/2024
Pierre-Jean STRULLU
Ingénieur

